

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2004 — 4531

[2004/203525]

**18 NOVEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz et l'accès à ceux-ci**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réforme institutionnelle du 8 août 1980, notamment l'article 20;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment ses articles 14, 16, 17 et 29;

Vu l'adoption le 3 juin 2004 par le Gouvernement wallon du projet d'arrêté relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz et l'accès à ceux-ci;

Vu l'avis circonstancié (SG(2004) D/51632) émis par la Commission européenne le 8 août 2004 à l'encontre du projet de règlement technique et la réponse audit avis circonstancié transmise par les autorités belges à la Commission le 10 novembre 2004;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités**

*Section 1.1. — Cadre légal et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement technique pour la distribution du gaz en Région wallonne (appelé ci-après en abrégé « R.T.GAZ ») est établi en application de l'article 14 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz en Région wallonne et comprend les prescriptions et règles relatives à la gestion du réseau de distribution et à son accès.

**Art. 2.** Les définitions reprises à l'article 2 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz en Région wallonne ainsi que celles reprises à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 28 juin 1971 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz par canalisations, sont applicables au présent R.T.GAZ; en outre, pour l'application du présent R.T.GAZ, il y a lieu d'entendre par :

- |   |  |
|---|--|
| 1 <sup>o</sup> accès :                            | le droit d'injection ou de prélèvement de gaz à un ou plusieurs point(s) d'accès   |
| 2 <sup>o</sup> accord de transport :              | accord pour le transport de gaz sur le réseau de transport conclu entre un utilisateur de réseau de transport et une entreprise de transport   |
| 3 <sup>o</sup> appareil de conversion de volume : | instrument qui convertit les volumes mesurés par le compteur à gaz dans ses conditions de fonctionnement en volumes correspondants dans les conditions normales de pression et de température                                  |
| 4 <sup>o</sup> ARGB :                             | abréviation pour « Association royale des gaziers belges »   |
| 5 <sup>o</sup> branchement collectif :            | canalisation qui relie la canalisation de distribution à plusieurs branchements individuels  |
| 6 <sup>o</sup> branchement individuel :           | canalisation qui relie la canalisation de distribution ou le branchement collectif au dispositif de comptage d'un point d'accès  |
| 7 <sup>o</sup> canalisation de distribution :     | toute canalisation du réseau de distribution servant au transport du gaz dans ce réseau et sur laquelle sont raccordés les branchements individuels et collectifs  |
| 8 <sup>o</sup> capacité de raccordement :         | la capacité maximale, mentionnée dans le contrat de raccordement et exprimée en m <sup>3</sup> (n) par heure dont peut disposer l'URD  |
| 9 capacité souscrite :                            | pour les URD télémesurés, la capacité horaire figurant dans le contrat d'accès; pour les URD non-télémesurés, la capacité horaire découlant du profil de consommation et attribuée dans le contrat d'accès                     |
| 10 <sup>o</sup> comptage :                        | enregistrement - au moyen d'un dispositif de comptage - de la quantité de gaz injectée ou prélevée pendant une période de temps définie  |
| 11 <sup>o</sup> contrat d'accès :                 | le contrat conclu conformément au présent R.T.GAZ entre un fournisseur et le GRD et qui définit leurs droits, obligations et responsabilités respectifs ainsi que les conditions relatives à l'accès au réseau de distribution |

- 12° contrat de raccordement : le contrat conclu conformément au présent R.T.GAZ entre l'URD et le GRD et qui détermine les droits, obligations et responsabilités respectifs ainsi que les informations techniques importantes concernant un ouvrage de raccordement déterminé
- 13° décret : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz en Région wallonne
- 14° demande d'accès : demande d'accès à un réseau de distribution conformément au présent R.T.GAZ
- 15° EAN-GLN : European Article Number/Global Location Number (champ numérique unique de 13 positions pour l'identification univoque d'un participant au marché)
- 16° EAN-GSRN : European Article Number/Global Service Related Number (champ numérique unique de 18 positions pour l'identification univoque d'un point d'accès)
- 17° dispositif de comptage : l'ensemble des appareils destinés à la mesure et/ou au comptage d'une quantité de gaz en un point d'accès déterminé; il comporte les compteurs et éventuellement les appareils de mesure et les dispositifs de conversion de volume
- 18° FIGAZ : abréviation pour « Fédération de l'industrie du gaz »
- 19° GRD : abréviation pour « gestionnaire de réseau de distribution » tel que défini à l'article 2 du décret
- 20° injection : action de fournir du gaz à un réseau gazier
- 21° installateur habilité : l'installateur qui est habilité conformément au règlement établi par le Conseil de l'Habilitation, composé de représentants d'organisations professionnelles belges qui rassemblent les installateurs d'installations gaz naturel, de l'A.S.B.L. FIGAZ et des Ministres ou Secrétaires d'Etat fédéraux ayant l'énergie et la protection de la consommation dans leur compétence
- 22° installation de l'URD : les canalisations, accessoires et machines pour les applications du gaz naturel raccordées en aval du point de prélèvement ou en amont du point d'injection de l'URD
- 23° installation faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution : tout équipement qui n'appartient pas au réseau de distribution, mais dont l'utilisation influence de manière non négligeable la fonctionnalité du réseau de distribution ou les installations d'un (d') autre(s) URD
- 24° jour ouvrable : tout jour de la semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux
- 25° journée gazière : une période de 24 heures qui commence à 6 h 00 le jour calendrier correspondant et se termine à 6 h 00 le jour calendrier suivant
- 26° organisme de contrôle agréé : organisme de contrôle qui est reconnu conformément à l'article 8 de l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations et reconnu par le conseil pour l'habilitation. A partir du 15 octobre 2003, la reconnaissance conformément à l'arrêté royal du 11 mars 1966 est remplacée par une accréditation BELTEST/(BELAC), système d'accréditation mis en place par l'arrêté royal du 22 décembre 1992, pour le contrôle des installations intérieures au gaz naturel
- 27° ouvrage de raccordement : ensemble des équipements constitutifs du branchement et du dispositif de comptage reliant un URD et le réseau de distribution
- 28° point d'accès : point d'injection ou de prélèvement
- 29° point de mesure : la localisation physique du point où l'équipement de mesure est relié à la canalisation véhiculant le flux de gaz
- 30° point d'injection : la localisation physique du point où le gaz est injecté dans le réseau de distribution, à l'entrée du compteur à gaz
- 31° point de prélèvement : la localisation physique du point où du gaz est prélevé au réseau de distribution, à la sortie du compteur à gaz
- 32° point de raccordement : la localisation physique du point où le branchement individuel est connecté à la canalisation de distribution ou au branchement collectif
- 33° prélèvement : action de prélever du gaz d'un réseau gazier
- 34° profil annuel d'utilisation : série de données dont chacune est relative à une période élémentaire et mesurant ou estimant pour celle-ci la quantité de gaz prélevée ou injectée
- 35° raccordement : action de mettre en place un ouvrage de raccordement
- 36° recommandations de l'ARGB : les prescriptions fixées par l'Association royale des Gaziers belges selon les règles de l'art.
- 37° registre d'accès : registre des points d'accès au réseau de distribution établi et géré par le gestionnaire du réseau en question, dans lequel sont désignées par point d'accès, au moins, les caractéristiques requises dans le présent R.T.GAZ
- 38° réseau interconnecté : tout ensemble de réseaux connectés l'un à l'autre

39° station de réception :	station pour l'injection de gaz naturel dans un réseau de distribution depuis un réseau de transport
40° station de réception agrégée :	une station de réception fictive qui groupe la fonction de plusieurs stations de réception physiques
41° UN/DIFACT :	abréviation pour : « United Nations/Electronic Data Interchange For Administration, Commerce and Trading »
42° unité de production :	unité physique qui produit du gaz
43° URD :	abréviation pour « utilisateur du réseau de distribution » tel que défini à l'article 2 du décret

**Art. 3.** A défaut d'indication contraire, les délais mentionnés dans le présent R.T.GAZ courent de minuit à minuit. Ils commencent le jour ouvrable suivant le jour de la notification officielle ou, à défaut de telle notification, de la prise de connaissance de l'événement qui y donne cours.

#### *Section 1.2. — Missions et obligations du GRD*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Dans la zone pour laquelle il est désigné, le GRD exécute les tâches et obligations qui lui incombent en vertu du décret et de ses arrêtés d'exécution. Il assure la distribution du gaz, surveille et maintient son réseau de distribution et, si besoin, rétablit la sécurité, la fiabilité et l'efficacité dudit réseau. Il est le seul habilité, éventuellement par voie de sous-traitance mais sous son entière responsabilité, à installer, étendre, modifier, renforcer, mettre hors service, enlever, déplacer, réparer, entretenir et exploiter son réseau de distribution et notamment les ouvrages de raccordement qu'il comprend.

§ 2. Le GRD définit préalablement les moyens nécessaires et proportionnés à la bonne réalisation de ses missions et met tous les moyens raisonnables en œuvre pour en disposer effectivement. Ces moyens seront définis pour la première fois au moment du premier établissement des plans d'adaptation et d'extension prévus par les articles 16 et 71 du décret. Ils seront actualisés, si besoin, au moment des révisions successives de ce plan.

Dans l'exécution de ses tâches, le GRD met en œuvre tous les moyens adéquats que les utilisateurs du réseau sont en droit d'attendre de lui et qui peuvent, en tenant compte de la situation particulière, être raisonnablement obtenus.

§ 3. En cas de coupure non planifiée du réseau de distribution, le GRD doit être sur place avec les moyens appropriés afin de commencer les travaux de réparation dans les deux heures suivant l'appel de l'URD ou la prise de connaissance du problème. Ces travaux seront poursuivis avec diligence jusqu'à restauration de la situation normale.

§ 4. Le GRD veille au maintien d'une permanence 24 h sur 24 chargée de recevoir et de traiter efficacement les appels d'urgence. Particulièrement, dès que le GRD est averti d'une situation de risque aggravé, de perception d'odeur de gaz ou de fuite détectée, il doit se rendre sur les lieux le plus vite possible afin de prendre toutes les mesures nécessaires à la préservation ou au rétablissement de la sécurité des personnes et des biens. Il collabore pour ce faire avec les autres services d'urgence concernés.

§ 5. Sans préjudice des prescriptions légales et des dispositions du présent R.T.GAZ, le GRD respecte et met en application les prescriptions reprises dans les recommandations de l'ARGB ou toute autre prescription équivalente.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD envoie chaque année à la CWaPE, avant le 31 mars, un rapport dans lequel il décrit la qualité de ses prestations durant l'année calendrier écoulée.

§ 2. Ce rapport décrit :

— la qualité des services fournis et, le cas échéant, les manquements aux obligations résultant du présent R.T.GAZ et les raisons de ceux-ci;

— la fréquence, la localisation et la durée moyenne des interruptions de l'accès à son réseau de distribution, ainsi que de la durée d'interruption annuelle totale au cours de l'année en question;

— des statistiques relatives :

— aux fuites : nombre de fuites détectées par le GRD ou sur appel de tiers, réparties par mois, canalisations ou branchements, matériau, type et localisation de défauts...;

— à l'état du réseau : kilomètres de conduites par catégorie d'âge...;

— aux accidents et incidents survenus sur le réseau de distribution;

— aux défaillances de compteurs : indisponibilité des données de comptages, information précise relative aux compteurs intervenant dans l'attribution de certificats verts.

§ 3. La CWaPE peut établir un modèle de ce rapport et en imposer l'utilisation.

### *CHAPITRE II. — Echange d'informations et confidentialité*

#### *Section 2.1. — Echange d'informations*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Chaque notification ou communication réalisée en exécution du présent R.T.GAZ doit se faire par écrit, conformément aux formalités et conditions prévues à l'article 2281 du Code civil, afin de permettre l'identification univoque de l'expéditeur et du destinataire. Sauf stipulation contraire, le GRD peut préciser, après en avoir informé la CWaPE, la forme des documents dans lesquels ces informations doivent être échangées.

§ 2. En cas d'urgence, des informations peuvent être échangées verbalement. Dans chaque cas, elles doivent être confirmées dès que possible conformément au § 1<sup>er</sup> de cet article.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice du § 2 et par dérogation à l'article 6, les informations commerciales échangées entre les différentes parties concernées sont délivrées par voie électronique (permettant la validation d'un envoi par l'émission d'un accusé de réception) selon un protocole de communication conforme au standard de communication UN/EDIFACT et précisé dans un Message Implementation Guide (MIG). Ce MIG est convenu d'un commun accord entre l'ensemble des gestionnaires de réseau, qui en informent la CWaPE. En l'absence d'accord, la CWaPE peut imposer un MIG.

§ 2. Le protocole visé au § 1<sup>er</sup> n'est pas d'application obligatoire pour les échanges d'informations entre :

44° le GRD et un URD, si le contrat de raccordement conclu est un contrat de raccordement simple au sens de l'article 84;

45° le GRD et un URD, si un autre protocole est convenu entre les parties dans un contrat de raccordement complet, ou dans un avenant à celui-ci;

46° entre le gestionnaire du réseau de transport et un GRD si un autre protocole a été explicitement convenu d'un commun accord, avec information de la CWaPE.

**Art. 8.** Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires, le GRD peut adopter des mesures techniques et organisationnelles relatives aux informations à échanger, afin de garantir la confidentialité telle que visée aux articles 12 et 13. Il en informe préalablement la CWaPE.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. En plus de tous les flux d'information prévus dans le présent R.T.GAZ, le GRD peut demander à tout moment les informations qu'il estime nécessaires en vue de garantir la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de distribution.

§ 2. L'URD met le GRD immédiatement au courant de tout changement de ses installations dans la mesure où ce changement nécessite une adaptation des informations communiquées antérieurement.

**Art. 10.** En l'absence de dispositions formelles en la matière dans le présent R.T.GAZ, toutes les parties concernées s'engagent à échanger, dans les meilleurs délais, les informations nécessaires en vertu des autres dispositions du présent R.T.GAZ.

**Art. 11.** Lorsqu'une partie est chargée de fournir des informations à une autre partie, en application du présent R.T.GAZ ou des contrats conclus en application de celui-ci, elle prend les dispositions nécessaires pour assurer au destinataire que le contenu du message a été dûment vérifié.

#### Section 2.2. — Confidentialité

**Art. 12.** L'émetteur des informations en détermine le degré de confidentialité. La communication à des tiers d'une information commercialement sensible et/ou confidentielle par le destinataire de cette information n'est pas permise, sauf lorsque au moins une de ces conditions est remplie :

1. La communication est requise dans le cadre d'une procédure judiciaire ou imposée par les autorités.
2. Les dispositions légales et réglementaires concernant l'organisation du marché du gaz imposent la divulgation ou la communication des données en question.
3. Il existe une autorisation écrite préalable de la partie à l'origine de l'information confidentielle et/ou commercialement sensible.
4. La gestion du réseau de distribution ou la concertation avec d'autres gestionnaires de réseau requiert la communication par le GRD.
5. L'information est couramment accessible ou se trouve dans le domaine public.

**Art. 13.** Lorsque la communication à des tiers s'effectue sur la base des conditions reprises sous les points 2, 3 et 4 de l'article 12, le destinataire de l'information doit s'engager, sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires applicables, à donner à cette information le même degré de confidentialité que celui donné lors de la communication initiale.

### CHAPITRE III. — Publication des conditions et informations générales, des procédures et formulaires

**Art. 14.** Le GRD met à la disposition du public les informations suivantes :

1. les conditions générales des contrats à conclure en vertu du présent R.T.GAZ;
2. les procédures qui sont d'application et auxquelles le présent R.T.GAZ fait référence;
3. les formulaires nécessaires pour l'échange de données conformément au présent R.T.GAZ;
4. les tarifs pour l'accès à son réseau de distribution;
5. les tarifs pour la réalisation des études d'orientation ou détaillées en vue de raccordements;
6. une description de son réseau permettant au minimum la localisation des zones de distribution de gaz ainsi que des travaux programmés susceptibles d'avoir une influence sur la disponibilité en capacité, leur date et leur durée probable;
7. les extensions de réseau programmées et leur date de mise en service planifiée;
8. l'ensemble des services proposés par le GRD aux URD.

Le GRD communique sans délai ces informations à la CWaPE, et au plus tard, 60 jours avant leur entrée en vigueur. Le GRD publie ces informations, notamment sur un serveur accessible via Internet, au plus tard 15 jours avant leur entrée en vigueur.

### CHAPITRE IV. — Accessibilité des installations

#### Section 4.1. — Prescriptions concernant la sécurité des personnes et des biens

**Art. 15.** Les dispositions légales et réglementaires d'application concernant la sécurité des personnes et des biens comme, entre autres, le RGPT (« Règlement général pour la protection du travail »), le Code du Bien-Etre au Travail et le RGIE (« Règlement général pour les installations électriques »), ainsi que les recommandations de l'ARGB et les éventuels changements ultérieurs ou toute autre prescription équivalente, s'appliquent à chaque personne qui intervient sur le réseau de distribution, y compris les GRD, les URD, les fournisseurs, les utilisateurs du réseau de transport, les autres gestionnaires de réseau et leur personnel respectif, ainsi que les tiers qui interviennent sur le réseau de distribution pour compte des parties précitées.

#### Section 4.2. — Accessibilité des installations du GRD

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. L'accès à tout bien mobilier ou immobilier sur lequel le GRD possède le droit de propriété ou de jouissance s'effectue à tout moment conformément à la procédure d'accès et aux prescrits de sécurité du GRD et moyennant son accord explicite préalable.

§ 2. Le GRD a le droit d'accéder à toutes les installations sur lesquelles il possède le droit de propriété ou de jouissance et qui se trouvent sur le site de l'URD. L'URD veille à ce que le GRD y ait un accès permanent ou prend les mesures nécessaires pour le lui donner immédiatement et en tout temps sur simple requête verbale d'un délégué qualifié du GRD.

§ 3. Si l'accès à un bien mobilier ou immobilier du GRD est subordonné à des procédures d'accès spécifiques et à des prescriptions de sécurité en vigueur chez l'URD, ce dernier doit en informer préalablement et par écrit le GRD qui est tenu de s'y conformer. A défaut, le GRD suit ses propres prescriptions de sécurité.

*Section 4.3. — Modalités particulières relatives aux installations faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution*

**Art. 17.** Lorsque le GRD estime que certaines installations d'un URD qui n'est pas réseau de distribution ou de transport font fonctionnellement partie du réseau de distribution, il le signale et le justifie à l'URD ainsi qu'à la CWaPE.

Une convention qui reprend la liste des installations concernées, ainsi que les responsabilités de conduite, de gestion et d'entretien de ces installations est conclue entre le GRD et l'URD concerné.

Pour les installations existantes lors de l'entrée en vigueur du présent R.T.GAZ, cette convention garantit à l'URD le respect de tous les engagements antérieurs, en ce compris le maintien de la capacité souscrite, sauf accord écrit en sens contraire de l'URD et moyennant indemnisation adéquate de ce dernier. Cette convention décrit également les modalités financières de prise en charge par le GRD de tous les frais occasionnés par cette modification du statut de l'ouvrage de raccordement, y compris le dédommagement du propriétaire des installations. Cette convention constitue un avenant au contrat de raccordement. Cette convention est, le cas échéant, annexée aux nouveaux contrats de raccordement.

La CWaPE est informée de la liste des installations concernées.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD a le droit d'accéder aux ouvrages de raccordement et aux installations visés à l'article 17 afin d'y effectuer des inspections, des tests et/ou des essais ainsi que les interventions prévues dans la convention visée à l'article 17. L'URD concerné et le GRD se concertent à ce propos.

§ 2. Préalablement à toute exécution des inspections, tests et/ou essais visés au § 1<sup>er</sup>, l'URD concerné par ces dispositions est tenu d'informer par écrit le GRD des prescriptions de sécurité applicables. A défaut, le GRD suit ses propres prescriptions de sécurité.

§ 3. Un URD, concerné par les dispositions des articles 17 et 18, § 1<sup>er</sup> et § 2, qui souhaite effectuer ou faire effectuer ses propres tests sur ses installations lorsqu'elles font fonctionnellement partie du réseau de distribution, doit d'abord recueillir l'approbation écrite du GRD. Toute demande doit être motivée et indiquer quelle(s) installation(s) sont concernées par les tests, la nature et les données techniques de ceux-ci, la procédure (entre autres qui effectue les tests) et le planning.

Sur base des données que cette demande contient, le GRD décide de l'opportunité de celle-ci et donne, le cas échéant, son approbation sur les tests demandés, leur procédure et leur planning; il avertit les parties qui sont, selon lui, concernées par ces tests.

*Section 4.4. — Accessibilité des installations de l'URD*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions de l'article 23, lorsque la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau nécessite une adaptation des installations de l'URD, le GRD se consulte avec l'URD en vue de définir les travaux nécessaires et leur délai d'exécution. Le GRD prend en charge les frais occasionnés par ces travaux sauf s'ils résultent de manquements imputables à l'URD.

§ 2. Lorsque la sécurité et la fiabilité du réseau nécessitent une intervention rapide, le GRD est en droit de mettre en demeure l'URD d'accepter les travaux de remédiation nécessaires ainsi que les délais d'exécution. Cette mise en demeure se fait par voie de courrier recommandé.

§ 3. L'URD reconnaît au GRD le droit d'accéder à ses installations, même en cours d'utilisation, lorsque des raisons de sécurité, d'exploitation ou de gestion du réseau l'exigent.

§ 4. En cas de refus manifeste de la part de l'URD de se conformer aux dispositions des § 2 et § 3, le GRD peut interrompre l'accès de l'URD à son réseau, conformément aux dispositions de l'article 126 du présent R.T.Gaz

**Art. 20.** Les travaux, y compris les inspections, tests et/ou essais, visés aux articles 17 et 18, doivent être réalisés conformément aux dispositions et aux contrats conclus en vertu du présent R.T.GAZ, ainsi qu'aux réglementations auxquelles il se réfère.

*CHAPITRE V. — Force majeure et situation d'urgence*

**Art. 21.** Pour l'application du présent R.T.GAZ, les situations suivantes, pour autant qu'elles soient irrésistibles et imprévisibles, sont toujours considérées comme force majeure :

1. les catastrophes naturelles, notamment les tremblements de terre, inondations, tempêtes, cyclones ou autres circonstances climatologiques exceptionnelles;
2. une explosion ou fuite nucléaire ou chimique et ses conséquences;
3. l'indisponibilité subite des installations pour des raisons autres que la vétusté, le manque d'entretien ou la qualification des opérateurs; est également compris un effondrement du système informatique, provoqué ou non par un virus, alors que toutes les mesures préventives avaient été prises, eu égard à l'état de la technique;
4. l'impossibilité technique, temporaire ou permanente, pour le réseau de distribution de fournir du gaz en raison d'un manque brutal d'injection de gaz venant du réseau de transport et non compensable par d'autres moyens;
5. l'incendie, l'explosion, le sabotage, les actes terroristes, les actes de vandalisme, les dégâts causés par les actes criminels et les menaces de même nature;
6. la guerre déclarée ou non, la menace de guerre, l'invasion, le conflit armé, l'embargo, la révolution, la révolte;
7. le fait du prince dont notamment les situations définies comme telles par l'autorité compétente et pour lesquelles cette autorité peut imposer des mesures exceptionnelles et temporaires aux GRD ou aux URD afin de pouvoir maintenir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable de l'ensemble des réseaux.

**Art. 22.** Dans le présent R.T.GAZ, une situation d'urgence est définie comme étant :

— la situation résultant de la force majeure et pour laquelle des mesures doivent être prises de façon exceptionnelle et provisoire afin de faire face aux conséquences de la force majeure et de pouvoir ainsi garantir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable des réseaux de distribution;

— une situation résultant d'un événement qui, bien qu'elle ne puisse pas être définie comme force majeure suivant l'état actuel de la doctrine ou de la jurisprudence, exige, selon l'évaluation d'une autorité, d'une instance de régulation, de la justice, du GRD, d'un URD ou d'un fournisseur, une intervention urgente et adaptée du GRD afin de pouvoir garantir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable du réseau de distribution, ou d'éviter d'autres dommages. Le GRD justifie cette intervention dans les plus brefs délais auprès des URD et de la CWaPE.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une situation d'urgence est invoquée par le GRD ou un autre gestionnaire de réseau, un URD, un fournisseur ou tout autre personne concernée y compris les autorités, le GRD est habilité à poser tous les actes qu'il juge nécessaires en vue de préserver la sécurité et la fiabilité du réseau de distribution.

§ 2. Le GRD prend toutes les mesures préventives nécessaires aux fins de limiter les conséquences dommageables des événements exceptionnels annoncés ou raisonnablement prévisibles. Ces mesures que le GRD prend dans le cadre du présent article sont opposables à toutes les personnes concernées.

§ 3. Dans le cas où une situation d'urgence concerne en même temps le réseau de transport et un ou plusieurs réseaux de distribution, les mesures doivent être coordonnées entre les gestionnaires de tous les réseaux concernés.

**Art. 24.** Dans le cas d'une situation d'urgence, l'exécution des tâches et obligations, hormis celles à caractère administratif ou financier, est totalement ou partiellement suspendue, mais uniquement pour la durée de la situation d'urgence.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. La partie qui déclare la situation d'urgence, entreprend tous les efforts raisonnables pour minimiser les conséquences de la suspension de ses obligations et remplir à nouveau, dès que possible, ses obligations suspendues.

§ 2. La partie qui suspend ses obligations porte sans délai à la connaissance de toutes les parties concernées les raisons pour lesquelles elle suspend totalement ou partiellement ses obligations et la durée prévisible de la situation d'urgence. En dérogation à la section 2.1. des présentes dispositions générales, cette communication peut également être réalisée par affichage, information via radio ou TV, brochures d'information et des feuilles toutes-boîtes.

#### CHAPITRE VI. — *Exigences techniques minimales pour l'établissement des infrastructures du réseau*

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD respecte toutes les obligations qui lui sont imposées en vertu des législations et réglementations applicables, en particulier celles relatives aux mesures de sécurité lors de la construction et de l'exploitation d'installations pour la distribution de gaz naturel au moyen de canalisations. Dans un souci permanent de la sécurité de la distribution du gaz naturel, le GRD veille, notamment, à maintenir en permanence dans les canalisations, une pression de gaz naturel suffisante à cet effet, dans les circonstances d'exploitation normale du réseau.

§ 2. Le GRD s'engage à prendre toutes les dispositions que l'on peut raisonnablement attendre de lui afin que la pression du gaz à chaque point d'accès réponde au niveau de pression prévu dans les contrats de raccordement et/ou d'accès.

§ 3. Le GRD observe notamment les exigences techniques minimales pour le raccordement au réseau d'installations de production, de simple connexion ou d'interconnexion, ainsi que pour l'établissement des infrastructures du réseau et pour les canalisations. Il observe également les règles opérationnelles relatives à la gestion technique des injections et prélèvements, ainsi que celles relatives aux actions qu'il doit entreprendre en vue de remédier aux problèmes pouvant compromettre la sécurité et la continuité d'approvisionnement. Le GRD prend les mesures nécessaires en vue d'assurer une sécurité technique optimale visant à l'élimination des fuites de gaz et des risques d'explosions, telles qu'elles découlent des législations et réglementations applicables.

#### CHAPITRE VII. — *Conduites directes*

**Art. 27.** Toutes les conduites directes, telles que définies à l'article 2, 13<sup>o</sup> du décret, sont soumises aux prescriptions applicables du présent R.T.GAZ, sans préjudice des autres prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

**Art. 28.** Pour permettre à la CWaPE de donner avis au Ministre, sur l'autorisation de construction d'une nouvelle conduite directe, l'URD qui en est le demandeur, introduit un dossier justificatif détaillé auprès de la CWaPE, en deux exemplaires, par lettre recommandée ou remise contre accusé de réception.

**Art. 29.** Après réception d'une demande telle que décrite à l'article 28, la CWaPE vérifie si tous les documents nécessaires pour l'examen de la demande sont en sa possession. Si elle estime que la demande doit être complétée, elle en avise le demandeur par lettre recommandée dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande. Elle précise les informations complémentaires souhaitées et fixe un délai qui ne peut excéder un mois, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande.

**Art. 30.** La CWaPE vérifie à l'aide de tout document en sa possession si la demande est justifiée et s'il n'existe aucune autre alternative à cette demande, techniquement et économiquement valable. Elle consulte, à cet effet, le(s) GRD concerné(s). Lorsque la CWaPE estime la demande non justifiée, elle en avise le demandeur par lettre recommandée dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, de la réception des compléments obtenus en application de l'article 29. La CWaPE précise les raisons pour lesquelles elle considère la demande non justifiée et fixe un délai d'un mois maximum, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur peut fournir par lettre recommandée ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWaPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête.

**Art. 31.** Dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, des compléments, observations et justifications visées aux articles 29 et 30, la CWaPE transmet au Ministre le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé.

#### CHAPITRE VIII. — *Gaz fatal et gaz issu de renouvelables*

**Art. 32.** Dans le traitement donné par le GRD aux demandes de raccordement, aux demandes d'études d'orientation ou détaillées ainsi qu'aux demandes d'accès à son réseau, il sera prioritairement tenu compte de celles relatives aux injections ou prélèvements de gaz fatal et/ou issus de renouvelables, pour autant que ces gaz soient compatibles avec le gaz du réseau existant

**Art. 33.** Le GRD informe la CWaPE de toute demande relative au gaz fatal et/ou issu de renouvelable ainsi que de la suite qu'il a donnée à celle-ci.

**Art. 34.** Le GRD propose des solutions techniques pour tenir compte autant que possible des demandes visées aux articles 32 et 33, y compris dans le cas de gaz fatal et/ou issu de renouvelable non-compatible avec le gaz de son réseau, au sens de l'article 11 du décret.

**Art. 35.** Le GRD tient compte des développements possibles en matière de gaz fatal et/ou issu de renouvelables lors de la programmation des adaptations et extensions de réseau.

### TITRE II. — *Code de planification*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Données en vue d'établir les plans d'adaptation et d'extension*

**Art. 36.** Dans le cadre des règles opérationnelles pour la gestion technique des flux de gaz, les GRD conviennent avec la CWaPE des modalités pratiques de concertation en vue de l'établissement des plans d'adaptation et d'extension de leur réseau sur base des informations telles que décrites dans le présent Code.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. L'établissement des plans d'adaptation et d'extension du réseau de distribution comprend les phases suivantes :

- une estimation détaillée des besoins en capacité de distribution;
- l'analyse des moyens nécessaires au GRD pour rencontrer ces besoins;
- la comparaison des moyens nécessaires avec les moyens existants;
- le programme des travaux et investissements que le GRD prévoit :
- sur une durée de 5 ans, pour l'adaptation du réseau de distribution;
- sur une durée de 3 ans, pour l'extension du réseau de distribution.

Au-delà de la deuxième année et pour les deux plans, ce programme peut être moins détaillé et ne comporter que les meilleures estimations possibles.

§ 2. A cette fin, les actions suivantes sont entreprises :

1<sup>o</sup> chaque GRD remet à la CWaPE, chaque année, avant le 31 mars, les informations visées au premier alinéa (ou justifie par écrit à la CWaPE que le(s) plan(s) approuvé(s) par le Gouvernement wallon l'année précédente ne nécessite(nt) aucune mise à jour);

2<sup>o</sup> le GRD convient avec la CWaPE d'une date pour la présentation de ses plans durant le mois d'avril;

3<sup>o</sup> la CWaPE procède ensuite à l'examen des plans et peut demander au GRD de lui fournir les informations et justifications qu'elle estime nécessaires. Elle l'informe de son avis au plus tard le 15 mai;

4<sup>o</sup> le GRD ajuste éventuellement ses plans et remet, au plus tard le 15 juin, la version définitive, en deux exemplaires, à la CWaPE;

5<sup>o</sup> la CWaPE transmet un exemplaire des plans au ministre, sans délai. Au besoin, elle formule ses réserves au Gouvernement, par un avis émis d'autorité et remis dans les trente jours, si elle estime encore le contenu d'un ou des plans non satisfaisant;

6<sup>o</sup> sous réserve d'approbation par le Gouvernement, les plans sont mis en application le 1<sup>er</sup> janvier suivant.

## CHAPITRE II. — *Echange d'informations relatives à la planification, entre GRD et URD*

### *Section 2.1. — Généralités*

**Art. 38.** L'URD, ou le cas échéant le fournisseur, est tenu de transmettre les données de planification correspondant à ce Code de planification, au GRD, suivant sa meilleure évaluation et suivant la procédure déterminée de commun accord par les GRD, sans préjudice des articles 39 à 41.

### *Section 2.2. — Notification*

**Art. 39.** L'URD dont la capacité souscrite est supérieure à 250 m<sup>3</sup>(n) par heure transmet au GRD, avant le 31 décembre de chaque année et par point d'accès, les données de planification relatives aux cinq années suivantes. Au-delà de la deuxième année, les parties conviennent que ces données constituent seulement les meilleures estimations possibles. Ces données comportent :

1. les prévisions en ce qui concerne la quantité de gaz prélevée en m<sup>3</sup>(n) sur base annuelle, avec mention du débit maximum par heure pour des températures climatiques équivalentes de + 10, 0 et - 10 °C, et des variations et interruptions prévisibles;
2. les profils annuels d'utilisation prévus.

**Art. 40.** L'URD dont les installations comprennent ou comprendront des unités de production transmet au GRD, avant le 31 décembre de chaque année, les données de planification relatives aux cinq années suivantes. Au-delà de la deuxième année, les parties conviennent que ces données constituent seulement les meilleures estimations possibles. Ces données comportent :

1. le débit maximum, la production annuelle estimée, la description du profil annuel de production attendu et les données techniques concernant la qualité du gaz des différentes unités de production déjà en service.
2. le débit maximum, la production annuelle estimée, la description du profil annuel de production attendu et les données techniques concernant la qualité du gaz des différentes unités de production dont la mise en service est prévue.
3. les unités de production qui seront mises hors service et la date prévue de leur mise hors service.

**Art. 41.** Pour les URD qui ne sont pas des réseaux de distribution ou de transport et ne correspondent pas aux catégories définies sous les articles 39 et 40, c'est le fournisseur qui, pour l'ensemble de tels URD pour lesquels il a signé un contrat, transmet au GRD, avant le 31 décembre de chaque année, les données requises aux articles 39 et 40.

**Art. 42.** L'URD ou, le cas échéant, le fournisseur, doit s'efforcer de transmettre, dès que disponible, au GRD toute autre information non reprise aux articles 39 et 40 mais qui pourrait s'avérer utile à l'élaboration de la planification.

**Art. 43.** L'obligation de faire connaître les informations relatives à la planification mentionnées aux articles 39 et 40 s'applique également aux futurs URD lors de l'introduction de leur demande de raccordement.

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas où le GRD estime que les données de planification sont incomplètes, imprécises ou déraisonnables, l'URD ou le fournisseur communiquent, sur demande du GRD, toutes les corrections ou données complémentaires que ce dernier juge utiles.

§ 2. Le GRD peut, s'il le juge nécessaire pour mener à bien sa mission et moyennant motivation, demander à l'URD ou au fournisseur des données complémentaires qui ne sont pas prévues dans le présent R.T.GAZ.

§ 3. Après consultation de l'URD ou du fournisseur, le GRD détermine le délai raisonnable dans lequel les données mentionnées aux § 1<sup>er</sup> et § 2 doivent être transmises au GRD, par l'URD ou le fournisseur.

**Art. 45.** Afin d'assurer la réalisation des plans d'adaptation et d'extension, les GRD et les entreprises de transport se concertent au moins annuellement sur la forme et le contenu des données qu'ils doivent échanger ainsi que sur les délais à respecter pour cet échange.

**Art. 46.** Le GRD s'assure au mieux du caractère complet et vraisemblable des données transmises par les URD, les autres gestionnaires de réseau ou les fournisseurs.

**TITRE III. — Code de raccordement****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Prescriptions techniques applicables aux ouvrages de raccordement****Section 1.1. — Généralités**

**Art. 47.** Dans le présent code de raccordement sont édictées les prescriptions concernant le raccordement des URD situés sur le réseau de distribution et qui ne sont pas réseaux de distribution ou de transport c'est-à-dire les producteurs, les entreprises de stockage ou les clients finals (les prescriptions équivalentes relatives aux URD réseaux de distribution ou de transport font l'objet du code de collaboration). Ces prescriptions ont trait aux ouvrages de raccordement ainsi qu'aux installations de l'URD qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution.

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. Les ouvrages de raccordement et leurs composants sont schématisés en annexe I<sup>er</sup>.

§ 2. Les installations du dispositif de comptage font l'objet du code de mesure et de comptage pour ce qui concerne leurs spécifications techniques, leur utilisation, leur entretien et le traitement des données de mesure ou de comptage.

**Section 1.2. — Types de raccordement**

**Art. 49.** Le raccordement simple correspond à la mise en place complète d'un ouvrage de raccordement qui répond à l'ensemble des conditions suivantes :

1. le point d'accès demandé est situé du même côté de la voirie qu'une canalisation de distribution ou un branchement collectif de pression inférieure à 4.90 bars;
2. la canalisation de distribution ne se trouve pas sous la partie carrossable de la voirie;
3. la longueur du branchement entre le point de raccordement et le point d'accès est inférieure ou égale à 15 mètres;
4. la capacité de raccordement demandée est inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>(n) par heure;
5. la pression de fourniture demandée est comprise entre 21 et 25 mbar.

**Art. 50.** Le raccordement standard visé à l'article 32, 3<sup>o</sup> c, du décret correspond à la mise en place complète d'un ouvrage de raccordement qui répond aux conditions suivantes :

1. la distance entre le point d'accès de l'URD demandé et le point de raccordement est de maximum 8 mètres,
2. la capacité de raccordement demandée est inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>(n) par heure,
3. la pression de fourniture demandée est comprise entre 21 et 25 mbar.

**Art. 51.** Le raccordement avec étude est un raccordement qui ne répond pas aux critères de l'article 49. Cette étude peut être « d'orientation » (section 2.3 du présent Titre) ou « détaillée » (section 2.4 du présent titre). Dans les deux cas, l'étude doit faire la distinction entre la partie de branchement individuel correspondant à un ouvrage de raccordement standard et une éventuelle partie de branchement individuel complémentaire.

**Section 1.3. — Prescriptions techniques générales**

**Art. 52.** Tout ouvrage de raccordement doit satisfaire aux normes, règlements et prescriptions relatifs aux installations de gaz et qui leur sont applicables.

**Art. 53.** L'installation de l'URD, les appareils d'utilisation ainsi que le placement et le raccordement des appareils d'utilisation sont soumis aux dispositions légales et aux règlements en vigueur au moment du placement ou du raccordement.

**Art. 54.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions de l'article 17, les installations sur lesquelles l'URD possède un droit de propriété ou de jouissance sont gérées et entretenues par l'URD ou par un tiers dûment mandaté, pour compte de l'URD. L'URD veille au bon état de fonctionnement et d'entretien de ses installations.

§ 2. Les limites de propriété des installations sont reprises au contrat de raccordement.

**Art. 55.** § 1<sup>er</sup>. Seul le GRD est autorisé à effectuer des interventions et/ou manœuvres sur l'ouvrage de raccordement.

§ 2. Sous réserve de dispositions légales ou réglementaires relatives aux obligations de service public, si les interventions et/ou les manœuvres (notamment de mise en ou hors service) s'effectuent à la demande de l'URD, les frais de ces interventions et manœuvres peuvent être portés à charge de l'URD.

§ 3. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'URD ou la personne déléguée à cette fin par lui, peut toutefois, en respectant toutes les mesures de précaution requises relatives à la sécurité, actionner le robinet situé directement en amont de son point d'accès, à l'exception cependant du cas où des scellés ont été posés ou d'une autre contre-indication émanant du GRD. Le contrat de raccordement établi sur base du présent R.T.GAZ peut comporter des dispositions particulières dérogeant au présent article.

§ 4. Si une interruption de l'alimentation en gaz naturel survient à la suite d'un incident ou d'une situation d'urgence ou en raison de l'action d'un appareil de sécurité sur le réseau, le rétablissement de l'alimentation en gaz naturel ne peut être effectué que par le GRD.

**Art. 56.** § 1<sup>er</sup>. Tout URD veille à ce que ses installations n'occasionnent pas de risque, dommage ou nuisance chez le GRD ou chez des tiers au-delà des normes communément admises.

§ 2. Dans la mesure où il peut raisonnablement les constater, l'URD est tenu d'informer immédiatement le GRD de tout dommage, infraction ou non-conformité aux prescriptions légales ou réglementaires.

§ 3. Si le GRD constate ou est informé que les installations d'un URD ou leur fonctionnement perturbent le réseau de distribution, il se concerta avec l'URD en vue d'y apporter ou d'y faire apporter les modifications strictement nécessaires et de définir les délais pour ce faire.

**Art. 57.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque des parties du réseau de distribution risquent d'être endommagées ou influencées par des travaux exécutés à proximité du raccordement par l'URD ou le propriétaire de l'immeuble, l'URD ou le propriétaire de l'immeuble doit se concerter au préalable avec le GRD.

§ 2. L'URD ou le propriétaire de l'immeuble a l'obligation d'informer les tiers qu'il charge de l'exécution de travaux pour son compte, dans les environs du branchement, de l'existence de celui-ci, et de leur imposer les obligations qui pèsent sur lui-même.



**Art. 58.** Les installations d'un ou plusieurs URD alimentées par des ouvrages de raccordement séparés ne peuvent être connectées entre elles si ce n'est avec l'accord écrit préalable du GRD.

**Art. 59.** Le GRD se réserve le droit d'appliquer une protection cathodique aux tronçons de réseau qu'il désigne.

#### *Section 1.4. — Environnement des installations*

**Art. 60.** Toutes les installations électriques reliées à un ouvrage de raccordement ou situées dans les locaux ou enceintes qui le contiennent, doivent être conformes au RGIE. L'exécution des obligations prévues par la réglementation en vigueur en matière de contrôles de conformité et périodiques de ces installations et les coûts en résultant sont à charge de l'URD.

**Art. 61.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'installer le dispositif de comptage et, éventuellement, d'autres appareils reliés à l'ouvrage de raccordement, l'URD met à disposition du GRD une partie de mur ou un espace (éventuellement un terrain) de dimensions appropriées. L'étendue et l'emplacement de cet espace sont déterminés en concertation, en tenant compte de l'intérêt de l'URD d'obtenir le bénéfice d'un raccordement standard gratuit.

§ 2. L'URD veille à ce que l'étanchéité à l'eau et au gaz des murs traversés par l'ouvrage de raccordement, à l'exception des ouvertures de portes, fenêtres, soupiraux et de ventilation soit en tout temps conforme aux règles de l'art.

**Art. 62.** Quand pour l'alimentation d'un lotissement, une nouvelle cabine client ou de distribution est nécessaire, le responsable du lotissement met à disposition du GRD un terrain de dimensions appropriées. L'étendue et l'emplacement de ce terrain sont déterminés en concertation, dans le respect des prescriptions urbanistiques en vigueur.

### CHAPITRE II. — *Nouveau raccordement au réseau de distribution*

#### *Section 2.1. — Introduction d'une demande de raccordement*

**Art. 63.** Tout nouveau raccordement doit être précédé d'une demande de raccordement.

**Art. 64.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne physique ou morale peut introduire une demande de raccordement.

§ 2. Cette demande comporte entre autres :

- l'identité du demandeur et sa situation juridique en regard de l'immeuble concerné;
- les coordonnées de contact du demandeur;
- les plans du lieu de prélèvement ou d'injection, les données techniques générales et la localisation souhaitée du point d'accès;
- les informations nécessaires pour la détermination du profil d'injection ou de prélèvement dont notamment la capacité de raccordement demandée et le mode de prélèvement ou d'injection prévu.

**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Une demande de raccordement avec un niveau de pression au point de prélèvement/injection supérieur à 14.71 bar doit être adressée à une entreprise de transport selon la procédure de cette entreprise de transport disponible auprès de celle-ci.

§ 2. Sans préjudice de la procédure de traitement de la demande visée à l'article 70, une demande de raccordement avec un niveau de pression au point de prélèvement/injection inférieur ou égal à 14.71 bar et avec un(e) prélèvement/injection annuel(le) attendu(e) inférieur(e) ou égal(e) à cinq millions de m<sup>3</sup>(n) doit être adressée auprès du GRD désigné pour la zone géographique où devra se situer le point d'accès concerné par la demande. Cette demande est introduite suivant la procédure publiée par le GRD.

§ 3. Une demande de raccordement avec un niveau de pression au point de prélèvement/injection inférieur ou égal à 14.71 bar et avec un(e) prélèvement/injection annuel(le) attendu(e) supérieur(e) à cinq million de m<sup>3</sup>(n) doit être adressée à une entreprise de transport.

**Art. 66.** La demande de raccordement dans une commune sans distribution de gaz naturel est adressée à la commune au lieu du GRD ou d'une entreprise de transport; celle-ci étudie si la demande peut, notamment sur le plan légal, être satisfaite soit en ajoutant son territoire (ou une partie de celui-ci) au domaine géographique d'un GRD existant, soit en informant du dossier une entreprise de transport. Copie de la demande et des documents ultérieurs en résultant sera adressée à la CWaPE par les divers interlocuteurs. Sans préjudice des éventuelles autres voies de recours légalement organisées, le demandeur débouté peut solliciter l'intervention de la CWaPE.

**Art. 67.** Si une demande de raccordement visée à l'article 65, § 2, ne répond pas aux critères de l'article 49, le demandeur indique s'il souhaite une étude d'orientation visée à la section 2.3 ci-après ou une étude détaillée visée à la section 2.4.

#### *Section 2.2. — Traitement d'une demande de raccordement par le GRD*

**Art. 68.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD juge sur base d'arguments tant techniques qu'économiques, sur quelle partie du réseau de distribution existante ou dont la réalisation est programmée, aura lieu le raccordement, en fonction entre autres, de la capacité de raccordement demandée, du niveau de pression et des contingences géologiques ou géographiques. Le raccordement sera effectué sur la canalisation ayant le niveau de pression le plus bas pouvant fournir la pression et la capacité de raccordement demandées, en tenant compte de la nécessité de maintenir la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau.

§ 2. Le GRD peut décider d'une méthode de raccordement qui s'écarte de celle définie au § 1<sup>er</sup> en fonction des caractéristiques du réseau de distribution local, ou de refuser un raccordement sur le réseau « moyenne pression catégorie C » sur base de critères objectifs et non-discriminatoires. En pareils cas, le GRD notifie et motive sa décision à l'URD et en adresse copie à la CWaPE.

**Art. 69.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'examen de la demande de raccordement ainsi que lors de toute étape ultérieure pouvant en résulter, le GRD agira toujours en veillant à l'intérêt technique et économique du demandeur, sans préjudice de l'intérêt des autres URD.

§ 2. En application du § 1<sup>er</sup>, le GRD se charge de prendre les contacts nécessaires avec les autres gestionnaires de réseau concernés s'il ne peut satisfaire seul à la demande de raccordement. Si le GRD constate qu'il serait plus judicieux d'effectuer le raccordement à un autre réseau de distribution ou au réseau de transport, il transmet sans délai l'entièreté du dossier au gestionnaire du réseau concerné après concertation avec celui-ci et restitue les droits éventuellement perçus. Le GRD notifie et motive sa décision à l'URD et en adresse copie à la CWaPE.

**Art. 70.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la demande visée à l'article 65, § 2, a trait à un niveau de pression au point de prélèvement/injection inférieur à 14.71 bar et à un(e) prélèvement/injection attendu(e) supérieur(e) à un million de m<sup>3</sup>(n), le GRD s'engage à informer des dossiers de demande l'(les) entreprise(s) de transport.

§ 2. Le GRD et l'(les) entreprise(s) de transport étudient le dossier de demande et se concertent sur les modalités physiques de raccordement et au moins un d'entre eux présente une offre sur base de critères objectifs techniques et/ou économiques.

Si aussi bien le GRD qu'une entreprise de transport peuvent apporter une solution intéressante, les deux feront offre (pour le raccordement et l'accès à leur réseau) sur base de la possibilité la plus économique et de la capacité disponible pour la livraison du débit horaire demandé. Les deux offres seront présentées au demandeur. Les coûts engagés par celui dont l'offre n'a pas été choisie restent à sa charge.

**Art. 71.** § 1<sup>er</sup>. Tout gestionnaire de réseau qui a reçu une demande informe le demandeur de sa décision sur base de critères objectifs techniques et/ou économiques.

§ 2. Le GRD répond à une demande de raccordement simple endéans les cinq jours ouvrables après réception d'une demande complète au moyen soit d'une proposition permettant une estimation précise des coûts à supporter par l'URD et du délai de réalisation, soit d'une réponse motivée indiquant que le raccordement demandé ne correspond pas à la définition d'une demande de raccordement simple et doit éventuellement faire l'objet d'une demande de raccordement avec étude.

#### Section 2.3. — Demande d'étude d'orientation et avant-projet de raccordement

**Art. 72.** L'objectif d'une étude d'orientation est d'obtenir une estimation préalable relative à un avant-projet de raccordement. L'introduction d'une demande d'étude d'orientation est facultative.

**Art. 73.** Toute personne physique ou morale peut introduire auprès du GRD une demande d'étude d'orientation relative à un nouveau raccordement.

**Art. 74.** Tout URD peut introduire auprès du GRD une demande d'étude d'orientation relative à une modification de son raccordement existant, d'installations faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution, ou de leur mode d'exploitation respectif.

**Art. 75.** Le demandeur introduit auprès du GRD une demande par écrit, comportant entre autres les éléments mentionnés à l'article 64, § 2, de procéder à l'étude d'orientation selon la procédure publiée par le GRD.

**Art. 76.** Les frais d'une étude d'orientation sont à charge du demandeur selon le tarif applicable approuvé par la CREG. Si l'étude d'orientation n'est rendue nécessaire que par l'impossibilité de procéder à un raccordement simple au sens de l'article 49, par suite de problèmes de configuration de la voirie par rapport au réseau de distribution, aucun frais ne sera porté en compte au demandeur pour ladite étude.

**Art. 77.** Durant l'exécution de l'étude d'orientation, le GRD et le demandeur collaborent de bonne foi. Le GRD peut à tout moment réclamer au demandeur des informations complémentaires nécessaires à la réalisation de l'avant-projet de raccordement.

**Art. 78.** § 1<sup>er</sup>. Endéans les quinze jours ouvrables qui suivent la réception d'une demande d'étude d'orientation complète, le GRD adresse ses conclusions au demandeur :

1° soit un avant-projet de raccordement contenant au minimum une estimation raisonnablement précise des coûts, un descriptif technique et les délais de raccordement possibles, permettant au demandeur d'évaluer l'offre et d'orienter la suite de sa démarche de demande de raccordement;

2° soit le caractère indispensable du prolongement de l'étude d'orientation par une étude détaillée;

3° soit le refus de raccordement. Dans ce dernier cas, le GRD notifie et motive ce refus et en adresse copie à la CWaPE.

§ 2. Pour les demandes introduites entre le 15 juin et le 15 août, le délai visé au § 1<sup>er</sup> est porté à vingt jours ouvrables.

§ 3. Le GRD précise la durée de validité des conclusions de l'étude d'orientation. Celle-ci ne peut être inférieure à six mois. Sur base de cette étude et jusqu'au terme de cette durée de validité, le demandeur peut requérir que la procédure de demande de raccordement soit poursuivie. A défaut de se prononcer endéans ce délai, le demandeur est réputé renoncer à la poursuite de la procédure de demande de raccordement.

#### Section 2.4. — Demande d'étude détaillée et projet de raccordement

**Art. 79.** § 1<sup>er</sup>. L'objectif de l'étude détaillée est d'aboutir à un projet de raccordement.

§ 2. S'il le souhaite, soit sans passer par une étude d'orientation, soit par suite des conclusions du GRD visées à l'article 78 § 1<sup>er</sup>, 2°, le demandeur d'un raccordement demande par écrit au GRD de procéder à une étude détaillée au moyen du formulaire publié par le GRD conformément à l'article 14.

§ 3. Lorsque la capacité souscrite demandée est supérieure à 250 m<sup>3</sup>(n) par heure, le GRD peut imposer le recours à une étude détaillée.

**Art. 80.** § 1<sup>er</sup>. La demande de raccordement avec étude détaillée contient entre autres, en plus des éléments visés à l'article 64, § 2, la capacité de raccordement souhaitée, le profil d'utilisation attendu et les caractéristiques techniques des installations à raccorder au réseau de distribution, indiquées sur le formulaire de raccordement.

§ 2. Lorsque la demande d'étude détaillée fait suite à une étude d'orientation, le demandeur se borne à compléter le dossier de demande déjà introduit pour autant que la durée de validité dont question à l'article 78, § 3, n'ait pas expiré.

**Art. 81.** Après réception d'une demande de raccordement avec étude détaillée, non précédée d'une étude d'orientation, le GRD examine la recevabilité de la demande. Il informe par écrit, dans les dix jours ouvrables, le demandeur du raccordement du résultat de l'examen de la recevabilité, et mentionne les données complémentaires que le demandeur du raccordement doit éventuellement communiquer en vue de la préparation du projet de raccordement.

**Art. 82.** § 1<sup>er</sup>. Dans un délai maximum de vingt jours ouvrables suivant la réception d'une demande complète d'étude détaillée, le GRD adresse au demandeur du raccordement une offre consistant en :

1. un projet de raccordement comportant éventuellement plusieurs variantes techniques;

2. une offre de prix pertinente pour chaque variante technique;
3. un projet de contrat de raccordement complet.

§ 2. Pour les demandes introduites entre le 15 juin et le 15 août, le délai visé au § 1<sup>er</sup> est porté à trente jours ouvrables

§ 3. Les délais visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 peuvent être prolongés d'un commun accord.

§ 4. Le GRD précise la durée de validité de son offre. Celle-ci ne peut être inférieure à six mois.

§ 5. Sur base de cette offre et jusqu'au terme de sa durée de validité, le demandeur peut librement choisir l'une des variantes proposées par le GRD, soumettre d'éventuelles contre-propositions à l'attention du GRD, ou renoncer à sa demande de raccordement sans frais supplémentaires. Le demandeur informe par écrit le GRD de sa décision. A défaut de se prononcer avant le terme de la durée de validité de l'offre, le demandeur est réputé renoncer à la poursuite de la procédure de demande de raccordement.

**Art. 83.** Les coûts engagés par le GRD pour l'élaboration de l'étude détaillée sont à charge du demandeur et précisés dans le tarif applicable approuvé par la CREG. Si l'étude détaillée n'est rendue nécessaire que par l'impossibilité de procéder à un raccordement simple au sens de l'article 49, par suite de problèmes de configuration de la voirie par rapport au réseau de distribution, aucun frais ne sera porté en compte au demandeur pour ladite étude.

#### *Section 2.5. — Contrat de raccordement ordinaire*

**Art. 84.** Le contrat de raccordement ordinaire est d'application lorsque la capacité demandée est inférieure ou égale à 250 m<sup>3</sup>(n) par heure et notamment lorsque le raccordement rencontre les critères du raccordement simple énoncés à l'article 49 ou du raccordement standard énoncés à l'article 50, sous réserve de l'application de l'article 88.

**Art. 85.** L'installation de tout nouveau branchement résultant d'un raccordement visé à l'article 84 doit être précédé d'un contrat de raccordement ordinaire, à conclure avec le GRD, suivant la procédure publiée par le GRD.

**Art. 86.** Le contrat de raccordement ordinaire contient au moins les éléments suivants :

- l'identité des parties;
- l'indication des personnes de contact;
- l'acceptation par le GRD de la demande de raccordement faite par l'URD ou pour son compte, conformément au présent R.T.GAZ;
- les conditions générales, notamment tarifaires, visées à l'article 14;
- les limites de propriété de l'URD et le point d'accès correspondant;
- les modalités d'exécution et délais de réalisation du raccordement;
- si besoin, une condition suspensive liée à l'obtention des permis ou autorisations concernant les installations pour lesquelles la procédure administrative est en cours;
- si le GRD refuse une telle condition suspensive, il motive sa décision vis-à-vis du demandeur et de la CWaPE;
- la description des coûts et les modalités de paiement (sauf dans le cas du raccordement standard gratuit);
- la signature des deux parties.

**Art. 87.** § 1<sup>er</sup>. Dans les trois jours ouvrables qui suivent une demande de raccordement par l'URD qui a au préalable reçu l'une des propositions visées aux articles 71 et 78, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le GRD propose un contrat de raccordement ordinaire.

§ 2. Si une demande de raccordement n'entraîne pas la conclusion d'un contrat de raccordement ordinaire endéans les quarante jours ouvrables suivant la notification de la proposition de contrat de raccordement, la procédure de demande de raccordement peut être considérée comme caduque par le GRD.

#### *Section 2.6. — Contrat de raccordement complet*

**Art. 88.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat de raccordement complet est d'application lorsque la capacité souscrite est supérieure à 250 m<sup>3</sup>(n) par heure.

§ 2. Chacune des parties peut toutefois exiger, sans qu'il soit nécessairement procédé à une étude détaillée, la conclusion d'un contrat de raccordement complet pour un point d'accès doté d'une capacité souscrite inférieure sauf si celui-ci concerne un raccordement simple. Même en l'absence d'étude détaillée, les délais visés à l'article 92 sont d'application.

**Art. 89.** Tout nouveau raccordement visé à l'article 88 doit être précédé d'un contrat de raccordement complet à conclure avec le GRD, suivant la procédure publiée par le GRD. Le document décrivant la procédure peut être consulté auprès du GRD.

**Art. 90.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat de raccordement complet contient au moins les éléments suivants :

1. les éléments constitutifs du contrat de raccordement ordinaire;
2. les dispositions relatives à la durée et à la cessation du contrat;
3. le niveau de pression aux points de raccordement et d'accès;
4. la description du raccordement et de son tracé ainsi que la localisation du point d'accès;
5. l'identification univoque du point d'accès au moyen du numéro EAN;
6. les dispositions en matière d'accessibilité des ouvrages de raccordement;
7. la description des installations de l'URD (incluant les installations qui font fonctionnellement partie du réseau) et en particulier les unités de production raccordées;
8. les conditions et dispositions techniques spécifiques, entre autres la capacité souscrite, les caractéristiques techniques utiles du raccordement et des installations de l'URD, le dispositif de mesure à intégrer dans l'ouvrage de raccordement, l'exploitation, l'entretien, les exigences de surveillance et de sécurité;
9. les modalités d'exécution et délais de réalisation ou de modification du raccordement selon qu'il s'agit d'un raccordement nouveau ou à modifier, avec indication des hypothèses sous-jacentes;

10. les dispositions concernant respectivement les responsabilités réciproques et la confidentialité;
11. l'indication des coûts et des modalités de paiement;
12. les mesures, complémentaires au présent RT GAZ, à prendre en cas de dépassement de la capacité de raccordement;
13. les modalités en relation avec l'interruptibilité et l'effacement.

**Art. 91.** Les solutions techniques et paramètres faisant partie d'un contrat de raccordement peuvent être revus sur demande motivée du GRD ou de l'URD, avec l'accord de l'autre partie.

**Art. 92.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'accord de l'URD sur une proposition visée à l'article 82, le GRD établit et notifie à l'URD, la proposition de contrat de raccordement complet final dans les vingt jours ouvrables suivant l'accord.

§ 2. Si une demande de raccordement n'entraîne pas la conclusion d'un contrat de raccordement endéans les 40 jours ouvrables suivant la transmission de la proposition de contrat de raccordement, la procédure de demande de raccordement est considérée comme caduque. Le GRD informe la CWaPE de cette caducité.

#### *Section 2.7. — Réalisation de l'ouvrage de raccordement*

**Art. 93.** § 1<sup>er</sup>. Les travaux de raccordement sont réalisés sous la responsabilité du GRD, en concertation avec l'URD. Toutefois, tout ou partie des travaux préparatoires ou de finition en terrain privé, à l'exclusion de la réalisation du branchement, peuvent être réalisés par l'URD.

§ 2. L'URD se conforme aux mesures de sécurité recommandées par le GRD.

§ 3. Les conditions d'accès aux installations, conformes aux articles 16 à 18, sont d'application lors de la réalisation du raccordement.

§ 4. Le GRD veille à définir le tracé de l'ouvrage de raccordement ainsi que la nature et les caractéristiques de ses éléments constitutifs pour garantir la sécurité générale, la fiabilité du raccordement et faciliter les relevés de consommation, le contrôle et l'entretien.

**Art. 94.** Les délais pour la réalisation du raccordement, indiqués dans le contrat de raccordement, tiennent compte des éventuels renforcements ou extensions qui doivent être apportés au réseau de distribution.

**Art. 95.** § 1<sup>er</sup>. Les demandeurs des autorisations nécessaires introduisent celles-ci auprès des autorités compétentes dans un délai correspondant au planning de raccordement, tenant compte des délais normaux en vigueur auprès des autorités compétentes.

§ 2. Le GRD ne peut être tenu pour responsable des conséquences d'un éventuel retard ou refus par l'autorité compétente de délivrer les autorisations nécessaires.

#### *Section 2.8. — Mise en service d'un point d'accès*

**Art. 96.** § 1<sup>er</sup>. Un point d'accès est mis en service dans les trois jours ouvrables qui suivent la demande de mise en service de l'URD en mesure de répondre aux dispositions des articles 97 et 98.

§ 2. Les frais de mise en service du point d'accès sont à charge du GRD.

§ 3. Lorsqu'il introduit sa demande, l'URD s'assure que toutes les conditions sont réunies pour la mise en service effective du point d'accès. Tout déplacement inutile des services du GRD pourra être porté en compte à l'URD s'il est établi une négligence dans le chef de l'URD.

**Art. 97.** Un point d'accès n'est mis en service qu'après que le(s) fournisseur(s) ou le client de l'URD pour ce point d'accès ai(en)t été enregistré(s) dans le registre d'accès du GRD et que les dispositions du présent Code aient été respectées.

**Art. 98.** § 1<sup>er</sup>. Avant la mise en service d'un point d'accès, le GRD peut exiger de l'URD la preuve que ses installations répondent aux obligations légales et réglementations en vigueur.

§ 2. A l'ouverture du compteur de gaz, le GRD s'assure, selon la procédure en vigueur, que l'installation de l'URD est étanche à la pression de distribution.

§ 3. S'il s'agit d'une installation ou partie d'installation de l'URD neuve, l'installateur est tenu de fournir au GRD une attestation de la conformité de l'installation de l'URD aux prescriptions des normes NBN correspondantes en vigueur. Cette attestation est constituée d'une déclaration en ce sens de l'installateur, c'est-à-dire celui qui a réalisé l'installation, accompagnée d'un schéma de principe de celle-ci; cette attestation doit être validée, après contrôle sur les lieux, par un rapport d'un « organisme de contrôle agréé ». Au cas où l'installation est réalisée par un « installateur habilité », celle-ci est présumée conforme aux prescriptions des normes NBN correspondantes en vigueur et la validation par un « organisme de contrôle agréé » ne sera pas demandée par le GRD.

### *CHAPITRE III. — Modification de statut ou de configuration des ouvrages de raccordement existants*

#### *Section 3.1. — Période transitoire et régularisation*

**Art. 99.** § 1<sup>er</sup>. Une installation d'un URD existant au moment de l'entrée en vigueur du présent R.T.GAZ et qui ne correspond pas aux prescriptions de celui-ci peut être utilisée dans l'état dans lequel elle se trouve, à condition de ne poser effectivement ou potentiellement aucun problème de sécurité, et dans la mesure où cette non-conformité ne nuit pas effectivement aux installations du GRD ou aux installations et/ou à la qualité de la fourniture de gaz naturel chez un autre URD.

§ 2. Le GRD ne peut être rendu responsable de dégâts chez l'URD occasionnés par le mauvais fonctionnement des installations de l'URD lorsqu'elles ne sont pas conformes au présent R.T.GAZ ou font l'objet de manipulations inadéquates par l'URD ou des tiers.

**Art. 100.** § 1<sup>er</sup>. Toute installation de l'URD qui n'est pas conforme aux prescriptions du présent R.T.GAZ et dont la non-conformité occasionne des dégâts ou des nuisances aux installations du GRD ou d'un ou plusieurs URD, doit être mise en conformité endéans un délai défini par le GRD en fonction de la nature et de l'ampleur des dégâts ou de la nuisance. Les URD lésés peuvent intervenir auprès du GRD pour que ce délai soit raccourci. Les parties concernées négocient de bonne foi un délai acceptable.

§ 2. Le GRD ne peut pendant ce délai, être tenu pour responsable d'éventuels dégâts occasionnés à des URD s'il peut établir qu'ils résultent directement d'une non-conformité, des installations d'un URD, au présent R.T.GAZ.

§ 3. Les adaptations visées dans le présent article sont à la charge de l'URD, s'il est prouvé que les installations de l'URD sont la cause directe du dégât ou de la nuisance.

§ 4. Si l'URD n'a pas exécuté les adaptations visées dans le présent article dans le délai imposé, le GRD le met en demeure par lettre recommandée.

§ 5. Sous réserve d'autres accords entre les parties concernées, le GRD a le droit d'interrompre l'accès, si les adaptations n'ont pas été exécutées dix jours ouvrables après la notification de cette mise en demeure.

**Art. 101.** Dans l'attente de l'élaboration de nouveaux contrats de raccordement entre le GRD et l'URD, leurs éventuelles conventions antérieures à l'entrée en vigueur du présent R.T.GAZ peuvent rester en vigueur, pour autant que leur éventuelle incompatibilité avec le présent R.T.GAZ ne constitue pas un risque pour la sécurité ou la continuité du fonctionnement du réseau de distribution. Si tel n'est pas le cas, les parties se concertent en vue de les adapter dans les plus brefs délais aux dispositions du présent R.T.GAZ.

#### Section 3.2. — Adaptation d'un ouvrage de raccordement

**Art. 102.** Toute adaptation d'un ouvrage de raccordement existant visé à l'article 88 ou entrant dans cette catégorie par cette adaptation ou l'adaptation de son mode d'exploitation, doit être précédée d'un contrat de raccordement complet à conclure avec le GRD, suivant la procédure du GRD.

**Art. 103.** Le GRD peut imposer une demande de raccordement et modifier l'ouvrage de raccordement, si des modifications majeures interviennent dans le profil d'injection ou de prélèvement de l'URD, par rapport aux conditions applicables lors de la demande du raccordement, ou si des adaptations sont apportées à des installations de l'URD qui font fonctionnellement partie du réseau.

**Art. 104.** § 1<sup>er</sup>. Tout URD peut introduire ou faire introduire auprès du GRD une demande de raccordement relative à une adaptation de l'ouvrage de raccordement existant, des installations faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution ou de leur mode d'exploitation respectif. Cette demande comporte également les informations mentionnées à l'article 64.

§ 2. Sur demande de l'URD, le GRD peut accepter qu'une modification visée à l'article 102 soit considérée comme mineure. Cette modification mineure fera l'objet d'un avenant au contrat de raccordement sans qu'une étude complémentaire ne doive être effectuée.

**Art. 105.** Toute modification dans ou au local dans lequel se trouve, même partiellement, le raccordement, qui a un effet sur l'accessibilité ou la visibilité du raccordement, ne peut être exécutée qu'en concertation avec le GRD. Une surveillance du raccordement doit toujours être possible.

#### Section 3.3. — Suppression d'un ouvrage de raccordement

**Art. 106.** § 1<sup>er</sup>. Tout ouvrage de raccordement peut être enlevé sur demande écrite du propriétaire du bien concerné à condition qu'aucun URD n'en fasse encore usage.

§ 2. Les frais de l'enlèvement d'un ouvrage de raccordement, de même que les frais pour la remise en pristin état des locaux, voies privées et terrains, sont à charge du propriétaire du bien concerné.

**Art. 107.** Le GRD a le droit, dans la limite des conditions générales visées à l'article 14 et à condition de prévenir et d'entendre au préalable l'URD ou le propriétaire du bien concerné, d'enlever ou de déconnecter, tout ouvrage de raccordement qui n'est plus utilisé depuis plus d'un an. Si l'URD ou le propriétaire du bien concerné souhaite conserver cet ouvrage de raccordement pour la réalisation de projets à l'étude, il participe aux frais d'entretien selon des modalités à convenir avec le GRD.

#### Section 3.4. — Transfert de propriété ou d'usage

**Art. 108.** § 1<sup>er</sup>. En cas de transfert, en usage ou en propriété, de bien mobiliers ou immobiliers pour lesquels l'ouvrage de raccordement est en service, le repreneur conclut immédiatement un nouveau contrat de raccordement avec le GRD sans que, dans l'intervalle et pour ce seul motif, l'ouvrage de raccordement ne soit mis hors service. Le contrat de raccordement existant reste en vigueur aussi longtemps que le transfert d'usage ou de propriété n'a pas été notifié au GRD.

§ 2. Dans le cas d'un tel transfert, une mise hors service ne pourra être effectuée par le GRD qu'après mise en demeure motivée et comprenant un délai raisonnable de régularisation.

### TITRE IV. — Code d'accès

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Désignation du fournisseur

**Art. 109.** Le champ d'application du présent Code d'accès se limite aux URD qui sont producteurs, entreprises de stockage ou clients finals. Il ne s'applique pas aux URD qui sont réseaux de distribution ou de transport (les prescriptions équivalentes y relatives font l'objet du Code de collaboration).

**Art. 110.** § 1<sup>er</sup>. L'URD, visé à l'article 109, choisit pour chaque point d'accès et pour une période d'au moins un mois, un fournisseur (ou plusieurs fournisseurs, s'il satisfait au critère de l'article 155), détenteur(s) d'une licence de fourniture valable. Il conclut un contrat avec lui (eux). Dans le cas où l'URD choisit plusieurs fournisseurs simultanément, il introduit lui-même la demande d'accès, sauf s'il conclut avec l'un des fournisseurs les accords nécessaires pour que celui-ci soit le seul interlocuteur du GRD pour échanger les informations nécessaires à la bonne application du présent R.T.GAZ. Ce fournisseur est appelé « le fournisseur » dans la suite du présent R.T.GAZ.

§ 2. Dans l'hypothèse où l'URD introduit lui-même la demande d'accès, en application du § 1<sup>er</sup>, les dispositions pertinentes qui sont, dans ce cadre, imposées aux fournisseurs par le présent R.T.GAZ, sont applicables à cet URD.

**Art. 111.** Le GRD tient un registre d'accès dans lequel, par point d'accès repéré par un numéro EAN-GSRN, sont repris le fournisseur, l'utilisateur du réseau de transport et l'URD.

**Art. 112.** § 1<sup>er</sup>. Tout changement de fournisseur doit être signalé au GRD, au moins un mois à l'avance, par le nouveau fournisseur. Le fournisseur précédent est averti de ce changement par le GRD. Les fournisseurs concernés confirment ce changement à leurs utilisateurs du réseau de transport respectifs.

§ 2. Tout changement d'utilisateur du réseau de transport doit être signalé au GRD, au moins un mois à l'avance, par le fournisseur concerné.

§ 3. Lorsqu'un fournisseur et/ou un utilisateur du réseau de transport cesse son activité, le fournisseur concerné doit signaler ce fait au GRD, au moins un mois à l'avance. Les fournisseurs concernés confirment cette cessation à leurs utilisateurs du réseau de transport respectifs.

**Art. 113.** Le manuel de l'utilisateur joint au protocole UN/EDIFACT décrit la séquence des messages pour chaque processus de modification, la forme et le contenu des messages ainsi que les modalités d'annulation d'une modification annoncée.

## CHAPITRE II. — Procédure d'accès

### Section 2.1. — Demande d'accès au GRD

**Art. 114.** § 1<sup>er</sup>. L'accès au réseau de distribution ne peut être obtenu qu'après la conclusion d'un contrat d'accès entre le fournisseur et le GRD. Tout contrat d'accès doit être précédé d'une demande d'accès à approuver par le GRD.

§ 2. Les URD, visés à l'article 109, peuvent uniquement obtenir l'accès au réseau de distribution du GRD (et donc être repris au registre d'accès avec mention de leur fournisseur respectif) si :

- ces URD, lorsqu'ils sont clients finals, sont des consommateurs éligibles;
- un contrat de raccordement est conclu avec le GRD pour chaque raccordement concerné;
- un contrat d'accès est conclu entre le GRD et le fournisseur de chaque URD;
- leur fournisseur respectif dispose d'une convention de transport sur le réseau de transport concerné ou d'une convention avec un utilisateur du réseau de transport.

**Art. 115.** Tout fournisseur peut introduire une demande d'accès pour un ou plusieurs points d'accès, auprès du GRD.

**Art. 116.** Chaque demande d'accès est introduite conformément à la procédure du GRD. Sans préjudice de l'article 117, cette procédure spécifie les conditions auxquelles une demande d'accès doit satisfaire pour être recevable par le GRD.

**Art. 117.** Une demande d'accès contient, entre autres, les éléments suivants :

1. l'identité du fournisseur (nom, adresse, numéro de T.V.A., numéro du registre de commerce, numéro EAN-GLN...);
2. la date de début et la durée demandées de l'accès au réseau du GRD;
3. la nature de l'usage du gaz et le profil d'utilisation;
4. les unités de production raccordées et leurs caractéristiques principales;
5. l'utilisateur du réseau de transport avec lequel le fournisseur collabore et sa correspondance aux critères d'éligibilité.

**Art. 118.** Avant d'approuver une demande d'accès, le GRD examine si les conditions suivantes sont remplies :

- le fournisseur dispose d'une licence de fourniture valable;
- la demande d'accès est recevable;
- la capacité souhaitée est compatible avec la capacité disponible au point d'accès concerné;
- l'utilisateur du réseau de transport est repris dans le registre des utilisateurs du réseau de transport de l'entreprise de transport.

Tout fournisseur peut conclure un contrat d'accès avec le GRD si sa demande d'accès est approuvée.

### Section 2.2. — Contrat d'accès avec le GRD

**Art. 119.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat d'accès est un contrat-cadre qui contient au moins, à côté de dispositions générales pour lesquelles il est fait référence au présent R.T.GAZ, les éléments suivants :

1. l'identité des parties concernées (nom, adresse, numéros d'identification (T.V.A., registre de commerce), numéro EAN-GLN...);
2. la désignation des personnes de contact;
3. des dispositions ayant trait à la confidentialité, aux responsabilités mutuelles;
4. la date d'entrée en vigueur et la durée du contrat d'accès;
5. les modalités ayant trait aux modifications éventuelles de la capacité souscrite;
6. les modalités de paiement et les éventuelles garanties financières;

§ 2. Des annexes évolutives au contrat-cadre visé au § 1<sup>er</sup> sont jointes à celui-ci. Elles portent au minimum sur :

1. les modalités ayant trait à l'interruptibilité ou à l'effacement éventuellement convenues en chaque point d'accès;
2. la liste des points d'accès (numéros EAN-GSRN) avec la mention de la capacité souscrite et la période d'accès pour la capacité souscrite;
3. les unités de production raccordées par point d'accès (avec mention du débit horaire de production maximum et de la durée de production attendue); si, pour un point d'accès donné, du fait d'une unité de production raccordée, tant une injection qu'un prélèvement de gaz peuvent se produire, il convient, pour la période considérée, de stipuler une capacité souscrite tant pour l'injection que pour le prélèvement;
4. les profils annuels d'utilisation attribués par le GRD sur base de l'information des URD;
5. par point d'accès, l'(les) utilisateur(s) du réseau de transport avec le(s)quel(s) le fournisseur collabore.

Ces annexes sont amendées ponctuellement par le biais d'avenants en fonction de l'évolution des données y contenues.

*Section 2.3. — Déclarations et garanties du fournisseur*

**Art. 120.** § 1<sup>er</sup>. Afin de maintenir l'équilibre du réseau de distribution, chaque fournisseur doit injecter durant la période élémentaire définie à l'article 131, via le réseau de transport, le ou les réseaux de distribution interconnectés (s'il échet) et les stations de réception, autant de gaz qu'il en est fourni aux URD pour lesquels il a conclu des contrats d'accès.

§ 2. Si le fournisseur collabore avec un utilisateur du réseau de transport, il conclut avec ce dernier un contrat de collaboration où les responsabilités mutuelles sont clairement délimitées et décrites avec précision.

**Art. 121.** Le fournisseur déclare et garantit au GRD qu'à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat d'accès et pour la durée totale de celui-ci, tous les prélèvements ou injections prévus par lui sont ou seront couverts par un contrat de fourniture.

**Art. 122.** Le fournisseur déclare et garantit au GRD, pour ce qui concerne l'accès à d'autres réseaux de distribution et au réseau de transport, qu'il conclura tous les contrats nécessaires à couvrir l'accès pour toutes ses injections et tous ses prélèvements. Ce faisant, le fournisseur relève le GRD de toute responsabilité à ce sujet.

**Art. 123.** Le fournisseur avertit immédiatement le GRD si une ou plusieurs déclarations ou garanties susdites viennent à expiration.

*CHAPITRE III. — Interruption ou refus d'accès au réseau de distribution*

*Section 3.1. — Interruption planifiée de l'accès*

**Art. 124.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD a le droit, après concertation avec les URD concernés, d'interrompre l'accès au réseau de distribution lorsque la sécurité, la fiabilité et/ou l'efficacité du réseau de distribution ou du raccordement exigent des travaux sur le réseau de distribution ou les ouvrages de raccordement.

§ 2. Sauf en cas de situation d'urgence le GRD informe l'URD raccordé au réseau de distribution, de même que son fournisseur, au moins cinq jours ouvrables à l'avance, du début et de la durée probables d'une interruption.

*Section 3.2. — Interruption non planifiée de l'accès*

**Art. 125.** Sans préjudice des dispositions du titre I<sup>er</sup>, chapitre 5 du présent R.T.GAZ, en cas d'interruption non planifiée de l'accès au réseau de distribution :

- le GRD informe le plus rapidement possible l'URD ou son fournisseur, sur le problème et sa durée probable;
- le GRD, sur demande de l'URD ou de son fournisseur, fait une déclaration circonstanciée relative à cette interruption, endéans les dix jours ouvrables;
- la CWaPE est en droit d'exiger toute information complémentaire.

*Section 3.3. — Refus d'accès*

**Art. 126.** Sous réserve de l'application de dispositions légales ou réglementaires applicables notamment en matière d'obligations de service public, le GRD a le droit de refuser l'accès à son réseau de distribution en totalité ou partiellement :

- en cas de situation d'urgence;
- si un URD ne respecte pas ses obligations financières envers le GRD;
- si le fournisseur d'un URD non résidentiel manque à ses obligations financières;
- si, pour une période donnée, aucun fournisseur n'est désigné par l'URD;
- si le GRD juge qu'un risque sérieux existe que le bon fonctionnement du réseau de distribution et/ou la sécurité des personnes ou du matériel sont menacées;
- si, de manière répétitive et significative, les limites contractuellement convenues de la capacité souscrite sont dépassées ou l'inadéquation entre injection du fournisseur et prélèvement de l'URD engendrent des déséquilibres.

*CHAPITRE IV. — Programme d'injection/prélèvement*

**Art. 127.** § 1. Si le GRD le considère nécessaire, il peut, journalièrement, à certains points d'accès, (selon l'importance de la capacité prélevée ou injectée et/ou sur base d'autres critères objectifs et non discriminatoires) exiger de la partie qui conclut le contrat d'accès, un programme d'injection/prélèvement. Il peut aussi, pour ces points d'accès, exiger de cette partie des prévisions annuelles.

§ 2. Si la partie qui conclut le contrat d'accès prévoit que le profil de prélèvement ou d'injection réel va dévier du programme d'injection/prélèvement déposé ou des prévisions communiquées, il porte, sans délai, cette modification à la connaissance du GRD.

*TITRE V. — Code de mesure et de comptage*

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités*

**Art. 128.** Le Code de mesure et de comptage décrit les droits et obligations du GRD et des autres parties concernées d'une part par la mise à disposition, le placement, l'emploi et l'entretien des dispositifs de mesure ou de comptage et d'autre part, la lecture, le traitement et la mise à disposition des données de mesure ou de comptage.

**Art. 129.** Sauf exception visée à l'article 190, tout point d'accès au réseau de distribution comporte un dispositif de comptage pour déterminer le prélèvement ou l'injection de gaz en ce point d'accès par rapport au réseau de distribution.

**Art. 130.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositifs de comptage et les données de mesure ou de comptage ont pour but de pouvoir réaliser la facturation des quantités d'énergies échangées, ainsi que les décomptes entre acteurs de marché, basés sur les quantités injectées et/ou prélevées. Ils constituent la base pour rendre possible une bonne gestion du réseau de distribution.

§ 2. Les décomptes visés au § 1<sup>er</sup> sont basés sur des mesures relatives à des périodes élémentaires. Selon la nature du raccordement, ces mesures sont directement tirées du dispositif de comptage ou sont le résultat de l'application de profils types à ces données de mesure ou de comptage.

**Art. 131.** La période élémentaire visée à l'article 130, § 2, est une heure.

**Art. 132.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD est, pour le réseau de distribution où il est établi comme gestionnaire, le seul fondé à mettre des dispositifs de comptage à disposition, à les placer, à les étendre, à les entretenir et à les exploiter, sur son réseau de distribution.

§ 2. Sauf convention contraire entre les parties, le GRD est propriétaire du dispositif de comptage.

**Art. 133.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD est responsable de la collecte, la validation, la mise à disposition et l'archivage des données de mesure ou de comptage. Il applique dans l'exécution de cette tâche des critères objectifs et non discriminatoires. Les parties concernées prennent de plus les mesures nécessaires pour que les règles de confidentialité applicables soient mises en œuvre.

§ 2. Le GRD ne peut, pour la collecte des données de mesure ou de comptage, faire appel qu'à des personnes qui ne sont ni producteurs, ni détenteurs d'une licence de fourniture, ni intermédiaires, pas plus qu'à des entreprises qui leurs sont liées.

**Art. 134.** § 1<sup>er</sup>. L'URD doit être informé, sur demande, de l'usage qui est fait des données le concernant.

§ 2. L'URD a, en tout temps, le droit de consulter (par une lecture passive sans autre intervention) toutes les données de mesure ou de comptage relatives à son point d'accès, qui sont disponibles dans le local du dispositif de comptage. Dans le cas où, pour des raisons techniques acceptées par les deux parties, le dispositif de comptage se trouve en un endroit qui n'est pas directement accessible pour l'URD, l'URD s'adresse au GRD qui lui donnera l'accès dans un délai raisonnable.

§ 3. Le GRD permet à tout moment à l'URD qui en fait la demande écrite, de disposer de toutes les données de mesure et de comptage concernant son point d'accès, suivant un mode de transmission de l'information à convenir entre les parties.

§ 4. A la requête de l'URD, le GRD procure les renseignements nécessaires à l'interprétation des données de mesure ou de comptage et à la maîtrise des flux énergétiques.

## CHAPITRE II. — Dispositions concernant les dispositifs de comptage

### Section 2.1. — Prescriptions techniques générales

**Art. 135.** Les instruments de mesure utilisés dans le dispositif de comptage ainsi que leur installation doivent répondre aux prescriptions légales applicables, y compris les circulaires émanant du Service de Métrologie du Ministère des Affaires économiques fédéral, et aux exigences des normes en vigueur applicables aux dispositifs de comptage ou à leurs composants.

**Art. 136.** Un dispositif de comptage, tel que défini à l'article 2, 17<sup>o</sup>, peut comporter des équipements additionnels, intégrés ou non, tels que des enregistreurs de données, équipements de communication, imprimantes, etc.

**Art. 137.** L'URD et le GRD ont le droit, dans leurs installations, d'installer à leurs frais tous les équipements qu'ils jugent utiles pour correspondre à la précision du dispositif de comptage visée à l'article 144. Un tel équipement de mesure qui éventuellement appartient au GRD, doit satisfaire aux prescriptions du présent R.T.GAZ.

**Art. 138.** § 1<sup>er</sup>. Si, notamment pour satisfaire aux exigences particulières de précision relatives à la procédure d'attribution de certificats verts, un URD souhaite intégrer des équipements de mesure supplémentaires dans le dispositif de comptage relatif à son point d'accès, il s'adressera au GRD. Le GRD, sur base de critères objectifs et non discriminatoires, jugera si ce placement peut être réalisé sans compromettre l'exécution correcte de sa tâche de GRD. En cas d'évaluation positive, le GRD réalisera le placement. Ces équipements doivent satisfaire aux prescriptions du présent R.T.GAZ et ne peuvent pas influencer la mesure principale.

§ 2. Tous les coûts relatifs à ces équipements supplémentaires sont supportés par l'URD qui en a fait la demande.

**Art. 139.** Le GRD a le droit d'ajouter à l'équipement de mesure tout appareil supplémentaire qu'il considère utile à l'accomplissement de sa tâche, entre autres en vue de la mesure d'indicateurs de qualité.

### Section 2.2. — Emplacement du dispositif de comptage

**Art. 140.** Le dispositif de comptage est placé à proximité immédiate du point d'accès.

**Art. 141.** L'URD veille à ce que le dispositif de comptage ne soit pas soumis à des chocs, vibrations, températures extrêmes, à une humidité excessive et, en général, à tout ce qui peut lui porter préjudice ou occasionner des dérangements.

### Section 2.3. — Scellés

**Art. 142.** La partie métrologique du dispositif de comptage est scellée par l'instance légalement compétente.

**Art. 143.** § 1<sup>er</sup>. La connexion du dispositif de comptage au branchement est scellée par le GRD.

§ 2. Les scellés peuvent seulement être brisés ou enlevés par le GRD ou après accord écrit préalable du GRD.

### Section 2.4. — Exigences de précision

**Art. 144.** Les exigences de précision du dispositif de comptage satisfont à la législation en vigueur dont, notamment, l'arrêté royal du 20 décembre 1972 relatif aux compteurs de gaz et ses modifications successives.

### Section 2.5. — Dérangements et erreurs

**Art. 145.** § 1<sup>er</sup>. Sous réserve d'autres accords dans le contrat de raccordement, le GRD veille à ce qu'un dérangement du dispositif de comptage (à l'exclusion du transfert de données) soit dépanné le plus rapidement possible.

§ 2. Si, à la suite du dérangement du dispositif de comptage, le flux de gaz est interrompu, le GRD met en œuvre tous les moyens possibles pour le rétablir.

§ 3. Si le dérangement ne peut être levé rapidement par suite d'une force majeure, le GRD prend toutes les mesures nécessaires pour limiter la perte des données de mesure ou de comptage et communique à l'URD la durée probable du dérangement.



§ 4. Les dérangements affectant un dispositif de comptage utilisé pour l'attribution de certificats verts sont notifiés le plus rapidement possible à la CWaPE par le GRD.

**Art. 146.** Une erreur dans une donnée de mesure ou de comptage est considérée comme significative si elle est plus importante que ce qui est permis par les exigences de précision dont question à l'article 144.

**Art. 147.** § 1<sup>er</sup>. Un URD ou un fournisseur qui soupçonne une erreur significative dans les données de mesure ou de comptage en informe immédiatement le GRD et peut demander par écrit au GRD un contrôle du dispositif de comptage. Le GRD prévoit alors, aussi vite que possible, l'exécution d'un programme de test.

§ 2. S'il est constaté une erreur significative due, notamment, à un défaut ou une imprécision du dispositif de comptage, le GRD en recherche la cause et remédie à celle-ci aussi vite que possible. Au besoin, il procède à un étalonnage.

§ 3. Le GRD supporte les coûts liés aux actions citées au présent article, si une erreur significative peut être établie. Dans le cas contraire, ils sont à charge du demandeur, selon un tarif préalablement porté à la connaissance de celui-ci.

#### *Section 2.6. — Entretien et contrôles techniques*

**Art. 148.** Le GRD entretient le dispositif de comptage de telle manière qu'il satisfasse aux exigences du présent R.T.GAZ et à la législation en vigueur.

**Art. 149.** Le contrôle technique du dispositif de comptage répond aux prescriptions légales applicables, y compris les circulaires émanant du Service de Métrologie du Ministère des Affaires économiques fédéral.

#### *Section 2.7. — Gestion administrative des données techniques autres que les données de mesure ou de comptage*

**Art. 150.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD est responsable du suivi et de l'archivage des données administratives qui sont exigées pour une bonne gestion des dispositifs de mesure et des contrôles légaux en vigueur (entre autres : coordonnées du fabricant, type, numéro de fabrication, année de construction).

§ 2. L'URD qui souhaite utiliser le dispositif de comptage relatif à son point d'accès dans un processus d'attribution de certificats verts, le signale au GRD. Le GRD enregistre cette information de manière à pouvoir satisfaire aux dispositions y relatives du présent R.T.GAZ.

### *CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux données de mesure ou de comptage*

#### *Section 3.1. — Profils d'utilisation mesurés et calculés*

**Art. 151.** § 1<sup>er</sup>. On distingue deux sortes de profils d'utilisation :

— profils d'utilisation mesurés : ils sont établis sur base du relevé par le dispositif de comptage pour chaque période élémentaire, de la quantité de gaz prélevée ou injectée.

— profils d'utilisation calculés : ils sont établis sur base de relevés de mesure périodiques du dispositif de comptage, de données de température et de l'application d'un profil d'utilisation synthétique attribué pour chaque point d'accès.

§ 2. Pour tous les points d'accès où un profil d'utilisation mesuré est télérelevé, celui-ci sert de base au processus d'allocation/réconciliation visé à la section 3.6 du présent titre.

§ 3. Lorsque les profils d'utilisation mesurés ne sont pas disponibles, les profils d'utilisation calculés sont d'application.

**Art. 152.** Pour les clients dont la consommation est estimée par des profils d'utilisation calculés, le fournisseur organise l'injection de gaz correspondant à la consommation qui résulte de l'utilisation pertinente des profils d'utilisation calculés disponibles. Il remplit ainsi, pour ce qui concerne ce segment de sa clientèle, ses obligations en matière d'équilibre des réseaux.

#### *Section 3.2. — Dispositions particulières relatives au profil d'utilisation mesuré*

**Art. 153.** Pour les dispositifs de comptage relatifs aux points d'accès de raccordements existants d'une utilisation annuelle supérieure à un million de m<sup>3</sup>(n), et compte tenu des dispositions transitoires visées à l'article 180, le profil d'utilisation doit être enregistré par télérelève. Pour des dispositifs de comptage relatifs à de moindres utilisations, le GRD peut, sur demande de l'URD ou du fournisseur et selon des modalités à convenir, installer l'enregistrement par télérelève.

**Art. 154.** Pour l'implantation de nouveaux ouvrages de raccordement, avec une utilisation annuelle supérieure à un million de m<sup>3</sup>(n) ou leur adaptation, le GRD place au point d'accès un dispositif de comptage avec enregistrement par télérelève.

**Art. 155.** Dans le cas où l'URD choisit plusieurs fournisseurs simultanément, son profil d'utilisation doit être enregistré par télérelève.

**Art. 156.** § 1<sup>er</sup>. La collecte des données de mesure ou de comptage est faite en conformité avec le protocole de communication établi par le GRD.

§ 2. Une période élémentaire telle que définie à l'article 131 est reliée à la journée gazière. La première période d'une journée débute donc à 6 heures, heure locale.

§ 3. L'écart de temps en valeur absolue mesuré entre le début (ou la fin) d'une période élémentaire telle que considérée par le dispositif de comptage, et le début (ou la fin) de cette même période élémentaire comptée à partir de la référence de temps absolu utilisée ne peut excéder 10 secondes.

**Art. 157.** Dans le respect des dispositions du contrat de raccordement, le dispositif de comptage enregistre par période de mesure les données suivantes :

- l'identification de la période de mesure
- la quantité de gaz prélevée et/ou injectée.

**Art. 158.** Pour rendre possible la télérelève du dispositif de comptage, le GRD, sur base de critères technico-économiques, veille à la réalisation de la liaison de télécommunication la plus appropriée.

*Section 3.3. — Dispositions particulières relatives au profil d'utilisation calculé*

**Art. 159.** § 1<sup>er</sup>. Les profils d'utilisation synthétiques attribuent une fraction du prélèvement/de l'injection annuel(le), pour chaque période élémentaire telle que définie à l'article 131, sur la base de données statistiques. Sans préjudice des compétences de la CREG, leur établissement est réalisé par la Figaz en fonction du type de point d'accès. Ils sont définis en nombre suffisant pour permettre une évaluation correcte des flux de gaz. Ces profils sont soumis à la CWaPE qui en assure la diffusion.

§ 2. Sur base du relevé périodique des données de mesure ou de comptage, les profils d'utilisation synthétiques sont réajustés.

§ 3. La mise en œuvre des profils d'utilisation synthétiques pour l'obtention des profils d'utilisation calculés est décrite dans le manuel d'utilisation du protocole établi par le GRD.

*Section 3.4. — Traitement des données de mesure ou de comptage*

**Art. 160.** Sur base, notamment, des données reçues des entreprises de transport, le GRD détermine la conversion de la quantité de gaz en énergie (kWh) avec le degré de précision requis par les règlements et normes en vigueur.

**Art. 161.** Le GRD convertit les données visées à l'article 157 sous forme électronique et leur ajoute les données suivantes :

- l'identification du point d'accès;
- la localisation du dispositif de comptage;
- l'identification du fournisseur et, s'il échet, de l'utilisateur du réseau de transport.

**Art. 162.** Le traitement des données doit se faire de manière telle que le degré de précision de ces données, visé à l'article 160, ne soit pas affecté.

*Section 3.5. — Données indisponibles ou non fiables*

**Art. 163.** § 1<sup>er</sup>. Si le GRD ne peut pas disposer de données de mesure ou de comptage réelles ou lorsqu'il juge que les résultats disponibles sont erronés ou non fiables, les résultats de mesure ou de comptage concernés sont remplacés dans le processus de validation par des valeurs qu'il considère équitables, sur base de critères objectifs et non discriminatoires. Lorsqu'elles concernent un dispositif de comptage utilisé pour l'attribution de certificats verts, le GRD communique et justifie ces valeurs à l'URD et à la CWaPE.

§ 2. Les données non fiables ou erronées sont corrigées sur base d'une ou plusieurs procédures d'estimation telles que :

- les données redondantes;
- les autres données que l'URD concerné a à disposition;
- la comparaison avec des données d'une période considérée comme équivalente.

§ 3. Si, lors de la validation des données de mesure ou de comptage, il apparaît qu'un relevé physique supplémentaire de compteur s'impose, les délais, visés aux sections 3.7 et 3.8 du présent Code et relatifs à la transmission des données validées, sont d'application à partir du jour de ce relevé supplémentaire.

**Art. 164.** Le cas échéant, après application des dispositions de l'article 163, le GRD peut réaliser sur les données de mesure ou de comptage toute forme de contrôle qu'il considère utile, en vue de leur validation effective.

*Section 3.6. — Allocation et réconciliation*

**Art. 165.** § 1<sup>er</sup>. Par station de réception agrégée et par période élémentaire, est calculée une quantité résiduaire de gaz (ci-après « résidu ») définie comme étant la différence entre la quantité mesurée de gaz, injectée dans le réseau de distribution et l'estimation de quantité obtenue en totalisant les quantités résultant des profils d'utilisation mesurés et calculés. Ce résidu est alloué, par station de réception agrégée et par période élémentaire, aux fournisseurs, au pro rata de la somme des profils d'utilisation calculés de leurs URD respectifs, conformément à la méthodologie d'allocation admise par la CWaPE.

§ 2. Tenant compte des résultats de l'allocation du résidu, le GRD alloue à chaque fournisseur, par station de réception agrégée et par période élémentaire, l'énergie fournie à ses URD.

**Art. 166.** L'allocation de l'énergie entre les fournisseurs, visée à l'article 165, doit être corrigée mensuellement sur base des utilisations réelles relevées aux points d'accès pendant ce mois, conformément à la méthodologie de réconciliation mensuelle admise par la CWaPE.

**Art. 167.** La réconciliation définitive d'un mois s'effectue par station de réception agrégée au plus tard quinze mois après ce mois. A cette occasion, le résidu final de ce mois est déterminé conformément à la méthodologie de réconciliation définitive admise par la CWaPE. Ce résidu final est à charge des GRD concernés.

*Section 3.7. — Données de mesure ou de comptage à mettre à disposition dans le cas de profils d'utilisation mesurés*

**Art. 168.** § 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> novembre 2004, le GRD met à la disposition de chaque fournisseur pour tous les points d'accès le concernant, le plus vite possible et au plus tard endéans l'heure suivant la période élémentaire de prélèvement/injection, les données de mesure ou de comptage non validées relatives à la période élémentaire concernée, par point d'accès.

§ 2. Mensuellement, le GRD met les données de mesure ou de comptage validées, par période élémentaire, à la disposition de chaque fournisseur pour tous les points d'accès le concernant, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit le mois concerné.

**Art. 169.** § 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> novembre 2004, le GRD met, le plus vite possible et au plus tard endéans l'heure suivant la période élémentaire de prélèvement/injection, les données de mesure ou de comptage non validées, par période élémentaire, regroupées par fournisseur et par station de réception agrégée à la disposition des utilisateurs du réseau de transport. Le GRD met à la disposition de l'entreprise de transport concernée, le plus vite possible et au plus tard endéans l'heure suivant la période élémentaire du prélèvement/injection, par point d'accès, les données de mesure ou de comptage non validées, avec la mention des utilisateurs du réseau de transport concernés.

§ 2. Chaque mois le GRD met à la disposition des utilisateurs du réseau de transport les données de mesure ou de comptage validées regroupées par fournisseur et par station de réception agrégée, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable du mois suivant, avec la mention des utilisateurs du réseau de transport concernés. Chaque mois le GRD met à la disposition de l'entreprise de transport concernée les données de mesure ou de comptage du mois précédent, validées, par période élémentaire et par point d'accès, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable du mois suivant.

§ 3. Par dérogation au § 2, le GRD qui n'est pas responsable de la gestion d'une station de réception agrégée met à disposition du GRD responsable de la gestion de la station de réception agrégée les données visées au § 2. Les GRD concernés déterminent en concertation entre eux et en accord avec l'entreprise de transport concernée la procédure pour l'échange d'informations, en tenant compte des délais visés au § 2.

*Section 3.8. — Données de mesure ou de comptage, d'allocation et de réconciliation  
à mettre à disposition dans le cas de profils de consommation calculés*

**Art. 170.** § 1<sup>er</sup>. Le GRD met à la disposition de chaque fournisseur des données de mesure ou de comptage validées pour tous les points d'accès le concernant, qui sont relevées mensuellement, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable suivant le relevé. Le GRD doit toujours mentionner la date du relevé.

§ 2. Le GRD met à la disposition de chaque fournisseur des données de mesure ou de comptage validées pour tous les points d'accès le concernant et qui sont relevées annuellement, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable suivant le relevé. Le GRD doit toujours mentionner la date du relevé.

**Art. 171.** Au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable du mois suivant, le GRD met à la disposition du fournisseur les données d'allocation, visées à l'article 165, par période élémentaire, pour les points d'accès le concernant.

**Art. 172.** § 1<sup>er</sup>. Au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable du mois suivant, le GRD met à la disposition des utilisateurs du réseau de transport les données d'allocation du mois écoulé, par période élémentaire, regroupées par fournisseur et par station de réception agrégée les concernant. Le GRD met également à la disposition de l'entreprise de transport concernée, au plus tard le 20<sup>e</sup> jour ouvrable du mois suivant, les données d'allocation du mois, par période élémentaire, regroupées par utilisateur du réseau de transport et par station de réception agrégée.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le GRD qui n'est pas responsable de la gestion d'une station de réception agrégée met à disposition du GRD responsable de la gestion de la station de réception agrégée, les données visées au § 1<sup>er</sup>. Les GRD concernés déterminent en concertation entre eux et en accord avec l'entreprise de transport concernée, la procédure pour l'échange d'information, en tenant compte des délais visés au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 173.** A partir du 1<sup>er</sup> novembre 2004, le GRD, responsable de la gestion de la station de réception agrégée, met au plus tard le 30<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit un mois déterminé, à la disposition du fournisseur, les données de réconciliation par station de réception agrégée, pour les points d'accès le concernant, qui ont été relevés au cours de ce mois. Il met cette information également à la disposition des parties impliquées dans cette réconciliation.

**Art. 174.** Les résultats de la réconciliation définitive d'un mois, visée à l'article 167, comprenant au moins la quantité totale d'énergie injectée dans le réseau de distribution, la quantité totale d'énergie consommée et le résidu final du mois considéré, sont transmis à la CWaPE avant la fin du quinzième mois suivant le mois considéré, accompagnés d'une note de synthèse explicative.

*Section 3.9. — Stockage, archivage et sécurisation des données*

**Art. 175.** Le GRD compile aussi bien les données de mesure ou de comptage non traitées que celles éventuellement modifiées sur un support d'information non éphémère.

**Art. 176.** Le GRD archive les données visées à l'article 175 pendant une période d'au moins cinq ans.

**Art. 177.** Les données de mesure ou de comptage gérées de manière centralisée par le GRD sont, en conformité avec les dispositions légales d'application en la matière, sécurisée contre leur consultation par des tiers.

*Section 3.10. — Plaintes et rectifications*

**Art. 178.** Les données de mesure ou de comptage peuvent seulement être contestées par les parties directement concernées ainsi que par la CWaPE, notamment dans le cadre de la procédure d'attribution de certificats verts. Une plainte éventuelle n'est recevable que si le GRD en a été informé par écrit, au plus tard un mois après la mise à disposition du plaignant, des données conformément aux sections 3.7 et 3.8 du présent Code.

**Art. 179.** Sauf mauvaise foi, une rectification des données de mesure ou de comptage (et de la facturation qui en découle) ne peut se rapporter à une période de plus de 24 mois précédant le dernier relevé des compteurs.

*CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires*

**Art. 180.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositifs de comptage existants qui ne correspondent pas aux exigences ayant trait à l'enregistrement du profil d'utilisation, définies à l'article 153, peuvent rester comme tels en service pendant une période transitoire allant jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2004.

§ 2. Pendant la période où les profils d'utilisation mesurés ne sont pas disponibles, les allocations et réconciliations sont effectuées sur base des profils d'utilisation calculés, établis d'un commun accord entre les parties.

**Art. 181.** Si l'URD ou le fournisseur souhaite que la non-conformité visée à l'article 180 soit levée dans un délai plus court, il doit s'adresser au GRD. Celui-ci jugera sur base de critères objectifs et non discriminatoires si l'adaptation demandée peut être réalisée et à quelles conditions. En cas d'évaluation positive, le GRD réalisera l'adaptation.

*TITRE VI. — Code de collaboration*

*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités*

**Art. 182.** Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires et, notamment, des compétences de la CREG, le Code de collaboration s'applique aux relations de chaque GRD avec les utilisateurs de son réseau de distribution qui ne sont pas concernés par le Code de raccordement c'est-à-dire les URD qui sont eux-mêmes GRD ou entreprise de transport, à l'exclusion de ceux qui sont clients finals, producteurs ou installations de stockage.

CHAPITRE II. — *Connexion d'un réseau de distribution à un réseau de transport*

**Art. 183.** Un réseau de distribution est connecté à un réseau de transport en un point d'accès où est installée une station de réception. Chaque station de réception fait l'objet d'une convention entre le GRD et l'entreprise de transport concernée. Cette convention contient au moins les éléments suivants :

- l'indication du propriétaire de la station;
- l'exploitant technique de la station;
- la capacité installée et les modalités pour adapter celle-ci;
- la capacité mise à disposition par l'entreprise de transport ainsi que les pressions minimum et maximum et températures minimum et maximum du gaz fourni;
- les limites, le mode et la fréquence d'échange des valeurs du contenu énergétique par unité de volume;
- les flux d'informations entre parties et leur fréquence;
- les services à fournir par les parties.

**Art. 184.** Le GRD conclut avec l'entreprise de transport à laquelle son réseau est connecté, un accord de collaboration qui définit entre autres les droits, obligations et responsabilités respectifs ainsi que les procédures en rapport avec tous les aspects de l'exploitation qui peuvent avoir une influence sur la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des réseaux ou des ouvrages de raccordement, installations des URD concernés ou sur la confidentialité des données échangées. Le ou les accords visés à l'article 186 font partie intégrante de l'accord de collaboration.

**Art. 185.** Tout renforcement ou toute extension d'une station de réception existante sont décidés conjointement par le GRD et l'entreprise de transport à laquelle son réseau est connecté, sur base de critères technico-économiques et d'un souci de développement optimal des réseaux concernés. Ces renforcements ou extensions font l'objet d'avenants à l'accord de collaboration.

**Art. 186.** § 1<sup>er</sup>. A la demande d'un GRD ou d'une entreprise de transport, plusieurs stations de réception alimentant un ou plusieurs réseaux de distribution peuvent être regroupées, après concertation et accord entre les GRD et l'entreprise de transport concernée, en une station de réception fictive qui prend le nom de « station de réception agrégée ».

§ 2. Lorsqu'une station de réception agrégée approvisionne plusieurs réseaux de distribution, les GRD concernés désignent de commun accord et en accord avec l'entreprise de transport impliquée, le GRD qui en coordonnera la gestion.

§ 3. Chaque GRD est responsable pour la transmission de l'information concernant le comptage, comme définie dans le présent R.T.GAZ, aux fournisseurs actifs aux points d'accès sur son réseau de distribution.

§ 4. Les GRD dont le réseau ou une partie du réseau est approvisionné par une station de réception agrégée, visée au § 2, fournissent en temps utile au moins les informations définies dans le présent R.T.GAZ au GRD qui coordonne la gestion de cette station de réception agrégée; ils restent responsables de la qualité des informations fournies. Le GRD qui coordonne la gestion de la station agrégée transmettra à l'entreprise de transport les informations qu'il a reçues de chacun des GRD alimentés par celle-ci.

**Art. 187.** Les GRD et les entreprises de transport déterminent, de façon concertée, la manière et la fréquence avec lesquelles les informations relatives notamment au contenu énergétique du gaz par unité de volume et aux prévisions de prélèvement, relatives aux stations de réception agrégées ou non, sont échangées; ils en font mention dans l'accord de collaboration.

**Art. 188.** Les prélèvements ou injections sur base horaire des URD sont supposés être effectués au même moment à la station de réception.

CHAPITRE III. — *Interconnexions des réseaux de distribution*

**Art. 189.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque les GRD connectent entre eux leurs réseaux, les installations au point d'interconnexion doivent :

- répondre aux dispositions légales et réglementaires qui sont d'application pour les canalisations de distribution de gaz naturel;
- être pourvues des dispositifs de coupure et des équipements nécessaires afin de pouvoir gérer les flux sur chacun des réseaux en toutes circonstances.

§ 2. Pour chaque point d'interconnexion, un accord de collaboration contenant toutes les dispositions opérationnelles est conclu entre les GRD concernés.

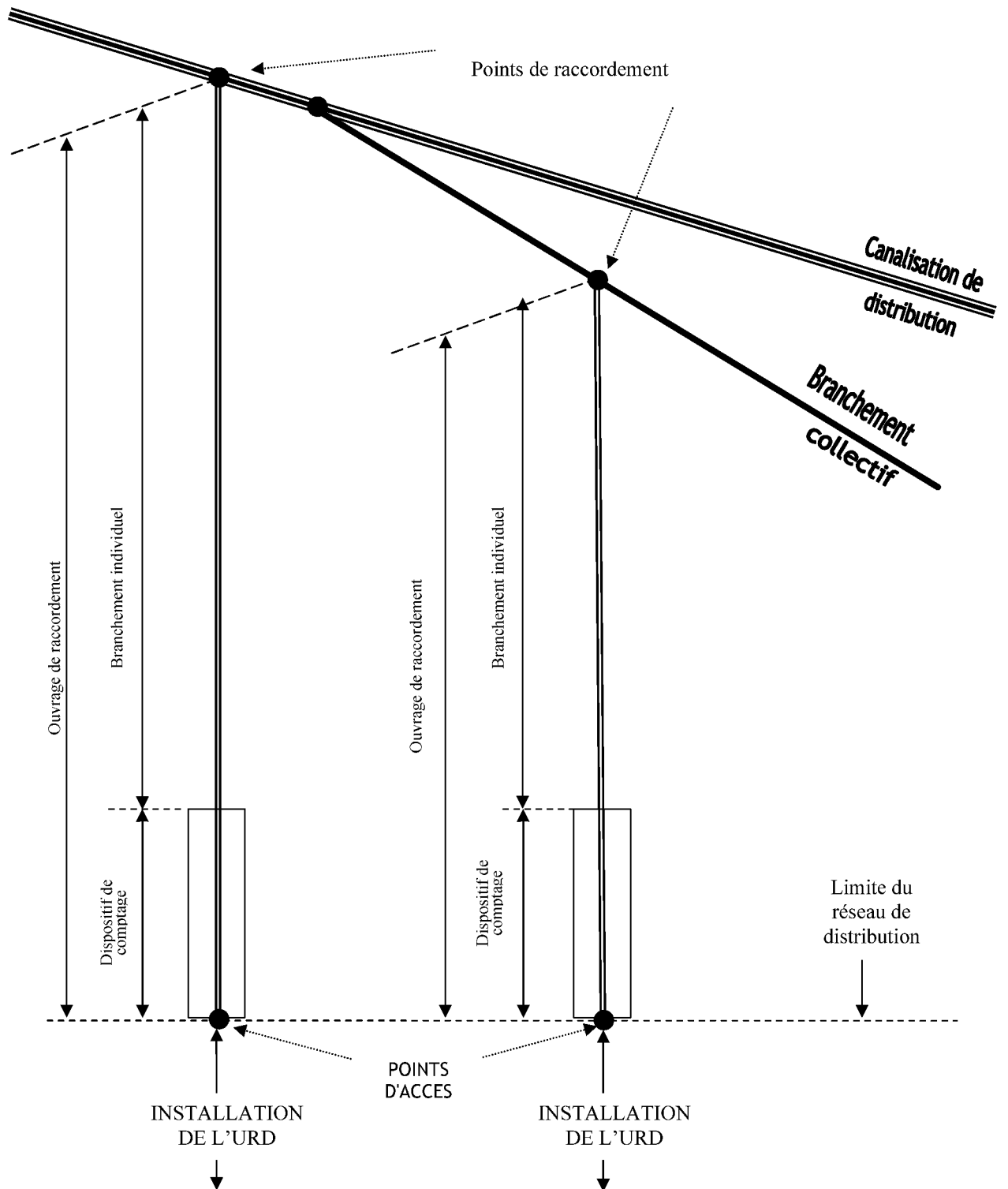
**Art. 190.** Par dérogation à l'article 129, les GRD interconnectés décident de commun accord de la nécessité d'installer un dispositif de comptage au point d'interconnexion, ainsi que de la manière de déterminer les quantités d'énergie au départ des flux de gaz naturel et de mettre ces données à disposition.

Namur, le 18 novembre 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## ANNEXE I : Schéma d'un ouvrage de raccordement



## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4531

[2004/203525]

**18. NOVEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung über die technische Regelung für die Verwaltung der Gasversorgungsnetze und den Zugang zu diesen Netzen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 14 16 17 und 29;

Aufgrund der am 3. Juni 2004 erfolgten Verabschiedung durch die Wallonische Regierung des Erlassentwurfes über die technische Regelung für die Verwaltung der Gasversorgungsnetze und den Zugang zu diesen Netzen;

Aufgrund des von der Europäischen Kommission am 8. August 2004 abgegebenen ausführlichen Gutachtens (SG(2004)D/51632) in Bezug auf das Projekt einer technischen Regelung und der am 10. November 2004 von den belgischen Behörden an die Kommission übermittelten Antwort auf das besagte ausführliche Gutachten;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**TITEL I — Allgemeine Bestimmungen****KAPITEL 1 — Allgemeines****Abschnitt 1.1 — Gesetzlicher Rahmen und Definitionen**

**Artikel 1** - Das «Règlement technique pour la distribution du gaz en Région wallonne» (technische Regelung in Sachen Gasversorgung in der Wallonischen Region), weiter unten «R.T.GAZ»-Regelung abgekürzt, ist in Anwendung des Artikels 14 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts in der Wallonischen Region ausgefertigt worden und enthält die Vorschriften und Regeln bezüglich der Verwaltung des Versorgungsnetzes und des Zugangs zu diesem Netz.

**Art. 2** - Die in Artikel 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts in der Wallonischen Region stehenden Definitionen sowie diejenigen, die in Artikel 1 4° bis 8° des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 1971 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen stehen, sind auf die vorliegende «R.T.GAZ»-Regelung anwendbar; für die Anwendung der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung gelten außerdem folgende Definitionen:

- |                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| 1° Zugang:                            | das Recht, Gas an einer oder mehreren Zugangsstellen einzuspeisen oder zu entnehmen  |
| 2° Transportvereinbarung:             | zwischen einem Benutzer des Transportnetzes und einem Transportunternehmen abgeschlossene Vereinbarung in Bezug auf den Transport von Gas im Transportnetz   |
| 3° Gerät zur Umwandlung von Volumina: | Gerät, das die durch den Gaszähler unter seinen eigenen Betriebsbedingungen gemessenen Volumen in entsprechende Volumen unter den normalen Druck- und Temperaturbedingungen umwandelt  |
| 4° «ARGB»:                            | Abkürzung für «Association royale des Gaziers belges» (Königliche Vereinigung der belgischen Gaswirtschaft)  |
| 5° Gemeinschaftsanschluss:            | Rohrleitung, die die Versorgungsleitung mit mehreren individuellen Anschlüssen verbindet   |
| 6° individueller Anschluss:           | Rohrleitung, die die Versorgungsleitung oder den Gemeinschaftsanschluss mit der Zählvorrichtung einer Zugangsstelle verbindet  |
| 7° Versorgungsleitung:                | jegliche Rohrleitung des Versorgungsnetzes, die zum Transport des Gases in diesem Netz dient und an welche die individuellen Anschlüsse und die Gemeinschaftsanschlüsse angeschlossen sind   |
| 8° Anschlussleistung:                 | die im Anschlussvertrag angegebene und in m <sup>3</sup> (n) pro Stunde ausgedrückte maximale Kapazität, die dem «URD» zur Verfügung steht   |
| 9° gezeichnete Kapazität:             | für die ferngelesenen «URD», die im Zugangsvertrag stehende Kapazität pro Stunde; für die nicht ferngelesenen «URD», die Kapazität pro Stunde, die sich aus dem Verbrauchsprofil ergibt und die im Zugangsvertrag erteilt wird                           |
| 10° Zählung:                          | Registrierung - mittels einer Zählvorrichtung - der während eines bestimmten Zeitraums eingespeisten bzw. entnommenen Gasmenge   |
| 11° Zugangsvertrag:                   | der gemäß der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung zwischen einem Lieferanten und dem «GRD» abgeschlossene Vertrag, der deren jeweiligen Rechte, Verpflichtungen und Verantwortungen sowie die Bedingungen bezüglich des Zugangs zum Versorgungsnetz bestimmt |

12° Anschlussvertrag:	der gemäß der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung zwischen dem «URD» und dem «GRD» abgeschlossene Vertrag, der die jeweiligen Rechte, Verpflichtungen und Verantwortungen sowie die wichtigen technischen Informationen bezüglich einer bestimmten Anschlussvorrichtung bestimmt
13° Dekret:	das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts in der Wallonischen Region
14° Antrag auf Zugang:	Antrag auf Zugang zu dem Versorgungsnetz gemäß der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung
15° EAN-GLN:	European Article Number/Global Location Number (13-stellige Nummer zur eindeutigen Identifizierung eines Marktteilnehmers)
16° EAN-GSRN:	European Article Number/Global Service Related Number (18-stellige Nummer zur eindeutigen Identifizierung einer Zugangsstelle)
17° Zählvorrichtung:	alle Geräte, die zur Messung und/oder zur Zählung einer Gasmenge an einer bestimmten Zugangsstelle bestimmt sind; sie enthält die Zähler und eventuell die Messgeräte und die Vorrichtungen zur Umwandlung von Volumen
18° FIGAZ:	Abkürzung für «Fédération de l'industrie du gaz» (Verband der Gasindustrie)
19° GRD:	Abkürzung für «gestionnaire de réseau de distribution» (Betreiber eines Versorgungsnetzes), so wie in Artikel 2 des Dekrets bestimmt
20° Einspeisung:	das Einspeisen von Gas in ein Gasversorgungsnetz
21° zugelassener Installateur:	der Installateur, der gemäß der Regelung zugelassen ist, die vom Zulassungsrat erstellt worden ist, der aus Vertretern von belgischen Berufsorganisationen besteht, die aus den Installateuren von Erdgasanlagen, der VoE FIGAZ und den für die Energie und den Verbraucherschutz zuständigen Föderalministern oder -staatssekretären zusammengesetzt sind
22° Anlage des «URD»:	die Rohrleitungen, das Zubehör und die Maschinen für die Anwendungen des Erdgases, die nach der Entnahmestelle oder vor der Einspeisungsstelle des «URD» angeschlossen sind
23° Anlage, die von der jegliche Ausrüstung, die nicht zum Versorgungsnetz ist:	jegliche Ausrüstung, die nicht zum Versorgungsnetz gehört, deren Verwendung aber die Funktionsfähigkeit des Versorgungsnetzes oder die Anlagen eines anderen bzw. anderer «URD» auf nicht geringfügige Weise beeinflusst
24° Werktag:	jeder Tag der Woche mit Ausnahme des Samstags, des Sonntags und der gesetzlichen Feiertage
25° Gastag:	Zeitraum von 24 Stunden, der um 6 Uhr am entsprechenden Kalendertag anfängt und um 6 Uhr am folgenden Kalendertag endet
26° zugelassene Prüfeinrichtung:	Prüfeinrichtung, die gemäß Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gastransportanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen und von dem Zulassungsrat anerkannt ist. Ab dem 15. Oktober 2003 wird die Anerkennung gemäß dem Königlichen Erlass vom 11. März 1966 durch eine BELTEST/ (BELAC) Akkreditierung, ein durch den Königlichen Erlass vom 22. Dezember 1992 eingerichtetes Akkreditierungsverfahren zur Kontrolle der inneren Erdgasanlagen, ersetzt
27° Anschlussvorrichtung:	Gesamtheit der Ausrüstungen, die den Anschluss und die Zählvorrichtung bilden, die ein «URD» und das Versorgungsnetz verbinden
28° Zugangsstelle:	Stelle, wo die Einspeisung oder die Entnahme stattfindet
29° Messstelle:	die Ortslage der Stelle, wo die Messvorrichtung mit der Rohrleitung, in der der Gasstrom zirkuliert, verbunden ist
30° Einspeisungsstelle:	die Ortslage der Stelle, wo das Gas in das Versorgungsnetz am Eingang des Gaszählers eingespeist wird
31° Entnahmestelle:	die Ortslage der Stelle, wo Gas aus dem Versorgungsnetz am Ausgang des Gaszählers entnommen wird
32° Anschlussstelle:	die Ortslage der Stelle, wo der individuelle Anschluss an die Versorgungsleitung oder an den Gemeinschaftsanschluss angeschlossen ist
33° Entnahme:	Das Entnehmen von Gas aus einem Gasversorgungsnetz
34° jährliches Benutzungsprofil:	Serie von Angaben, von denen jede eine Grundperiode betrifft und anhand welcher die entnommene bzw. eingespeiste Gasmenge für diese gemessen bzw. geschätzt wird

35° Anschluss:	das Einrichten einer Anschlussvorrichtung
36° Empfehlungen der «ARGB»:	die von der «Association royale des Gaziers belges» gemäß den Regeln der Technik festgesetzten Vorschriften
37° Zugangsregister:	von dem Betreiber eingerichtetes und geführtes Register der Zugangsstellen zu dem Versorgungsnetz, in welchem je Zugangsstelle mindestens die in der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung angeforderten Merkmale bestimmt werden
38° gekoppeltes Netz:	jegliches Gefüge von mit einander verbundenen Netzen
39° Empfangsstation:	Station zur Einspeisung von Erdgas ab einem Transportnetz in ein Versorgungsnetz
40° zugelassene Aufnahmestation:	fiktive Aufnahmestation, wo die Funktion von mehreren realen Aufnahmestationen zusammengefügt ist
41° UN/EDIFACT:	Abkürzung für: «United Nations/Electronic Data Interchange For Administration, Commerce and Trading»
42° Produktionseinheit:	physische Einheit, die Gas produziert
43° «URD»:	Abkürzung für «utilisateur du réseau de distribution» (Benutzer des Versorgungsnetzes), so wie in Artikel 2 des Dekrets definiert

**Art. 3.** Falls nicht anders angegeben ist, laufen die in der vorliegenden R.T.GAZ-Regelung erwähnten Fristen von Mitternacht bis Mitternacht. Sie beginnen am Werktag, der auf den Tag der amtlichen Zustellung oder in Ermangelung einer solchen Zustellung auf die Zurkenntnisnahme des Ereignisses, das sie veranlasst, folgt.

#### *Abschnitt 1.2 — Aufgaben und Verpflichtungen des «GRD»*

**Art. 4.** § 1. In dem Gebiet, für welches er bezeichnet ist, führt der «GRD» die Aufgaben und Verpflichtungen aus, für die er aufgrund des Dekrets und seiner Durchführungserlasse zuständig ist. Er sichert die Gasversorgung, überwacht und unterhält sein Versorgungsnetz und stellt notfalls die Sicherheit, die Zuverlässigkeit und die Wirksamkeit des besagten Netzes wieder her. Nur er hat die Zulassung, eventuell durch Heranziehung von Subunternehmern aber unter seiner alleinigen Verantwortung, um sein Versorgungsnetz und insbesondere die Anschlussvorrichtungen, die es enthält, einzurichten, zu vergrößern, abzuändern, zu verstärken, außer Dienst zu setzen, zu entfernen, zu bewegen, zu reparieren, zu unterhalten und zu betreiben.

§ 2. Der «GRD» bestimmt zuvor die nötigen und der richtigen Durchführung seiner Aufgaben angemessenen Mittel und setzt alle vernünftigen Mittel ein, um tatsächlich über sie zu verfügen. Diese Mittel werden zum ersten Mal zum Zeitpunkt der ersten Erstellung der in den Artikeln 16 und 71 des Dekrets vorgesehenen Anpassungs- und Erweiterungspläne bestimmt.

Bei der Durchführung seiner Aufgaben setzt der «GRD» alle angemessenen Mittel ein, die die Benutzer des Netzes erwarten dürfen, und die er unter Berücksichtigung der besonderen Lage vernünftig erhalten kann.

§ 3. Im Falle einer nicht geplanten Unterbrechung des Versorgungsnetzes muss sich der «GRD» innerhalb von zwei Stunden nach dem Anruf des «URD» oder nach der Zurkenntnisnahme des Problems an Ort und Stelle befinden, und zwar mit den geeigneten Mitteln, mit denen er die Arbeiten zur Beseitigung des Defekts beginnen kann. Diese Arbeiten werden mit Sorgfalt bis zur Wiederherstellung der normalen Situation ausgeführt.

§ 4. Der «GRD» sorgt für einen 24 Stunden am Tage funktionierenden Bereitschaftsdienst, der damit beauftragt ist, die Notrufe in Empfang zu nehmen und effizient zu behandeln. Insbesondere sobald der «GRD» über eine risikoreiche Situation, über Gasgerüche oder ein festgestelltes Leck informiert wird, muss er sich so schnell wie möglich an Ort und Stelle begeben, um alle für die Aufrechterhaltung oder die Wiederherstellung der Sicherheit der Personen und Güter notwendigen Maßnahmen zu treffen. In dieser Hinsicht kooperiert er mit den anderen betroffenen Notdiensten.

§ 5. Unbeschadet der gesetzlichen Vorschriften und der Bestimmungen der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung beachtet und wendet der «GRD» die Vorschriften an, die in den Empfehlungen der «ARGB» erwähnt werden oder jede andere gleichwertige Vorschrift.

**Art. 5 - § 1.** Der «GRD» übermittelt der CWaPE («Commission wallonne pour l'Energie» (Wallonische Kommission für Energie)) jährlich vor dem 31. März einen Bericht, in dem er die Qualität seiner Dienstleistungen während des abgelaufenen Kalenderjahres beschreibt.

§ 2. Dieser Bericht beschreibt:

— die Qualität der erbrachten Dienstleistungen und gegebenenfalls die Verstöße gegen die sich aus der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung ergebenden Verpflichtungen und deren Gründe;

— die Häufigkeit, die Ortslage und die durchschnittliche Dauer der Unterbrechungen beim Zugang zu seinem Versorgungsnetz, sowie die gesamte jährliche Dauer der Unterbrechungen während des betroffenen Jahres.

— Statistiken in Bezug auf:

— die Lecks: Anzahl der von dem «GRD» oder auf Anruf von Dritten festgestellten Lecks, je nach Monat, Rohrleitungen oder Anschlüssen, Material, Typ und Ortslage von Defekten geordnet...

— den Zustand des Netzes: Kilometer Rohrleitungen je nach Alterskategorie ...

— die auf dem Versorgungsnetz erfolgten Unfälle bzw. Zwischenfälle

— die Zählerpannen: keine Zählungsangaben verfügbar, genaue Information in Bezug auf die an der Erteilung von grünen Bescheinigungen beteiligten Zähler.

§ 3. Die CWaPE kann ein Muster für den Bericht erstellen und dessen Verwendung erfordern.



KAPITEL II — *Informationsaustausch und Vertraulichkeit**Abschnitt 2.1 — Informationsaustausch*

**Art. 6** - § 1. Jede in Ausführung der vorliegenden technischen «R.T.GAZ»-Regelung getätigte Notifizierung oder Mitteilung muss schriftlich und nach den in Artikel 2281 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Formen und Bedingungen erfolgen, damit eine eindeutige Identifizierung des Absenders und des Empfängers möglich ist.

Unter Vorbehalt einer anderslautenden Bestimmung kann der «GRD» die Form der Unterlagen, in denen diese Informationen ausgetauscht werden müssen, näher bestimmen, nachdem er die CWaPE informiert hat.

§ 2. Im Notfalle können diese Informationen mündlich ausgetauscht werden. Auf alle Fälle müssen diese mündlichen Informationen gemäß § 1 des vorliegenden Artikels schnellstmöglich bestätigt werden.

**Art. 7** - § 1. Unbeschadet des § 2 und in Abweichung von Artikel 6 werden die unter den verschiedenen betroffenen Parteien ausgetauschten gewerblichen Informationen nach einem der Kommunikationsnorm UN/EDIFACT entsprechenden und in einem Message Implementation Guide (MIG) angegebenen Kommunikationsprotokoll elektronisch vermittelt (mit der Möglichkeit der Validierung einer Einsendung durch die Ausstellung einer Empfangsbestätigung). Dieses MIG wird unter den gesamten Netzbetreibern in gegenseitigem Einvernehmen vereinbart und von diesen der CWaPE übermittelt. Bei Uneinigkeit kann die CWaPE ein MIG auferlegen.

§ 2. Das in § 1 erwähnte Protokoll findet keine obligatorische Anwendung für die Informationsaustausche:

44° zwischen dem «GRD» und einem «URD», wenn der abgeschlossene Anschlussvertrag ein einfacher Anschlussvertrag im Sinne des Artikels 84 ist;

45° zwischen dem «GRD» und einem «URD», wenn ein anderes Protokoll zwischen den Parteien in einem vollständigen Anschlussvertrag oder in einem Nachtrag zu diesem vereinbart wurde;

46° zwischen dem Verwalter des Transportnetzes und einem «GRD», wenn ein anderes Protokoll im gegenseitigen Einverständnis ausdrücklich vereinbart und dies der CWaPE mitgeteilt wurde.

**Art. 8** - Unbeschadet der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen kann der «GRD» technische und organisatorische Maßnahmen bezüglich der auszutauschenden Informationen im Hinblick auf die Gewährleistung der Vertraulichkeit im Sinne der Artikel 12 und 13 näher bestimmen. Er setzt die CWaPE vorher davon in Kenntnis.

**Art. 9** - § 1. Zusätzlich zu allen in der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung vorgesehenen Informationsströmen kann der «GRD» jederzeit weitere Informationen anfordern, deren Notwendigkeit er aus Gründen der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des Verteilernetzes bestätigt.

§ 2. Der «URD» informiert den «GRD» unverzüglich über jede Änderung seiner Anlagen, insofern diese Änderung eine Anpassung der vorher übermittelten Informationen erfordert.

**Art. 10** - In Ermangelung einschlägiger ausdrücklicher Bestimmungen in der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung bemühen sich alle betroffenen Parteien schnellstmöglich die gemäß den anderen Bestimmungen der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung erforderlichen Informationen auszutauschen.

**Art. 11** - Wenn eine Partei gemäß der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung oder den aufgrund des Letzteren abgeschlossenen Verträgen beauftragt ist, einer anderen Partei von ihr ausgehende Informationen zu liefern, trifft sie die erforderlichen Vorkehrungen, um dem Empfänger Informationen zu sichern, deren Inhalt ordnungsgemäß überprüft wurde.

*Abschnitt 2.2 — Vertraulichkeit*

**Art. 12** - Der Vertraulichkeitsgrad der Informationen wird von der Person, die sie liefert, bestimmt. Die Übermittlung an Drittpersonen von gewerblich empfindlichen und/oder vertraulichen Informationen durch den Empfänger dieser Informationen ist nicht erlaubt, außer wenn mindestens eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt ist:

1. Die Übermittlung wird im Rahmen eines Gerichtsverfahrens gefordert oder von Behörden auferlegt;
2. Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen bezüglich der Organisation des Gasmarkts ist die Verbreitung oder Mitteilung der betroffenen Angaben Pflicht.
3. Eine vorherige schriftliche Genehmigung der Partei, von der die vertraulichen und/oder gewerblich empfindlichen Informationen entstammen, ist vorhanden.
4. Der Betrieb des Versorgungsnetzes oder die Konzertierung mit anderen Netzbetreibern erfordert die Übermittlung dieser Informationen durch den «GRD».
5. Die Information ist gewöhnlich für die Öffentlichkeit zugänglich oder verfügbar

**Art. 13** - Wenn die Übermittlung an Drittpersonen auf der Grundlage der unter den Punkten 2, 3 und 4 des Artikels 12 angegebenen Bedingungen erfolgt, muss sich der Empfänger der Information unbeschadet der anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen verpflichten, diese Information mit demselben Vertraulichkeitsgrad zu behandeln wie mit demjenigen, der bei der ursprünglichen Übermittlung geschenkt wurde.

KAPITEL III — *Veröffentlichung der allgemeinen Bedingungen und Informationen, der Verfahren und Formulare*

**Art. 14** - Der «GRD» stellt der Öffentlichkeit die nachstehenden Informationen zur Verfügung:

1. die allgemeinen Bedingungen der gemäß der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung abzuschließenden Verträge;
2. die Verfahren, die anwendbar sind und auf die sich die vorliegende «R.T.GAZ»-Regelung bezieht;
3. die Formulare, die zum Informationsaustausch gemäß der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung erforderlich sind;
4. die Tarife für den Zugang zu seinem Versorgungsnetz;
5. die Tarife für die Durchführung der Orientierungsstudien oder der detaillierten Studien im Hinblick auf Anschlüsse;
6. eine Beschreibung seines Netzes, die mindestens die Lokalisierung der Gasversorgungsgebiete sowie der geplanten Arbeiten, die einen Einfluss auf die verfügbare Kapazität haben können, ermöglicht sowie deren Anfangsdatum und deren wahrscheinliche Dauer;
7. die geplanten Netzerweiterungen und deren geplante Inbetriebnahme;

## 8. die Gesamtheit der den «URD» von dem «GRD» angebotenen Dienste.

Der «GRD» übermittelt der CWaPE diese Informationen fristlos und spätestens 60 Tage vor deren Inkrafttreten. Der «GRD» stellt diese Informationen spätestens 15 Tage vor deren Inkrafttreten der Öffentlichkeit zur Verfügung, insbesondere auf einem über das Internet zugänglichen Server.

## KAPITEL IV — Erreichbarkeit der Anlagen

## Abschnitt 4.1 — Vorschriften in Bezug auf die Sicherheit der Personen und Güter

**Art. 15** - Die in Sachen Personen- und Güterschutz anwendbaren Verordnungsbestimmungen gelten für jede Person, die an dem Versorgungsnetz Arbeiten durchführt, einschließlich der «GRD», «URD», Lieferanten, Benutzer des Transportnetzes, der sonstigen Netzbetreiber und ihres Personals und der Drittpersonen, die für Rechnung der Erstgenannten auf dem Netz eingreifen. Die gemeinten Bestimmungen sind u.a. die Allgemeinen Arbeitsschutzordnung (AASO), der Kodex über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit, die Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen (AOEA) sowie die Empfehlungen der «ARGB» und gegebenenfalls spätere Abänderungen dieser Bestimmungen und jegliche gleichwertige Vorschrift.

## Abschnitt 4.2 — Erreichbarkeit der Anlagen des «GRD»

**Art. 16** - § 1. Der Zugang zu jedem beweglichen oder unbeweglichen Gut, für das der «GRD» über ein Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, erfolgt zu jeder Zeit unter Einhaltung der Zugangs- und Sicherheitsverfahren des «GRD» und mittels dessen ausdrücklichen und vorherigen Zustimmung.

§ 2. Der «GRD» hat Zugang zu allen Anlagen, für die er über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, und die sich auf dem Standort des «URD» befinden. Der «URD» sorgt dafür, dass der «GRD» über einen ständigen Zugang verfügt, oder trifft die notwendigen Maßnahmen, um ihm diesen Zugang sofort und zu jeder Zeit auf einfachen mündlichen Antrag eines qualifizierten Beauftragten des «GRD» zu gewähren.

§ 3. Wenn der Zugang zu einem beweglichen oder unbeweglichen Gut des «GRD» spezifischen Zugangsverfahren und bei dem «URD» geltenden Sicherheitsvorschriften unterliegt, muss Letzterer den «GRD», der sie einzuhalten hat, davon schriftlich im Voraus informieren. Mangels dessen beachtet der «GRD» seine eigenen Sicherheitsvorschriften.

## Abschnitt 4.3 — Sondermodalitäten bezüglich der Anlagen, die betriebsmäßig zu dem Versorgungsnetz gehören

**Art. 17** - Wenn der «GRD» der Ansicht ist, dass bestimmte Anlagen eines «URD», der kein Versorgungs- oder Transportnetz ist, betriebsmäßig zu dem Versorgungsnetz gehören, teilt er dies dem «URD» und der CWaPE mit und gibt die Gründe dafür an.

Eine Vereinbarung, in der die betroffenen Anlagen sowie die Verantwortungen in Bezug auf das Führen, die Verwaltung und den Unterhalt dieser Anlagen aufgelistet sind, wird zwischen dem «GRD» und dem betroffenen «URD» abgeschlossen.

Für die bei dem Inkrafttreten der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung bestehenden Anlagen wird durch diese Vereinbarung dem «URD» die Beachtung aller vorherigen Verpflichtungen garantiert, einschließlich der Aufrechterhaltung gezeichneten Kapazität, außer wenn eine anderslautende schriftliche Zustimmung des «URD» vorliegt und dieser auf angemessene Weise entschädigt wird. In dieser Vereinbarung werden ebenfalls die finanziellen Modalitäten für die Übernahme durch den «GRD» aller sich aus dieser Änderung des Status der Anschlussvorrichtung ergebenden Unkosten, einschließlich der für den Eigentümer der Anlagen bestimmten Entschädigung, beschrieben. Diese Vereinbarung bildet einen Nachtrag zum Anschlussvertrag. Diese Vereinbarung wird gegebenenfalls den neuen Anschlussverträgen beigefügt.

Die CWaPE wird über die Liste der betroffenen Anlagen informiert.

**Art. 18** - § 1. Der «GRD» verfügt über das Zugangsrecht zu den Anschlussvorrichtungen und zu den in Artikel 17 erwähnten Anlagen, um dort Inspektionen, Tests und/oder Versuche sowie die in der in Artikel 17 erwähnten Eingriffe durchzuführen. Der betroffene «URD» und der «GRD» beraten darüber miteinander.

§ 2. Vor jeglicher Durchführung der in § 1 erwähnten Inspektionen, Tests und/oder Versuche ist der durch diese Bestimmungen betroffene «URD» verpflichtet, den «GRD» schriftlich von den anwendbaren Sicherheitsvorschriften in Kenntnis zu setzen. In Ermangelung dessen befolgt der Betreiber des Verteilernetzes seine eigenen Sicherheitsvorschriften.

§ 3. Ein durch die Bestimmungen der Artikel 17 und 18, § 1 und § 2 betroffener «URD», der seine eigenen Tests auf seinen Anlagen durchführen bzw. durchführen lassen möchte, wenn diese betriebsmäßig dem Versorgungsnetz angehören, muss zuerst die schriftliche Genehmigung des «GRD» einholen. Jeder Antrag muss begründet werden und die Anlage(n), die Gegenstand der Tests ist bzw. sind, die Art und die technischen Angaben der Tests, deren Verfahren (u.a., von wem sie durchgeführt werden) und deren Planung angeben.

Auf der Grundlage der in diesem Antrag enthaltenen Angaben entscheidet der «GRD» über deren Zweckdienlichkeit und genehmigt er gegebenenfalls die beantragten Tests, deren Verfahren und deren Planung; er informiert die Parteien, von denen er meint, dass sie durch diese Tests betroffen sind.

## Abschnitt 4.4 — Erreichbarkeit der Anlagen des «URD»

**Art. 19** - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 23 berät der «GRD» mit dem «URD», um die notwendigen Arbeiten und deren Ausführungsfrist zu bestimmen, wenn die Sicherheit, die Zuverlässigkeit oder die Wirksamkeit des Netzes eine Anpassung der Anlagen des «URD» oder des «GRD» notwendig machen. Der «GRD» übernimmt die durch diese Arbeiten verursachten Unkosten, außer wenn sie auf Versäumnisse des «URD» zurückgeführt werden können.

§ 2. Wenn die Sicherheit und die Zuverlässigkeit des Netzes einen schnellen Eingriff notwendig machen, darf der «GRD» den «URD» in Verzug setzen, die notwendigen Wiederherstellungsarbeiten sowie die Durchführungsfristen anzunehmen. Diese Inverzugsetzung erfolgt per Einschreiben.

§ 3. Der «URD» erlaubt es dem «GRD» Zugang zu seinen Anlagen zu haben, dies auch während der Benutzung, wenn es im Hinblick auf die Sicherheit, die Betreuung oder die Verwaltung des Netzes erforderlich ist.

§ 4. Falls der «URD» offensichtlich verweigert, die Bestimmungen des § 2 und des § 3 zu beachten, kann der «GRD» gemäß den Bestimmungen des Artikels 126 der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung dem «URD» den Zugang zu seinem Netz unterbrechen.

**Art. 20** - Die Arbeiten, einschließlich der Inspektionen, Tests und/oder Versuche, die in den Artikeln 17 und 18 erwähnt werden, müssen gemäß den Bestimmungen und den aufgrund der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung abgeschlossenen Verträgen sowie gemäß den Regelungen, auf welche sie sich bezieht, durchgeführt werden.

#### KAPITEL 5 — Fälle höherer Gewalt und Notzustand

**Art. 21** - Für die Anwendung der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung werden die folgenden Situationen immer als Fälle höherer Gewalt betrachtet, insofern sie unwiderstehlich und unvorhersehbar sind:

1° die Naturkatastrophen, insbesondere die Erdbeben, Überschwemmungen, Stürme, Wirbelstürme oder sonstigen außergewöhnlichen Witterungsverhältnisse;

2° eine chemische oder nukleare Explosion oder ein Leck und ihre Folgen;

3° die plötzliche Unverfügbarkeit der Anlagen aus anderen Gründen als Überalterung, mangelnder Wartung oder der Qualifikation des Betreiberpersonals, jedoch einschließlich eines Zusammenbruchs des EDV-Systems, ob durch ein Virus verursacht oder nicht, obwohl alle Präventivmaßnahmen unter Berücksichtigung des Stands der Technik getroffen worden waren;

4° die zeitweilige oder ständige technische Unmöglichkeit für das Versorgungsnetz, wegen eines plötzlichen Mangels an Gaseinspeisung, der von dem Übertragungsnetz oder dem lokalen Übertragungsnetz herrührt und nicht durch andere Mittel kompensierbar ist, Gas zu liefern;

5° Brand, Explosion, Sabotage, Aktionen terroristischer Art, Vandalismus, Schäden aus kriminellen Handlungen und Drohungen krimineller Art;

6° erklärter oder nicht erklärter Krieg, Kriegsdrohung, Invasion, bewaffneter Konflikt, Embargo, Revolution, Aufstand;

7° Verfügungen von hoher Hand, insbesondere Zustände, in denen die zuständige Behörde sich auf den Notstand berufen kann, um den «GRD» oder den «URD» außergewöhnliche und zeitweilige Maßnahmen aufzuerlegen, damit der sichere und zuverlässige Betrieb der gesamten Netze aufrechterhalten oder wiederhergestellt werden kann.

**Art. 22** - Als Notzustand im Sinne der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung gilt:

— der Zustand, der auf einen Fall höherer Gewalt folgt, und in der außergewöhnliche und zeitweilige Maßnahmen getroffen werden müssen, um die Folgen der höheren Gewalt zu bewältigen und somit den sicheren und zuverlässigen Betrieb der Versorgungsnetze zu garantieren oder wiederherzustellen;

— der Zustand, der auf ein Ereignis folgt, das zwar nicht als höhere Gewalt nach dem aktuellen Stand der Rechtsprechung und der Rechtslehre eingestuft werden kann, aber trotzdem nach der Einschätzung einer Behörde, einer Regulierungsinstanz, der Justiz, des «GDR», eines «UDR» oder eines Lieferanten einen dringenden und angemessenen Eingriff des «GRD» benötigt, um den sicheren und zuverlässigen Betrieb des Versorgungsnetzes garantieren oder wiederherstellen zu können, oder weitere Schäden zu vermeiden. Der «GRD» begründet nachträglich diesen Eingriff bei den «URD» und bei der CWaPE.

**Art. 23** - § 1. Der «GRD» ist befugt, alle Maßnahmen zu treffen, die er zwecks der Sicherheit und Zuverlässigkeit des Versorgungsnetzes für erforderlich erachtet, wenn der «GRD» oder ein anderer Netzbetreiber, ein «URD», ein Versorger oder jede andere betroffene Person den Notzustand anführt.

§ 2. Der GRD trifft alle notwendigen Präventivmaßnahmen, um die schädlichen Auswirkungen angekündigter oder vernünftig vorhersehbarer Ereignisse zu beschränken.

Die vom «GRD» im Rahmen des vorliegenden Artikels getroffenen Maßnahmen sind für alle betroffenen Personen verbindlich.

§ 3. Falls sich ein Notzustand gleichzeitig auf das Transportnetz und ein oder mehrere Versorgungsnetze bezieht, müssen die Maßnahmen zwischen den Verwaltern aller betroffenen Netze koordiniert werden.

**Art. 24** - Im Falle eines Notzustands wird die Durchführung der Aufgaben und Verpflichtungen mit Ausnahme derjenigen mit administrativem oder finanziellem Charakter teilweise oder völlig ausgesetzt, jedoch lediglich während der Dauer des Vorfalles, der Anlass zu diesem Notzustand gibt.

**Art. 25** - § 1. Die Partei, die den Notzustand anführt, ist dennoch verpflichtet, alle vernünftigen Mittel einzusetzen, um die Auswirkungen der Nichtdurchführung ihrer Verpflichtungen auf ein Minimum zu senken und ihre ausgesetzten Verpflichtungen schnellstmöglich wieder aufzunehmen.

§ 2. Die Partei, die ihre Verpflichtungen aussetzt, übermittelt allen betroffenen Parteien sobald wie möglich die Gründe, aus denen sie ihre Verpflichtungen teilweise oder völlig ausgesetzt hat, und die voraussichtliche Dauer des Notzustands. In Abweichung von Abschnitt 2.1 der vorliegenden allgemeinen Bestimmungen kann diese Mitteilung ebenfalls durch Aushängen, über Rundfunk oder Fernsehen, durch Informationsbroschüren und Wurfesendung erfolgen.

#### KAPITEL VI — Technische Mindestanforderungen für die Einrichtung der Infrastrukturen des Netzes

**Art. 26** - § 1. Der «GRD» beachtet alle Verpflichtungen, die ihm aufgrund der anwendbaren Gesetzgebungen und Regelungen auferlegt werden, insbesondere diejenigen in Bezug auf die bei dem Bau und der Betreibung von Anlagen zur Versorgung mit Erdgas durch Rohrleitungen zu treffenden Sicherheitsmaßnahmen. In dem ständigen Bemühen um die Sicherheit der Erdgasversorgung sorgt der «GRD» u.a. dafür, unter den normalen Betriebsbedingungen des Netzes einen ausreichenden Erdgasdruck in den Rohrleitungen ständig zu diesem Zweck zu erhalten.

§ 2. Der «GRD» verpflichtet sich, alle Maßnahmen, die man vernünftig von ihm erwarten kann, zu treffen, damit der Druck des Gases an jeder Zugangsstelle dem in den Anschluss- und/oder Zugangsverträgen vorgesehenen Druckniveau entspricht.

§ 3. Der «GRD» beachtet u.a. die technischen Mindestanforderungen für den Anschluss an das Netz der Produktionsanlagen, die einfach angeschlossen oder vernetzt sind, sowie für die Einrichtung der Infrastrukturen des Netzes und für die Rohrleitungen. Er beachtet ebenfalls die operativen Regeln in Bezug auf die technische Verwaltung der Einspeisungen und Entnahmen sowie die Regeln in Bezug auf die Aktionen, die er vornehmen muss, um die Probleme, die die Sicherheit und die Dauerhaftigkeit der Versorgung gefährden können, zu beheben. Der «GRD» trifft die notwendigen Maßnahmen, die die Beseitigung der Gasverluste und der Explosionsrisiken zum Zweck haben, um eine optimale technische Sicherheit zu sichern, so wie sie sich aus den anwendbaren Gesetzgebungen und Regelungen ergeben.

KAPITEL VII — *Direktleitungen*

**Art. 27** - Alle Direktleitungen, so wie sie in Artikel 2 13° des Dekrets definiert sind, unterliegen den anwendbaren Vorschriften der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung, dies unbeschadet der anderen geltenden gesetzlichen und verordnungsmäßigen Vorschriften.

**Art. 28** - Um es der CWaPE zu ermöglichen, dem Minister ein Gutachten über den Bau einer neuen Direktleitung abzugeben, reicht der beantragende «URD» eine detaillierte und begründende Akte in zwei Ausfertigungen per Einschreiben oder gegen Empfangsbestätigung bei der CWaPE ein.

**Art. 29** - Nach Eingang eines so wie in Artikel 28 beschriebenen Antrags prüft die CWaPE, ob alle für die Untersuchung des Antrags notwendigen Unterlagen in ihrem Besitz sind. Ist sie der Meinung, dass der Antrag ergänzt werden muss, so informiert sie den Antragsteller per Einschreiben innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Eingang des Antrags davon. Sie gibt die gewünschten zusätzlichen Informationen an und setzt eine Frist fest, die einen Monat nicht überschreiten darf, nach Ablauf deren der Antrag unzulässig wird und innerhalb welcher der Antragsteller gebeten wird, seinen Antrag auszufüllen.

**Art. 30** - Anhand jeder in ihrem Besitz befindlichen Unterlage prüft die CWaPE, ob der Antrag gerechtfertigt ist und ob es keine technisch und wirtschaftlich gültige Alternative zu diesem Antrag gibt. Zu diesem Zweck zieht sie den bzw. die betroffenen «GRD» zu Rate. Ist die CWaPE der Meinung, dass der Antrag nicht gerechtfertigt ist, so informiert sie den Antragsteller per Einschreiben innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Datum des Eingangs des Antrags oder gegebenenfalls des Eingangs der in Anwendung des Artikels 29 erhaltenen zusätzlichen Unterlagen. Die CWaPE gibt die Gründe an, aus denen sie den Antrag als nicht gerechtfertigt betrachtet, und setzt eine Frist von höchstens einen Monat, nach Ablauf deren der Antrag unzulässig wird, und innerhalb welcher der Antragsteller seine Bemerkungen, Begründungen oder jegliche zusätzliche Information übermitteln kann. Die CWaPE muss den Antragsteller anhören, der dies beantragt hat.

**Art. 31** - Innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Eingang des Antrags oder gegebenenfalls der zusätzlichen Unterlagen, der in den Artikeln 29 und 30 erwähnten Bemerkungen und Begründungen übermittelt die CWaPE dem Minister den Text des Antrags, dessen Anlagen sowie ihr begründetes Gutachten.

KAPITEL VIII — *Kuppelgas und Gas aus erneuerbaren Energien*

**Art. 32** - Bei der Behandlung durch den «GRD» der Anträge auf Anschluss, der Anträge auf Orientierungsstudien oder detaillierte Studien sowie der Anträge auf Zugang zu seinem Netz wird man vorzugsweise diejenigen berücksichtigen, die die Einspeisung oder Entnahme von Kuppelgas und/oder von Gas aus erneuerbaren Energien betreffen, wenn diese Gase mit dem Gas des bestehenden Netzes kompatibel sind.

**Art. 33** - Der «GRD» informiert die CWaPE über jeden Antrag in Bezug auf Kuppelgas und/oder Gas aus erneuerbaren Energien sowie über ihre weitere Behandlung des Antrags.

**Art. 34** - Der «GRD» schlägt technische Lösungen vor, um die in den Artikeln 32 und 33 erwähnten Anträge nach Möglichkeit zu berücksichtigen, dies einschließlich wenn es sich um Kuppelgas und/oder das Gas aus erneuerbaren Energien handelt, das mit dem Gas seines Netzes im Sinne des Artikels 11 des Dekrets nicht kompatibel ist.

**Art. 35** - Der «GRD» berücksichtigt die möglichen Entwicklungen in Sachen Kuppelgas und/oder Gas aus erneuerbaren Energien bei der Planung der Anpassungen und Erweiterungen des Netzes.

TITEL II — *Planungsordnung*KAPITEL I — *Daten im Hinblick auf die Erstellung von Anpassungs- und Erweiterungsplänen*

**Art. 36** - Im Rahmen der operationellen Regeln für den technischen Betrieb der Gasströme vereinbaren die «GRD» mit der CWaPE praktische Konzertierungsmodalitäten im Hinblick auf die Erstellung der Pläne zur Anpassung und zur Erweiterung ihrer Netze auf der Grundlage der in der vorliegenden Ordnung beschriebenen Informationen.

**Art. 37** - § 1. Die Erstellung der Anpassungs- und Erweiterungspläne des Versorgungsnetzes setzt sich aus folgenden Phasen zusammen:

- einer ausführlichen Veranschlagung des Bedarfs an Versorgungskapazität;
- der Analyse der vom «GRD» benötigten Mittel, um diesem Bedarf nachzukommen;
- dem Vergleich zwischen den erforderlichen Mitteln und den vorhandenen Mitteln;
- dem Programm der Arbeiten und Investitionen, die der «GRD»:
  - für einen Zeitraum von 5 Jahren plant, was die Anpassung des Versorgungsnetzes betrifft;
  - für einen Zeitraum von 3 Jahren plant, was die Erweiterung des Versorgungsnetzes betrifft.

Nach dem zweiten Jahr und für beide Pläne kann dieses Programm weniger detailliert sein und nur die bestmöglichen Veranschlagungen enthalten.

§ 2. Zu diesem Zweck wird folgendermaßen vorgegangen:

1° jeder «GRD» übermittelt der CWaPE jährlich vor dem 31. März die in dem ersten Absatz erwähnten Informationen (oder erbringt den schriftlichen Nachweis bei der CWaPE, dass der bzw. die von der Wallonischen Regierung im Vorjahr genehmigte(n) Plan bzw. Pläne keine Anpassung benötigt bzw. benötigen);

2° der «GRD» vereinbart mit der CWaPE ein Datum für die Unterbreitung seiner Pläne im Laufe des Monats April;

3° die CWaPE nimmt anschließend eine Überprüfung des Plans vor und kann von dem «GRD» verlangen, ihr die Informationen und Belege zu liefern, die sie für erforderlich erachtet. Sie setzt ihn spätestens am 15. Mai von ihrem Gutachten in Kenntnis;

4° der «GRD» passt unter Umständen seine Pläne an und legt der CWaPE spätestens am 15. Juni seine endgültigen Pläne in zwei Exemplaren vor;

5° die CWaPE übermittelt dem Minister unverzüglich ein Exemplar der Pläne. Notfalls teilt sie der Regierung ihr Bedenken durch ein eigenmächtiges und innerhalb von 30 Tagen abgegebenes Gutachten mit, wenn sie der Meinung ist, dass der Inhalt eines Planes oder der Pläne noch nicht zufriedenstellend ist.

6° vorbehaltlich der Genehmigung durch die Wallonische Regierung werden die Pläne ab dem 1. Januar des darauffolgenden Jahres angewandt.

## KAPITEL II — Austausch von Informationen zwischen «GRD» und «URD» in Bezug auf die Planung

### Abschnitt 2.1 — Allgemeines

**Art. 38** - Unbeschadet der Artikel 39 bis 41 muss der «URD» oder gegebenenfalls der Lieferant dem «GRD» die dieser Planungsordnung entsprechenden Planungsdaten gemäß seiner besten Schätzung und gemäß dem im Einvernehmen von den «GRD» bestimmten Verfahren übermitteln.

### Abschnitt 2.2 — Übermittlung

**Art. 39** - Der «URD», dessen gezeichnete Kapazität 250 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde überschreitet, übermittelt dem «GRD» vor dem 31. Dezember eines jeden Jahres und pro Zugangsstelle die Planungsdaten bezüglich der nächsten fünf Jahre. Für die Jahre nach dem zweiten Jahr vereinbaren die Parteien, dass diese Daten nur die bestmöglichen Veranschlagungen darstellen. Diese Daten enthalten:

1. die Voraussichten in Bezug auf die entnommenen Gasmenge in m<sup>3</sup>(n) auf jährlicher Basis mit Angabe der maximalen Abflussmenge pro Stunde bei + 10, 0 und - 10 °C entsprechenden klimatischen Temperaturen und der vorhersehbaren Schwankungen und Unterbrechungen;

2. die vorgesehenen jährlichen Benutzungsprofile.

**Art. 40** - Der «URD», dessen Anlagen Erzeugungseinheiten enthalten oder enthalten werden, übermittelt dem «GRD» jedes Jahr vor dem 31. Dezember die Planungsdaten für die fünf nächsten Jahre. Für die Jahre nach dem zweiten Jahr vereinbaren die Parteien, dass diese Daten nur die bestmöglichen Veranschlagungen darstellen. Diese Daten enthalten:

1. die maximale Abflussmenge, die geschätzte jährliche Produktion, die Beschreibung des erwarteten jährlichen Produktionsprofils und die technischen Daten bezüglich der Qualität des Gases der verschiedenen schon in Betrieb befindlichen Produktionseinheiten.

2. die maximale Abflussmenge, die geschätzte jährliche Produktion, die Beschreibung des erwarteten jährlichen Produktionsprofils und die technischen Daten bezüglich der Qualität des Gases der verschiedenen Produktionseinheiten, deren Inbetriebnahme vorgesehen ist.

3. die Produktionseinheiten, die außer Betrieb gesetzt werden, und das für die Außerbetriebsetzung vorgesehene Datum.

**Art. 41** - Für die «URD», die keine Versorgungs- oder Transportnetze sind und die den in den Artikeln 39 und 40 bestimmten Kategorien nicht entsprechen, obliegt es dem Lieferanten, dem «GRD» für die gesamten «URD», für welche er einen Vertrag unterschrieben hat, jedes Jahr vor dem 31. Dezember die in den Artikeln 39 und 40 erforderten Daten zu übermitteln.

**Art. 42** - Der «GRD» oder gegebenenfalls der Lieferant muss sich bemühen, dem «GRD» jede andere, in den Artikeln 39 und 40 nicht erwähnte Information, die aber bei der Erstellung der Planung von Nutzen sein könnte, sobald sie verfügbar ist, zu übermitteln.

**Art. 43** - Die Pflicht zur Übermittlung der in den Artikeln 39 und 40 erwähnten Planungsdaten ist ebenfalls auf die zukünftigen «URD» bei der Einreichung ihres Anschlussantrags anwendbar.

**Art. 44** - § 1. Falls der «GRD» der Ansicht ist, dass die Planungsdaten unvollständig, ungenau oder unvernünftig sind, übermittelt der «URD» oder der Lieferant auf Anfrage des «GRD» alle Korrekturen oder zusätzlichen Daten, die Letzterer für nützlich erachtet.

§ 2. Der «GRD» kann vorbehaltlich einer Begründung von dem «URD» oder dem Lieferanten zusätzliche, nicht in der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung vorgesehene Daten verlangen, wenn er dies für die gute Durchführung seiner Aufgabe für erforderlich erachtet.

§ 3. Nach Anhörung des «URD» oder des Lieferanten setzt der «GRD» die vernünftige Frist fest, innerhalb deren die in § 1 und § 2 erwähnten Daten dem «GRD» durch den «URD» oder den Lieferanten übermittelt werden müssen.

**Art. 45** - Um die Durchführung der Anpassungs- und Erweiterungspläne zu sichern, beraten die «GRD» und die Transportunternehmen mindestens einmal im Jahr über die Form und den Inhalt der Daten, die sie austauschen müssen, sowie über die für diesen Austausch einzuhaltenden Fristen.

**Art. 46** - Der «GRD» vergewissert sich aufs Beste der Vollständigkeit und Glaubhaftigkeit der Daten, die von den «URD», den anderen Netzverwaltern oder den Lieferanten übermittelt werden.

**TITEL III — Anschlussordnung****KAPITEL I — Auf die Anschlussvorrichtungen anwendbare technische Vorschriften****Abschnitt 1.1 — Allgemeines**

**Art. 47** - In der vorliegenden Anschlussordnung werden die Vorschriften erlassen, die den Anschluss der «URD» betreffen, die sich im Versorgungsnetz befinden und die kein Versorgungs- oder Transportnetz sind, d.h. die Erzeuger, die Speicherungsunternehmen oder die Endkunden (die entsprechenden Vorschriften in Bezug auf die «URD», die Versorgungs- oder Transportnetze sind Gegenstand der Zusammenarbeitsordnung). Diese Vorschriften betreffen die Anschlussvorrichtungen sowie die Anlagen des «URD», die von der Funktion her Teil des Versorgungsnetzes sind.

**Art. 48** - § 1. Die Anschlussvorrichtungen und deren Teile sind in der Anlage I schematisch dargestellt.

§ 2. Die Anlagen der Zählvorrichtung sind, was deren technische Merkmale, deren Benutzung, deren Wartung und die Behandlung der Mess- und Zähldaten betrifft, Gegenstand der Mess- und Zählordnung.

**Abschnitt 1.2 — Anschlussstypen**

**Art. 49** - Der einfache Anschluss entspricht der vollständigen Einrichtung einer Anschlussvorrichtung, die der Gesamtheit der folgenden Bedingungen genügt:

1. die beantragte Anschlussstelle ist auf der selben Seite der Straße wie eine Versorgungsleitung oder ein Gemeinschaftsanschluss mit einem Druck unter 4,90 bar,
2. die Versorgungsleitung befindet sich nicht unter dem befahrbaren Teil der Straße,
3. die Länge des Anschlusses zwischen der Anschlussstelle und der Zugangsstelle beträgt höchstens 15 Meter,
4. die beantragte Anschlussleistung beträgt höchstens 10 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde,
5. der beantragte Versorgungsdruck befindet sich zwischen 21 und 25 mbar.

**Art. 50** - Der in Artikel 32 3° c des Dekrets erwähnte Standardanschluss entspricht der vollständigen Einrichtung einer Anschlussvorrichtung, die den folgenden Bedingungen genügt:

1. die Entfernung zwischen der beantragten Zugangsstelle des «URD» und der Anschlussstelle beträgt höchstens 8 Meter,
2. die beantragte Anschlussleistung beträgt höchstens 10 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde,
3. der beantragte Versorgungsdruck befindet sich zwischen 21 und 25 mbar.

**Art. 51** - Der Anschluss mit Studie ist ein Anschluss, der den Kriterien des Artikels 49 nicht genügt. Diese Studie kann eine «Orientierungsstudie» (Abschnitt 2.3 des vorliegenden Titels) oder eine «detaillierte Studie» (Abschnitt 2.4 des vorliegenden Titels) sein. In beiden Fällen muss die Studie den Unterschied zwischen dem Teil eines individuellen Anschlusses, der einer Standardanschlussvorrichtung entspricht, und einem eventuellen Teil eines zusätzlichen individuellen Anschlusses machen.

**Abschnitt 1.3 — Allgemeine technische Vorschriften**

**Art. 52** - Jede Anschlussvorrichtung muss den Normen, Regelungen und Vorschriften in Bezug auf die Gasanlagen, die auf sie anwendbar sind, genügen.

**Art. 53** - § 1. Die Anlage des «URD», die Benutzungsgeräte sowie die Anbringung und der Anschluss der Benutzungsgeräte unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen und den zum Zeitpunkt der Anbringung oder des Anschlusses geltenden Regelungen.

**Art. 54** - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 17 werden die Anlagen, an denen der «URD» ein Eigentums- bzw. Nutznießungsrecht besitzt, vom «URD» oder von einem ordnungsgemäß bevollmächtigten Dritten für Rechnung des «URD» verwaltet und unterhalten. Der «URD» sorgt für den guten Betriebszustand und den Unterhalt seiner Anlagen.

§ 2. Die Begrenzungen in Sachen Eigentum der Anlagen sind im Anschlussvertrag angegeben.

**Art. 55** - § 1. Nur der «GRD» darf Eingriffe und/oder Handgriffe an der Anschlussvorrichtung vornehmen.

§ 2. Unter Vorbehalt der gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Bestimmungen in Bezug auf die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes können die Kosten für diese Eingriffe und Handgriffe dem «URD» zu Lasten getragen werden, wenn sie auf dessen Antrag vorgenommen werden; dies gilt insbesondere für die Inbetriebnahme und die Außerbetriebsetzung.

§ 3. In Abweichung von § 1 kann der «URD» oder die von ihm zu diesem Zweck beauftragte Person aber unter Einhaltung aller erforderlichen Vorsichtsmaßnahmen in Bezug auf die Sicherheit den direkt vor seiner Zugangsstelle befindlichen Gashahn betätigen, jedoch mit Ausnahme des Falles, in dem Siegel angebracht worden sind, oder bei einer anderen vom «GRD» stammenden Gegenanzeige. Der auf der Grundlage der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung erstellte Anschlussvertrag kann Sonderbedingungen enthalten, die von dem vorliegenden Artikel abweichen.

§ 4. Wenn eine Unterbrechung der Erdgasversorgung aufgrund eines Vorfalles oder eines Notfalls oder auch aufgrund der Aktion eines Sicherheitsgeräts auf dem Netz vorkommt, darf die Wiederherstellung der Erdgasversorgung nur vom «GRD» vorgenommen werden.

**Art. 56** - § 1. Jeder «URD» sorgt dafür, dass seine Anlagen keine Gefahr, keinen Schaden oder keine Belästigung über den gewöhnlich angenommenen Normen bei dem «GRD» oder bei Dritten verursacht.

§ 2. Insofern er sie vernünftig feststellen kann, muss der «URD» den «GRD» sofort über jeden Schaden, jeden Verstoß oder jede Nicht-Einhaltung der gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Vorschriften informieren.

§ 3. Wenn der «GRD» feststellt oder informiert wird, dass die Anlagen eines «URD» oder deren Betrieb das Versorgungsnetz stören, berät er mit dem «URD», um die unbedingt notwendigen Abänderungen daran vornehmen bzw. vornehmen zu lassen und um die dazu nötigen Fristen zu bestimmen.

**Art. 57** - § 1. Wenn Teile des Versorgungsnetzes Gefahr laufen, durch Arbeiten, die vom «URD» oder dem Eigentümer des Immobiliengutes in der Nähe des Anschlusses durchgeführt werden, beschädigt oder beeinträchtigt zu werden, muss der «URD» oder der Eigentümer des Immobiliengutes vorher mit dem «GRD» beraten.

§ 2. Der «URD» oder der Eigentümer des Immobiliengutes ist verpflichtet, die Dritten, die er mit der Durchführung von Arbeiten in der Nähe des Anschlusses für seine Rechnung beauftragt, über das Bestehen des Letzteren zu informieren und ihnen die gleichen Verpflichtungen wie diejenigen, denen er genügen muss, aufzuerlegen.

**Art. 58** - Die Anlagen eines oder mehrerer «URD», die durch getrennte Anschlussvorrichtungen gespeist werden, dürfen nicht miteinander angeschlossen sein, es sei denn, der «GRD» hat seine schriftliche Zustimmung vorher gegeben.

**Art. 59** - Der «GRD» behält sich das Recht vor, an den von ihm bezeichneten Teilen des Netzes einen kathodischen Korrosionsschutz anzubringen.

#### *Abschnitt 1.4 — Umgebung der Anlagen*

**Art. 60** - Alle elektrischen Anlagen, die an eine Anschlussvorrichtung angeschlossen sind oder die in den sie enthaltenden Räumen oder Einzäunungen stehen, müssen der AOEI genügen. Die Durchführung der in der geltenden Regelung in Sachen Konformitätskontrollen und periodische Kontrollen dieser Anlagen vorgesehenen Verpflichtungen und die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des «URD».

**Art. 61** - § 1. Um die Zählvorrichtung und eventuell andere mit der Anschlussvorrichtung verbundene Geräte zu installieren, stellt der «URD» dem «GRD» einen Teil der Wand oder eine Fläche (eventuell ein Gelände) mit angemessenen Abmessungen zur Verfügung. Die Größe und der Standort dieser Fläche werden im Einvernehmen bestimmt, dies unter Berücksichtigung des Interesses des «URD», einen kostenlosen Standardanschluss in Anspruch nehmen zu können.

§ 2. Der «URD» sorgt dafür, dass die Wasser- und Gasundurchlässigkeit der Wände, durch die die Anschlussvorrichtung geführt wird, zu jeder Zeit den Regeln der Kunst genügt; dies gilt nicht für die Tür-, Fenster, Kellerfenster und Belüftungsöffnungen.

**Art. 62** - Wenn eine neue Kunden- bzw. Versorgungskabine für die Versorgung einer Siedlung notwendig ist, stellt der für die Siedlung Verantwortliche dem «GRD» ein Gelände mit angemessenen Abmessungen zur Verfügung. Die Größe und der Standort dieses Geländes werden im Einvernehmen unter Einhaltung der geltenden städtebaulichen Vorschriften bestimmt.

### *KAPITEL II — Neuer Anschluss an das Versorgungsnetz*

#### *Abschnitt 2.1. — Einreichung eines Anschlussantrags*

**Art. 63** - Jedem neuen Anschluss muss ein Anschlussantrag vorhergehen.

**Art. 64** - § 1. Jede natürliche oder juristische Person kann einen Anschlussantrag einreichen.

§ 2. Dieser Antrag enthält u.a.:

- die Identität des Antragstellers und seine juristische Lage in Bezug auf die betroffene Immobilie,
- nähere Angaben, die den Kontakt mit dem Antragsteller ermöglichen,
- die Pläne des Standortes der Einspeisung und der Entnahme, die allgemeinen technischen Daten und den für die Zugangsstelle gewünschten Standort,
- die für die Bestimmung des Einspeisungs- bzw. Entnahmeprofiles notwendigen Informationen, wie z.B. die beantragte Anschlussleistung und die vorgesehene Entnahme- bzw. Einspeisungsweise.

**Art. 65** - § 1. Ein Antrag für einen Anschluss mit einem Druckniveau über 14,71 bar an der Entnahme- bzw. Einspeisungsstelle muss einem Transportunternehmen gemäß dem Verfahren dieses Transportunternehmens, das bei diesem verfügbar ist, übermittelt werden.

§ 2. Unbeschadet des Verfahrens zur Behandlung des in Artikel 70 erwähnten Antrags muss ein Antrag für einen Anschluss mit einem Druckniveau von höchstens 14,71 bar an der Entnahme- bzw. Einspeisungsstelle und mit einer erwarteten jährlichen Entnahme- bzw. Einspeisungsmenge von höchstens fünf Millionen m<sup>3</sup>(n) an den «GRD» gerichtet werden, der für das geographische Gebiet bezeichnet ist, wo die durch diesen Antrag betroffenen Zugangsstelle sich befinden werden muss. Dieser Antrag wird gemäß dem von dem «GRD» veröffentlichten Verfahren eingereicht.

§ 3. Ein Antrag für einen Anschluss mit einem Druckniveau von höchstens 14,71 bar an der Entnahme- bzw. Einspeisungsstelle und mit einer erwarteten jährlichen Entnahme- bzw. Einspeisungsmenge von über fünf Millionen m<sup>3</sup>(n) muss an ein Transportunternehmen gerichtet werden.

**Art. 66** - Der Anschlussantrag in einer Gemeinde ohne Erdgasversorgung wird anstatt an den «GRD» oder an ein Transportunternehmen an die Gemeinde gerichtet. Letztere prüft, ob dem Antrag insbesondere auf gesetzlicher Ebene nachgekommen werden kann, dies entweder indem sie ihr Gebiet (oder einen Teil davon) dem geographischen Gebiet eines bestehenden «GRD» beifügt, oder indem sie ein Transportunternehmen über die Akte informiert. Die verschiedenen Parteien werden Abschriften des Antrags und der daraus entstammenden späteren Unterlagen der CWaPE übermitteln. Unbeschadet der eventuellen, per Gesetz organisierten anderen Beschwerdewege kann der Antragsteller, dessen Beschwerde abgewiesen worden ist, die Heranziehung der CWaPE beantragen.

**Art. 67** - Wenn ein in Artikel 65, § 2 erwähnter Anschlussantrag den Kriterien des Artikels 49 nicht genügt, gibt der Antragsteller an, dass er eine in dem weiter unten stehenden Abschnitt 2.3 erwähnte Orientierungsstudie oder eine in Abschnitt 2.4 erwähnte Detailstudie wünscht.

#### *Abschnitt 2.2 — Behandlung eines Anschlussantrags durch den «GRD»*

**Art. 68** - § 1. Der «GRD» entscheidet sowohl auf der Grundlage von technischen Argumenten als auch auf der Grundlage von wirtschaftlichen Argumenten, auf welchem Teil des Versorgungsnetzes, der schon besteht oder dessen Bau geplant ist, der Anschluss erfolgen wird, dies u.a. unter Berücksichtigung der beantragten Anschlussleistung, des Druckniveaus und der geologischen und geophysikalischen Gegebenheiten. Der Anschluss wird auf der Leitung mit dem niedrigsten Druckniveau erfolgen, die den beantragten Druck und die beantragte Leistung liefern kann, dies unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, die Sicherheit, die Zuverlässigkeit und die Wirksamkeit des Netzes aufrechtzuerhalten.

§ 2. Der «GRD» kann sich für eine Anschlussmethode entscheiden, die von der in § 1 bestimmten Methode aufgrund der Merkmale des lokalen Versorgungsnetzes abweicht, oder einen Anschluss auf dem Netz «mittlerer Druck Kategorie C» auf der Grundlage von objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien verweigern. In einem solchen Fall stellt der «GRD» dem «URD» seine Entscheidung zu und begründet sie; er übermittelt der CWaPE eine Abschrift davon.

**Art. 69** - § 1. Bei der Untersuchung des Anschlussantrags sowie bei jedem Schritt, der sich daraus ergeben kann, wird der «GRD» immer mit der Sorge um das technische und wirtschaftliche Interesse des Antragstellers handeln, dies unbeschadet des Interesses der anderen «URD».

§ 2. In Anwendung des § 1 kümmert sich der «GRD» um die nötigen Kontakte mit den anderen betroffenen Netzverwaltern, wenn er dem Anschlussantrag nicht allein nachkommen kann. Stell der «GRD» fest, dass es günstiger wäre, den Anschluss an ein anderes Versorgungsnetz oder an das Transportnetz zu tätigen, so übermittelt er fristlos dem betroffenen Netzverwalter die vollständige Akte, nachdem sie mit einander beraten haben, und erstattet er die eventuell eingekommenen Gebühren zurück.

Der «GRD» stellt dem «URD» seine Entscheidung zu und begründet sie; er übermittelt der CWaPE eine Abschrift davon.

**Art. 70** - § 1. Wenn der in Artikel 65, § 2 erwähnte Antrag ein Druckniveau unter 14,71 bar an der Entnahme- bzw. Einspeisungsstelle und eine erwartete jährliche Entnahme- bzw. Einspeisungsmenge von über eine Million m<sup>3</sup>(n) betrifft, verpflichtet sich der «GRD», das bzw. die Transportunternehmen über die Antragsakten zu informieren.

§ 2. Der «GRD» und das bzw. die Transportunternehmen untersuchen die Antragsakte und beraten mit einander über die physischen Anschlussmodalitäten und mindestens einer unter ihnen unterbreitet ein Angebot auf der Grundlage von objektiven technischen und/oder wirtschaftlichen Kriterien.

Wenn sowohl der «GRD» als auch ein Transportunternehmen eine interessante Lösung vorschlagen können, werden beide ein Angebot (für den Anschluss und den Zugang zu ihrem Netz) auf der Grundlage der wirtschaftlichsten Möglichkeit und der für die Lieferung der beantragten stündlichen Abflussmenge verfügbaren Kapazität unterbreiten. Beide Angebote werden dem Antragsteller unterbreitet. Die Kosten, die derjenige, dessen Angebot nicht angenommen wurde, eingegangen ist, gehen zu dessen Lasten.

**Art. 71** - § 1. Jeder Netzverwalter, der einen Antrag erhalten hat, informiert den Antragsteller über seine Entscheidung auf der Grundlage von objektiven technischen und/oder wirtschaftlichen Kriterien.

§ 2. Der «GRD» beantwortet einen Antrag auf einfachen Anschluss innerhalb von fünf Werktagen nach dem Eingang eines vollständigen Antrags, dies entweder durch einen Vorschlag, der eine genaue Veranschlagung der vom «URD» zu tragenden Kosten und der Durchführungsfrist ermöglicht, oder durch einen mit Gründen versehenen Brief, in dem angegeben wird, dass der beantragte Anschluss der Definition eines Antrags auf einfachen Anschluss nicht entspricht und dass er eventuell Gegenstand eines Antrags auf Anschluss mit Studie sein muss.

### *Abschnitt 2.3 — Antrag auf eine Orientierungsstudie und Vorprojekt zu einem Anschluss*

**Art. 72** - Die Zielsetzung einer Orientierungsstudie besteht darin, eine vorherige Veranschlagung in Bezug auf ein Vorprojekt zu einem Anschluss zu erhalten. Die Einreichung eines Antrags auf eine Orientierungsstudie ist fakultativ.

**Art. 73** - Jede natürliche oder juristische Person kann einen Antrag auf eine Orientierungsstudie in Bezug auf einen neuen Anschluss beim «GRD» einreichen.

**Art. 74** - Jeder «URD» kann einen Antrag auf eine Orientierungsstudie in Bezug auf eine Abänderung von seinem bestehenden Anschluss, von Anlagen, die von der Funktion her Teil des Versorgungsnetzes sind, oder von deren jeweiligen Betriebsweise beim «GRD» einreichen.

**Art. 75** - Der Antragsteller reicht einen Antrag, in dem u.a. die in Artikel 64 § 2 erwähnten Elemente enthalten sind, beim «GRD» schriftlich ein, um die Orientierungsstudie gemäß dem von dem «GRD» veröffentlichten Verfahren vorzunehmen.

**Art. 76** - Die Kosten für eine Orientierungsstudie gehen zu Lasten des Antragstellers gemäß dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten anwendbaren Tarif. Wenn die Orientierungsstudie nur aufgrund der Unmöglichkeit, einen einfachen Anschluss im Sinne des Artikels 49 wegen mit Problemen in Zusammenhang mit der Lage der Verkehrswege im Verhältnis zum Versorgungsnetz vorzunehmen, notwendig gemacht wird, gehen für besagte Studie dem Antragsteller keine Kosten zu Lasten.

**Art. 77** - Während der Durchführung der Orientierungsstudie arbeiten der «GRD» und der Antragsteller gutgläubig zusammen. Der «GRD» kann jederzeit von dem Antragsteller zusätzliche Informationen verlangen, die zur Vorbereitung des Vorprojektes zum Anschluss erforderlich sind.

**Art. 78** - § 1. Innerhalb einer Frist von fünfzehn Werktagen nach dem Erhalt eines vollständigen Antrags auf eine Orientierungsstudie stellt der «GRD» dem Antragsteller seine Schlussfolgerungen zu:

1° entweder ein Vorprojekt zum Anschluss, in dem mindestens eine vernünftig genaue Schätzung der Kosten, eine technische Beschreibung und die mögliche Frist für den Anschluss enthalten sind, die es dem Antragsteller ermöglichen, das Angebot zu bewerten und seine folgenden Schritte in Bezug auf seinen Anschlussantrag zu orientieren;

2° oder der unabdingbare Charakter der Verlängerung der Orientierungsstudie durch eine Detailstudie;

3° oder auch eine Verweigerung des Anschlusses. In diesem letzten Fall stellt der «GRD» seine mit den Gründen versehenen Schlussfolgerungen zu, von denen eine Abschrift an die CWaPE gerichtet wird.

§ 2. Was die zwischen dem 15. Juni und dem 15. August eingereichten Anträge betrifft, wird die in § 1 erwähnte Frist auf 20 Werktage erhöht

§ 3. Der «GRD» gibt die Gültigkeitsdauer der Schlussfolgerungen der Orientierungsstudie an. Diese kann nicht weniger als 6 Monate betragen. Auf der Grundlage dieser Studie und bis zum Ablauf dieser Gültigkeitsdauer kann der Antragsteller darum bitten, dass das Verfahren in Bezug auf den Anschlussantrag weitergeführt wird. In Ermangelung einer Entscheidung innerhalb dieser Frist wird davon ausgegangen, dass der Antragsteller auf die Weiterführung des Verfahrens in Bezug auf den Anschlussantrag verzichtet.



*Abschnitt 2.4 — Antrag auf eine Detailstudie und Anschlussprojekt*

**Art. 79** - § 1. Die Zielsetzung der Detailstudie besteht darin, ein Anschlussprojekt zu erzielen.

§ 2. Wenn er es wünscht, entweder ohne eine Orientierungsstudie vorzunehmen, oder aufgrund der in Artikel 78 § 1 2° erwähnten Schlussfolgerungen des «GRD», bittet der Antragsteller eines Anschlusses den «GRD» schriftlich darum, eine Detailstudie vorzunehmen, dies anhand des vom «GRD» gemäß Artikel 14 veröffentlichten Formulars.

§ 3. Wenn die beantragte gezeichnete Kapazität 250 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde überschreitet, kann der «GRD» das Vornehmen einer solchen Studie verlangen.

**Art. 80** - § 1. Der Anschlussantrag mit Detailstudie enthält u.a. neben den in Artikel 64 § 2 erwähnten Elementen die gewünschte Anschlussleistung, das erwartete Benutzungsprofil und die technischen Merkmale der an das Versorgungsnetz anzuschließenden Anlagen, die auf dem Anschlussformular stehen.

§ 2. Wenn der Antrag auf Detailstudie einer Orientierungsstudie folgt, genügt es, dass der Antragsteller die schon eingereichte Antragsakte ergänzt, wenn die in Artikel 78 § 3 erwähnte Gültigkeitsdauer nicht abgelaufen ist.

**Art. 81** - Nach dem Eingang eines Anschlussantrags mit Detailstudie, vor der keine Orientierungsstudie stattgefunden hat, prüft der «GRD» die Zulässigkeit des Antrags. Innerhalb von 10 Werktagen informiert er den Antragsteller des Anschlusses schriftlich über das Ergebnis der Überprüfung der Zulässigkeit und gibt er die zusätzlichen Angaben an, die der Antragsteller des Anschlusses eventuell im Hinblick auf die Vorbereitung des Anschlussprojekts mitteilen muss.

**Art. 82** - § 1. Innerhalb einer maximalen Frist von zwanzig Werktagen nach dem Eingang eines vollständigen Antrags auf Detailstudie schickt der «GRD» dem Antragsteller des Anschlusses ein Angebot, das Folgendes enthält:

1. ein Anschlussprojekt, das eventuell mehrere technische Varianten enthält
2. ein sachdienliches Preisangebot für jede technische Variante
3. ein vollständiges Projekt eines Anschlussvertrags

§ 2. Was die zwischen dem 15. Juni und dem 15. August eingereichten Anträge betrifft, wird die in § 1 erwähnte Frist auf 30 Werktage erhöht

§ 3. Die in § 1 und § 2 erwähnten Fristen können im Einvernehmen verlängert werden.

§ 4. Der «GRD» teilt die Gültigkeitsdauer seines Angebot mit. Diese kann nicht weniger als 6 Monate betragen.

§ 5. Auf der Grundlage dieses Angebots und bis zum Ablauf seiner Gültigkeitsdauer kann der Antragsteller eine der von dem «GRD» angebotenen Varianten frei wählen, dem «GRD» eventuelle Gegenvorschläge unterbreiten, oder auf seinen Anschlussantrag ohne zusätzliche Kosten verzichten. Der Antragsteller teilt dem «GRD» seine Entscheidung schriftlich mit. Wenn der Antragsteller sich nicht vor dem Ablauf der Gültigkeitsdauer des Angebots entscheidet, wird davon ausgegangen, dass er auf die Weiterführung des Verfahrens in Bezug auf den Anschlussantrag verzichtet.

**Art. 83** - Die vom «GRD» für die Erstellung der Detailstudie eingegangenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers und werden im von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten anwendbaren Tarif angegeben. Wenn die Detailstudie nur aufgrund der Unmöglichkeit, einen einfachen Anschluss im Sinne des Artikels 49 wegen mit Problemen in Zusammenhang mit der Lage der Verkehrswege im Verhältnis zum Versorgungsnetz vorzunehmen, notwendig gemacht wird, gehen für besagte Studie dem Antragsteller keine Kosten zu Lasten.

*Abschnitt 2.5 — Gewöhnlicher Anschlussvertrag*

**Art. 84** - Der gewöhnliche Anschlussvertrag ist anzuwenden, wenn die beantragte Kapazität höchstens 250 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde beträgt und insbesondere wenn der Anschluss den in Artikel 49 angegebenen Kriterien für einen einfachen Anschluss oder den in Artikel 50 angegebenen Kriterien für einen Standardanschluss genügt, dies unter Vorbehalt der Anwendung des Artikels 88.

**Art. 85** - Vor der Einrichtung von jedem neuen Anschluss, der mit einem in Artikel 84 erwähnten Anschluss verbunden ist, muss ein mit dem «GRD» gemäß dem vom «GRD» veröffentlichten Verfahren abzuschließender gewöhnlicher Anschlussvertrag bestehen.

**Art. 86** - Im gewöhnlichen Anschlussvertrag sind mindestens folgende Elemente enthalten:

- die Identität der Parteien;
- die Angabe der Kontaktpersonen;
- die Annahme des vom «URD» oder für seine Rechnung beim «GRD» gemäß der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung eingereichten Anschlussantrags;
- die in Artikel 14 erwähnten allgemeinen Bedingungen, insbesondere was die Tarife betrifft;
- die Eigentumsgrenzen des «URD» und die entsprechende Zugangsstelle;
- die Durchführungsmodalitäten und die Fristen zur Durchführung des Anschlusses;
- notfalls eine aufhebende Bedingung, die mit dem Erhalt der Genehmigungen und Erlaubnissen verbunden ist, die die Anlagen betreffen, für welche das administrative Verfahren im Gang ist;
- falls der «GRD» eine solche aufhebende Bedingung verweigert, begründet er seine Entscheidung dem Antragsteller und der CWaPE gegenüber;
- die Angabe der Kosten und die Zahlungsmodalitäten (außer bei einem kostenlosen Standardanschluss);
- die Unterschrift beider Parteien.

**Art. 87** - § 1. Innerhalb von drei Werktagen nach einem vom «URD», der zuvor eins der in den Artikeln 71 und 78 § 1 1° erwähnten Angebote erhalten hat, eingereichten Anschlussantrag bietet der «GRD» einen gewöhnlichen Anschlussvertrag an.

§ 2. Wenn ein Anschlussantrag keinen gewöhnlichen Anschlussvertrag innerhalb von 40 Werktagen nach der Zustellung des Angebots in Bezug auf einen Anschlussvertrag zur Folge hat, kann das Verfahren bezüglich des Anschlussantrags vom «GRD» als hinfällig betrachtet werden.

*Abschnitt 2.6 — Vollständiger Anschlussvertrag*

**Art. 88.** § 1. Der vollständige Anschlussvertrag ist anzuwenden, wenn die beantragte Kapazität über 250 m<sup>3</sup>(n) pro Stunde liegt.

§ 2. Jede Partei kann jedoch den Abschluss eines vollständigen Anschlussvertrags für eine Zugangsstelle mit einer kleineren gezeichneten Kapazität verlangen, außer wenn es sich um einen einfachen Anschluss handelt, ohne dass eine Detailstudie unbedingt vorgenommen wird. Die in Artikel 92 erwähnten Fristen bleiben anwendbar, auch wenn keine Detailstudie erfolgt.

**Art. 89** - Vor jedem neuen in Artikel 88 erwähnten Anschluss muss ein mit dem «GRD» gemäß dem vom «GRD» veröffentlichten Verfahren abzuschließender vollständiger Anschlussvertrag bestehen. Das Verfahren Dokument, in dem das Verfahren beschrieben wird, kann beim «GRD» eingesehen werden.

**Art. 90** - § 1. Im vollständigen Anschlussvertrag sind mindestens die folgenden Elemente enthalten:

1. die Komponenten des gewöhnlichen Anschlussvertrags;
2. die Bestimmungen bezüglich der Dauer und der Beendigung des Vertrags;
3. das Druckniveau an den Anschluss- und Zugangsstellen;
4. die Beschreibung des Anschlusses und dessen Trasse sowie der Standort der Zugangsstelle;
5. die eindeutige Identifizierung der Zugangsstelle mittels der EAN-Nummer;
6. die Bestimmungen in Sachen Erreichbarkeit der Anschlussvorrichtungen;
7. die Beschreibung der Anlagen des «URD» (einschließlich der Anlagen, die von der Funktion her Teil des Netzes sind) und insbesondere der angeschlossenen Produktionseinheiten;
8. die spezifischen technischen Bedingungen und Bestimmungen, u.a. die gezeichnete Kapazität, die nützlichen technischen Merkmale des Anschlusses und der Anlagen des «URD», die in die Anschlussvorrichtung zu integrierende Messvorrichtung, die Betreuung, die Wartung, die Anforderungen in Sachen Überwachung und Sicherheit;
9. die Durchführungsmodalitäten und Fristen für die Einrichtung oder die Abänderung des Anschlusses, je nach dem, ob es sich um einen neuen oder einen abzuändernden Anschluss handelt, dies mit Angabe der damit verbundenen Hypothesen;
10. die Bestimmungen bezüglich der gegenseitigen Verantwortungen bzw. der Vertraulichkeit;
11. die Angabe der Kosten und der Zahlungsmodalitäten;
12. die im Falle einer Überschreitung der Anschlussleistung zu treffenden Maßnahmen, die zusätzlich zu der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung bestehen;
13. die Modalitäten in Bezug auf die Unterbrechbarkeit und das Löschen.

**Art. 91** - Die technischen Lösungen und Parameter, die Teil eines Anschlussvertrags sind, können auf begründeten Antrag des «GRD» oder des «URD» mit der Zustimmung der anderen Partei abgeändert werden.

**Art. 92** - § 1. Wenn der «URD» mit einem in Artikel 82 erwähnten Angebot einverstanden ist, erstellt der «GRD» ein Angebot bezüglich eines endgültigen vollständigen Anschlussvertrags innerhalb von 20 Werktagen nach der Einigung und stellt er es dem «URD» zu.

§ 2. Wenn ein Anschlussantrag nicht den Abschluss eines Anschlussvertrags innerhalb von 40 Werktagen nach der Übermittlung des Angebots in Bezug auf einen Anschlussvertrag zur Folge hat, wird das Verfahren bezüglich des Anschlussantrags als hinfällig betrachtet.

Der «GRD» informiert die «CWaPE» über diesen Zustand.

*Abschnitt 2.7 — Durchführung der Anschlussvorrichtung*

**Art. 93** - § 1. Die Anschlussarbeiten werden unter der Verantwortung des «GRD» im Einvernehmen mit dem «URD» durchgeführt.

Ein Teil oder die Gesamtheit der Vorbereitungs- bzw. Endbearbeitungsarbeiten auf einem Privatgrundstück, mit Ausnahme der Durchführung des Anschlusses, kann jedoch vom «URD» durchgeführt werden.

§ 2. Der «URD» beachtet die vom «GRD» empfohlenen Sicherheitsmaßnahmen.

§ 3. Die den Artikeln 16 bis 18 genügenden Bedingungen für den Zugang zu den Anlagen sind während der Durchführung des Anschlusses anwendbar.

§ 4. Der «GRD» sorgt für die Bestimmung der Trasse der Anschlussvorrichtung und für die Art und die Merkmale seiner Bestandteile, um die allgemeine Sicherheit, die Zuverlässigkeit des Anschlusses zu garantieren und die Verbrauchserfassungen, die Kontrolle und die Wartung zu erleichtern.

**Art. 94** - Die im Anschlussvertrag angegebenen Fristen für die Durchführung des Anschlusses berücksichtigen die eventuellen Verstärkungen oder Erweiterungen, die an dem Versorgungsnetz angebracht werden müssen.

**Art. 95** - § 1. Die Personen, die die Anträge auf eine notwendige Genehmigung einreichen, tun dies bei den zuständigen Behörden innerhalb einer Frist, die der Anschlussplanung entspricht, unter Berücksichtigung der bei den zuständigen Behörden geltenden normalen Fristen.

§ 2. Der «GRD» kann nicht für die Folgen einer eventuellen Verspätung oder einer Verweigerung der zuständigen Behörde, die notwendigen Genehmigungen zu erteilen, verantwortlich gemacht werden.

*Abschnitt 2.8 — Inbetriebsetzung einer Zugangsstelle*

**Art. 96** - § 1. Eine Zugangsstelle wird innerhalb von drei Werktagen nach dem Antrag auf Inbetriebsetzung des «URD», der den Bestimmungen der Artikel 97 und 98 genügen kann, in Betrieb gesetzt.

§ 2. Die Kosten für die Inbetriebsetzung der Zugangsstelle gehen zu Lasten des «GRD».

§ 3. Wenn er seinen Antrag einreicht, sorgt der «URD» dafür, dass allen Bedingungen für die tatsächliche Inbetriebsetzung der Zugangsstelle genügt wird. Jede unnötige Fahrt der Dienststellen des «GRD» kann dem «URD» zu Lasten gehen, wenn eine Fahrlässigkeit des «URD» festgestellt wird.

**Art. 97** - Eine Zugangsstelle wird erst dann in Betrieb gesetzt, wenn der bzw. die Lieferant(en) oder der Kunde des «URD» für diese Zugangsstelle im Zugangsregister des «GRD» registriert worden ist bzw. sind und wenn alle Bestimmungen des vorliegenden Kodex eingehalten worden sind.

**Art. 98** - § 1. Vor der Inbetriebsetzung einer Zugangsstelle kann der «GRD» vom «URD» den Beweis fordern, dass seine Anlagen den geltenden gesetzlichen und verordnungsmäßigen Verpflichtungen genügen.

§ 2. Bei der Eröffnung des Gaszählers vergewissert sich der «GRD» gemäß dem geltenden Verfahren davon, dass die Anlage des «URD» den Versorgungsdruck standhält.

§ 3. Ist eine Anlage oder ein Teil einer Anlage des «URD» neu, so muss der Installateur dem «GRD» eine Bescheinigung über die Konformität der Anlage des «URD» mit den Vorschriften der entsprechenden geltenden Normen NBN geben. Diese Bescheinigung besteht aus einer Erklärung in diesem Sinne des Installateurs, d.h. desjenigen, der die Anlage aufgebaut hat, der ein grundsätzliches Schema davon beigefügt wird; diese Bescheinigung muss nach einer Kontrolle an Ort und Stelle durch einen Bericht einer «zugelassenen Kontrolleinrichtung» für gültig erklärt werden. Falls die Anlage von einem «zugelassenen Installateur» aufgebaut wird, wird davon ausgegangen, dass sie den Vorschriften der geltenden Normen NBN genügt; die Gültigkeitserklärung durch eine «zugelassene Kontrolleinrichtung» wird dann von dem «GRD» nicht verlangt.

### KAPITEL III — Abänderung in Bezug auf das Statut oder den Aufbau der bestehenden Anschlussvorrichtungen

#### Abschnitt 3.1 — Übergangsperiode und Regularisierung

**Art. 99** - § 1. Eine Anlage eines «URD», die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung besteht und die deren Vorschriften nicht genügt, kann in dem Zustand, in dem sie sich befindet, benutzt werden, wenn sie keine tatsächliche oder mögliche Gefahr für die Sicherheit darstellt und insofern diese Nichtübereinstimmung den Anlagen des «GRD» oder den Anlagen und/oder der Qualität des bei einem anderen «URD» gelieferten Erdgases nicht grundsätzlich schadet.

§ 2. Der «GRD» kann für Schäden beim «URD», die durch das schlechte Funktionieren der Anlagen des «URD» verursacht werden, nicht verantwortlich gemacht werden, wenn sie der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung nicht genügen oder wenn sie Gegenstand von unangemessenen Handhabungen vom «URD» oder von Dritten sind.

**Art. 100** - § 1. Jede Anlage des «URD», die den Vorschriften der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung nicht genügt und deren Nichtübereinstimmung eine Ursache von Schäden oder Beeinträchtigungen für die Anlagen des «GRD» oder eines bzw. mehrerer «URD» ist, muss innerhalb einer vom «GRD» unter Berücksichtigung der Art und des Umfangs der Schäden oder der Beeinträchtigung bestimmten Frist in Übereinstimmung gebracht werden. Die geschädigten «URD» können den «GRD» um eine Verkürzung dieser Frist bitten. Die betroffenen Parteien verhandeln gutgläubig über eine annehmbare Frist.

§ 2. Während dieser Frist kann der «GRD» nicht für eventuelle Schäden, die die «URD» zu erleiden hatten, verantwortlich gemacht werden, wenn er beweisen kann, dass sie die direkte Folge einer Nichtübereinstimmung der Anlagen eines «URD» mit der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung sind.

§ 3. Die im vorliegenden Artikel erwähnten Anpassungen gehen zu Lasten des «URD», wenn bewiesen wird, dass die Anlagen des «URD» die direkte Ursache des Schadens oder der Beeinträchtigung sind.

§ 4. Wenn der «URD» die im vorliegenden Artikel erwähnten Anpassungen nicht innerhalb der auferlegten Frist durchgeführt hat, wird er vom «GRD» per Einschreiben dazu gemahnt.

§ 5. Unter Vorbehalt anderer Vereinbarungen unter den betroffenen Parteien hat der «GRD» das Recht, den Zugang zu unterbrechen, wenn die Anpassungen nicht innerhalb von zehn Werktagen nach der Zustellung dieser Mahnung durchgeführt worden sind.

**Art. 101** - Bis zur Erstellung von neuen Anschlussverträgen zwischen dem «GRD» und dem «URD» können deren eventuelle vor dem Inkrafttreten der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung abgeschlossene Vereinbarungen anwendbar bleiben, wenn deren eventuelle Nichtübereinstimmung mit der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung keine Gefahr für die Sicherheit oder die Kontinuität des Betriebs des Versorgungsnetzes darstellt. Ist es nicht der Fall, so beraten die Parteien miteinander, um sie so schnell wie möglich den Bestimmungen der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung anzupassen.

#### Abschnitt 3.2 — Anpassung einer Anschlussvorrichtung

**Art. 102.** eder Anpassung einer in Artikel 88 erwähnten bestehenden Anschlussvorrichtung oder einer Anschlussvorrichtung, die aufgrund dieser Anpassung oder der Anpassung ihrer Betriebsart in diese Kategorie fällt, muss ein mit dem «GRD» gemäß dessen Verfahren abzuschließender vollständiger Anschlussvertrag vorangehen.

**Art. 103** - Der «GRD» kann einen Anschlussantrag auferlegen und die Anschlussvorrichtung abändern, wenn größere Abänderungen im Einspeisungs- bzw. Entnahmeprofil im Vergleich zu den beim Anschlussantrag anwendbaren Bedingungen vorkommen oder wenn Anpassungen an Anlagen des «URD» vorgenommen werden, die von der Funktion her Teil des Netzes sind.

**Art. 104** - § 1. Jeder «URD» kann beim «GRD» einen Anschlussantrag einreichen oder einreichen lassen, der eine Anpassung von der bestehenden Anschlussvorrichtung, von Anlagen, die von der Funktion her Teil des Versorgungsnetzes sind, oder von deren jeweiligen Betriebsweise betrifft. Dieser Antrag betrifft ebenfalls die in Artikel 64 erwähnten Informationen.

§ 2. Auf Antrag des «URD» kann der «GRD» annehmen, dass eine in Artikel 102 erwähnte Abänderung als geringfügig betrachtet wird. Diese geringfügige Abänderung wird Gegenstand eines Nachtrags zum Anschlussvertrag sein, ohne dass eine zusätzliche Studie erfolgen muss.

**Art. 105** - Jede Abänderung in bzw. an einem Raum, in dem der Anschluss auch nur teilweise befindlich ist, die eine Auswirkung auf die Erreichbarkeit oder die Sichtbarkeit des Anschlusses hat, kann nur in Konzertierung mit dem «GRD» durchgeführt werden. Eine Überwachung des Anschlusses muss immer möglich sein.

*Abschnitt 3.3 — Abschaffung einer Anschlussvorrichtung*

**Art. 106** - § 1. Jede Anschlussvorrichtung kann auf schriftlichen Antrag des Eigentümers des betroffenen Gutes entfernt werden, wenn kein «URD» sie noch benutzt.

§ 2. Die Kosten für die Beseitigung einer Anschlussvorrichtung sowie die Kosten für die Wiederherstellung in den ursprünglichen Zustand der Räumlichkeiten, privaten Wege und Grundstücke gehen zu Lasten des Eigentümers des betroffenen Gutes.

**Art. 107** - Innerhalb der Grenzen der in Artikel 14 erwähnten allgemeinen Bedingungen und unter der Bedingung, dass er den «URD» oder den Eigentümer des betroffenen Gutes zuvor informiert und anhört, hat der «GRD» das Recht jede Anschlussvorrichtung, die seit über einem Jahr nicht mehr benutzt wird, zu beseitigen oder abzuschalten. Wenn der «URD» oder der Eigentümer des betroffenen Gutes diese Anschlussvorrichtung für die Durchführung von geplanten Projekten behalten möchte, beteiligt er sich an den Unterhaltskosten gemäß mit dem «GRD» zu vereinbarenden Modalitäten.

*Abschnitt 3.4 — Eigentums- oder Verwendungsübertragung*

**Art. 108** - § 1. Bei einer Eigentums- bzw. Verwendungsübertragung von beweglichen oder unbeweglichen Gütern, für die die Anschlussvorrichtung in Betrieb ist, schließt der Übernehmer sofort einen neuen Anschlussvertrag mit dem «GRD» ab, ohne dass die Anschlussvorrichtung in der Zwischenzeit und aus diesem einzigen Grund außer Betrieb gesetzt wird. Der bestehende Anschlussvertrag bleibt anwendbar so lange die Eigentums- oder Verwendungsübertragung dem «GRD» nicht zugestellt worden ist.

§ 2. Im Falle einer solchen Übertragung wird eine Außerbetriebsetzung erst nach einer begründeten Inverzugsetzung, die mit einer vernünftigen Regularisierungsfrist versehen ist, vom «GRD» durchgeführt werden können.

**TITEL IV — Zugangsordnung****KAPITEL I — Bezeichnung des Lieferanten**

**Art. 109** - Der Anwendungsbereich der vorliegenden Zugangsordnung ist auf «URD» begrenzt, die Erzeuger, Lagerungsunternehmen oder Endkunden sind. Sie ist nicht auf «URD» anwendbar, die Versorgungs- oder Transportnetze sind (die sie betreffenden entsprechenden Vorschriften sind Gegenstand der Zusammenarbeitsordnung).

**Art. 110** - § 1. Der in Artikel 109 erwähnte «URD» wählt für jede Zugangsstelle und für einen Zeitraum von mindestens einem Monat einen Lieferanten (oder mehrere Lieferanten, wenn er dem Kriterium von Artikel 155 genügt) aus, der Inhaber einer gültigen Versorgungslizenz ist. Er schließt einen Vertrag mit ihm (ihnen) ab. Falls der «URD» mehrere Lieferanten zugleich auswählt, reicht er den Zugangsantrag selbst ein, außer wenn er mit einem der Lieferanten die notwendigen Vereinbarungen abschließt, damit dieser der einzige Ansprechpartner des «GRD» ist, um die zur richtigen Anwendung der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung notwendigen Informationen auszutauschen. Dieser Lieferant wird im weiteren Teil der «R.T.GAZ»-Regelung «der Lieferant» genannt.

§ 2. Falls der «URD» den Zugangsantrag selbst einreicht, sind in Anwendung des § 1 die zutreffenden Bestimmungen, die in diesem Rahmen den Lieferanten durch die «R.T.GAZ»-Regelung auferlegt werden, auf diesen «URD» anwendbar.

**Art. 111** - Der «GRD» führt ein Zugangsregister, in dem der Lieferant, der Benutzer des Transportnetzes und der «URD» pro mittels einer EAN-GSRN-Nummer identifizierte Zugangsstelle angegeben werden.

**Art. 112** - § 1. Jeder Lieferantenwechsel muss dem «GRD» mindestens einen Monat im Voraus vom neuen Lieferanten gemeldet werden. Der vorige Lieferant wird vom «GRD» über diesen Wechsel informiert. Die betroffenen Lieferanten bestätigen diesen Wechsel ihren jeweiligen Transportnetzbenutzern.

§ 2. Jeder Wechsel des Transportnetzbenutzers muss dem «GRD» mindestens einen Monat im Voraus vom betroffenen Lieferanten gemeldet werden.

§ 3. Wenn ein Lieferant und/oder ein Transportnetzbenutzer seine Tätigkeit einstellt, muss der betroffene Lieferant dies dem «GRD» mindestens einen Monat im Voraus melden. Die betroffenen Lieferanten bestätigen diese Einstellung ihren jeweiligen Transportnetzbenutzern.

**Art. 113** - Im dem UN/EDIFACT-Protokoll beigefügten Benutzerhandbuch werden die Sequenz der Meldungen für jedes Abänderungsverfahren, die Form und der Inhalt der Meldungen sowie die Modalitäten zur Annullierung einer angekündigten Abänderung beschrieben.

**KAPITEL II — Zugangsverfahren***Abschnitt 2.1 — Antrag auf Zugang beim «GRD»*

**Art. 114** - § 1. Der Zugang zum Versorgungsnetz kann nur nach dem Abschluss eines Zugangsvertrags zwischen dem Lieferanten und dem «GRD» erhalten werden. Jedem Zugangsvertrag muss ein vom «GRD» zu genehmigender Antrag auf Zugang vorangehen.

§ 2. Die in Artikel 109 erwähnten «URD» können den Zugang zum Versorgungsnetz des «GRD» (und daher im Zugangsregister mit Angabe ihres jeweiligen Lieferanten) nur dann erhalten, wenn:

- diese «URD» zulässige Verbraucher sind, wenn sie Endkunden sind;
- ein Anschlussvertrag für jeden betroffenen Anschluss mit dem «GRD» abgeschlossen wird;
- ein Zugangsvertrag zwischen dem «GRD» und dem Lieferanten eines jeden «URD» abgeschlossen wird;
- ihre jeweiliger Lieferant über eine Vereinbarung in Bezug auf den Transport auf dem betroffenen Transportnetz oder eine Vereinbarung mit einem Benutzer des Transportnetzes verfügt.

**Art. 115** - Jeder Lieferant kann beim «GRD» einen Zugangsantrag für eine oder mehrere Zugangsstellen einreichen.

**Art. 116** - Jeder Zugangsantrag wird gemäß dem Verfahren des «GRD» eingereicht. Unbeschadet des Artikels 117 bestimmt dieses Verfahren die Bedingungen, denen ein Zugangsantrag genügen muss, um vom «GRD» zugelassen zu werden.

**Art. 117** - Ein Zugangsantrag enthält u.a. folgende Elemente:

1. die Identität des Lieferanten (Name, Anschrift, MWSt-Nummer, Handelsregisternummer, EAN-GLN-Nummer,...);
2. das beantragte Anfangsdatum und die beantragte Dauer für den Zugang zum Netz des «GRD»;
3. die Art der Benutzung des Gases und das Verbrauchsprofil;
4. die angeschlossene Produktionseinheiten und deren hauptsächlichlichen Merkmale;
5. Der Benutzer des Transportnetzes, mit dem der Lieferant zusammenarbeitet, und dessen Übereinstimmung mit den Zulassungskriterien.

**Art. 118** - Bevor er einen Zugangsantrag genehmigt, prüft der «GRD», ob die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- der Lieferant verfügt über eine gültige Versorgungslizenz;
- der Zugangsantrag ist zulässig;
- die gewünschte Kapazität ist mit der an der betroffenen Zugangsstelle verfügbaren Kapazität vereinbar;
- der Benutzer des Transportnetzes ist im Register der Benutzer des Transportnetzes des Transportunternehmens aufgeführt.

Jeder Lieferant kann einen Zugangsvertrag mit dem «GRD» abschließen, wenn sein Zugangsantrag genehmigt wird.

#### *Abschnitt 2.2 — Zugangsvertrag mit dem «GRD»*

**Art. 119. § 1.** Der Zugangsvertrag ist ein Rahmenvertrag, der zusätzlich zu den allgemeinen Bestimmungen, für welche in der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung verwiesen wird, die folgenden Elemente enthält:

1. die Identität der betroffenen Parteien (Name, Anschrift, Identifizierungsnummern (MWSt, Handelsregister), EAN-GLN-Nummer,...);
2. die Bezeichnung der Kontaktpersonen;
3. Bestimmungen in Bezug auf die Vertraulichkeit, die gegenseitigen Verantwortungen;
4. das Inkrafttretedatum und die Dauer des Zugangsvertrags;
5. die Modalitäten in Bezug auf die eventuellen Abänderungen der gezeichneten Kapazität;
6. die Zahlungsmodalitäten und die eventuellen finanziellen Garantien.

§ 2. Erweiterungsfähige Anlagen zum in § 1 erwähnten Rahmenvertrag sind Letzterem beigelegt. Sie betreffen mindestens:

1. die Modalitäten in Bezug auf die Unterbrechbarkeit oder das Löschen, die eventuell für jede Zugangsstelle vereinbart sind;
2. die Liste der Zugangsstellen (EAN-GSRN-Nummern) mit der Angabe der gezeichneten Kapazität und dem Zugangszeitraum für die gezeichnete Kapazität;
3. die je Zugangsstelle angeschlossenen Produktionseinheiten (mit Angabe der stündlichen Abflussmenge bei Höchstleistung und der Dauer der erwarteten Produktion); wenn für eine bestimmte Zugangsstelle sowohl eine Gaseinspeisung als auch eine Gasentnahme seitens einer angeschlossenen Produktionseinheiten erfolgen können, ist es angebracht, eine gezeichnete Kapazität sowohl für die Einspeisung als auch für die Entnahme für den betroffenen Zeitraum anzugeben;
4. die vom «GRD» auf der Grundlage der Information der «URD» zugeteilten jährlichen Benutzungsprofile;
5. Je Zugangsstelle den (die) Benutzer des Transportnetzes, mit dem (denen) der Lieferant zusammenarbeitet.

Diese Anlagen werden auf punktuelle Weise mittels Nachträgen je nach der Entwicklung der darin enthaltenen Angaben angepasst.

#### *Abschnitt 2.3 — Erklärungen und Garantien des Lieferanten*

**Art. 120 - § 1.** Um das Gleichgewicht des Versorgungsnetzes zu erhalten, muss jeder Lieferant während der in Artikel 131 bestimmten Grundperiode über das Transportnetz, (gegebenenfalls) das bzw. die miteinander verbundene(n) Versorgungsnetz(e) und die Empfangsstationen soviel Gas einspeisen, wie den «URD», für welche er Zugangsverträge abgeschlossen hat, geliefert wird.

§ 2. Wenn der Lieferant mit einem Benutzer des Transportnetzes zusammenarbeitet, schließt er mit Letzterem einen Zusammenarbeitsvertrag ab, in dem die gegenseitigen Verantwortungen deutlich abgegrenzt und genau beschrieben werden.

**Art. 121** - Der Lieferant erklärt und garantiert dem «GRD», dass alle von ihm vorgesehenen Entnahmen oder Einspeisungen ab dem Inkrafttretedatum des Zugangsvertrags und für dessen ganze Dauer mittels eines Lieferungsvertrags gedeckt sind bzw. gedeckt sein werden.

**Art. 122** - Was den Zugang zu anderen Versorgungsnetzen und zum Transportnetz betrifft, erklärt und garantiert der Lieferant dem «GRD», dass er alle zur Deckung des Zugangs notwendigen Verträge für alle seine Einspeisungen und Entnahmen abschließen wird. Dadurch enthebt der Lieferant den «GRD» von jeder Verantwortung in Bezug darauf.

**Art. 123** - Der Lieferant informiert den «GRD» sofort, wenn eine oder mehrere erwähnten Erklärungen oder Garantien fällig werden.

### *KAPITEL III — Unterbrechung oder Verweigerung des Zugangs zum Versorgungsnetz*

#### *Abschnitt 3.1 — Geplante Unterbrechung des Zugangs*

**Art. 124 - § 1.** Der «GRD» hat das Recht, den Zugang zum Versorgungsnetz nach Beratung mit den betroffenen «URD» zu unterbrechen, wenn Arbeiten am Versorgungsnetz oder an den Anschlussvorrichtungen aufgrund der Sicherheit, der Zuverlässigkeit und/oder der Wirksamkeit des Versorgungsnetzes oder des Anschlusses erforderlich sind.

§ 2. Außer im Notfall informiert der «GRD» den an das Versorgungsnetz angeschlossenen «URD» sowie seinen Lieferanten mindestens fünf Werktage im Voraus über den möglichen Beginn und die mögliche Dauer einer Unterbrechung.

### *Abschnitt 3.2 — Ungeplante Unterbrechung des Zugangs*

**Art. 125** - Unbeschadet der Bestimmungen von Titel I, Kapitel 5 der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung und im Falle einer ungeplanten Unterbrechung des Zugangs zum Versorgungsnetz:

— informiert der «GRD» den «URD» oder seinen Lieferanten so schnell wie möglich über das Problem und dessen mögliche Dauer;

— Auf Antrag des «URD» oder seines Lieferanten gibt der «GRD» innerhalb von zehn Werktagen eine ausführliche Erklärung in Bezug auf diese Unterbrechung ab;

— die CWaPE ist berechtigt, jegliche zusätzliche Information anzufordern.

### *Abschnitt 3.3 — Verweigerung des Zugangs*

**Art. 126** - Unter Vorbehalt der Anwendung der gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen, die insbesondere in Sachen Verpflichtungen öffentlichen Dienstes anwendbar sind, hat der «GRD» das Recht, den Zugang zu seinem Versorgungsnetz vollständig bzw. teilweise zu verweigern:

— im Notfall;

— wenn ein «URD» seine finanziellen Verpflichtungen dem «GRD» gegenüber nicht einhält;

— wenn der Lieferant eines «URD», der kein Haushaltskunde ist, seine finanziellen Verpflichtungen nicht einhält;

— wenn kein Lieferant vom «URD» für einen bestimmten Zeitraum bezeichnet wird;

— wenn der «GRD» der Meinung ist, dass eine ernste Gefahr besteht, dass das richtige Funktionieren des Versorgungsnetzes und/oder die Sicherheit der Personen oder des Materials gefährdet sind;

— wenn die vertraglich vereinbarten Grenzen der gezeichneten Kapazität auf wiederholte und bedeutsame Weise überschritten werden oder wenn die Unausgewogenheit zwischen der Einspeisung des Lieferanten und der Entnahme des «URD» Gleichgewichtsverluste zur Folge hat.

## *KAPITEL IV — Einspeisungs- bzw. Entnahmeprogramm*

**Art. 127** - § 1. Wenn der «GRD» es als notwendig betrachtet, kann er täglich für bestimmte Zugangsstellen (je nach dem Umfang der entnommenen oder eingespeisten Kapazität und/oder auf der Grundlage von anderen objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien) von der Partei, die einen Zugangsvertrag abschließt, ein Einspeisungs bzw. Entnahmeprogramm verlangen. Für diese Zugangsstellen kann er auch von dieser Partei Jahresprognosen verlangen.

§ 2. Wenn die den Zugangsvertrag abschließende Partei vorsieht, dass das tatsächliche Entnahme- bzw. Einspeisungsprofil vom vorgelegten Einspeisungs- bzw. Entnahmeprogramm oder von den mitgeteilten Prognosen abweichen wird, informiert sie den «GRD» sofort über diese Änderung.

## *TITEL V — Mess- und Zählungsordnung*

### *KAPITEL I — Allgemeines*

**Art. 128.** Die Mess- und Zählungsordnung beschreibt die Rechte und Pflichten des «GRD» und der anderen Parteien, die einerseits durch die Zurverfügungstellung, Einrichtung, Benutzung und Wartung der Mess- oder Zählvorrichtungen und andererseits durch die Erhebung, Bearbeitung und Zurverfügungstellung der Mess- oder Zählraten betroffen sind.

**Art. 129** - Außer der in Artikel 190 erwähnten Ausnahme enthält jede Zugangsstelle zum Versorgungsnetz eine Zählvorrichtung, um die Entnahme bzw. die Einspeisung von Gas aus dem bzw. in das Versorgungsnetz an dieser Zugangsstelle zu bestimmen.

**Art. 130** - § 1. Die Zählvorrichtungen und die Mess- bzw. Zählraten haben zum Zweck, die Fakturierung der ausgetauschten Energiemengen sowie die auf den eingespeisten bzw. entnommenen Mengen basierenden Abrechnungen zwischen Marktbeteiligten vornehmen zu können. Sie sind die Grundlage, die eine gute Verwaltung des Versorgungsnetzes ermöglicht.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Abrechnungen basieren auf mit Grundperioden verbundenen Messungen. Diese Messungen werden je nach der Art des Anschlusses direkt der Zählvorrichtung entnommen oder sind das Ergebnis der Anwendung von Musterprofilen auf diese Mess- bzw. Zählraten.

**Art. 131** - Die in Artikel 130, § 2 erwähnte Grundperiode beträgt eine Stunde.

**Art. 132** - § 1. Der «GRD» ist für das Versorgungsnetz, wo er als Verwalter installiert ist, allein berechtigt, Zählvorrichtungen in seinem Versorgungsnetz zur Verfügung zu stellen, sie zu installieren, zu erweitern, zu warten und zu betreiben.

§ 2. Ist es zwischen den Parteien nicht anders vereinbart worden, so ist der «GRD» der Eigentümer der Zählvorrichtung.

**Art. 133** - § 1. Der «GRD» ist für das Sammeln, die Validation, die Zurverfügungstellung und die Archivierung der Mess- bzw. Zählraten verantwortlich. Bei der Durchführung dieser Aufgabe wendet er objektive und nicht diskriminierende Kriterien an. Die betroffenen Parteien treffen außerdem die notwendigen Maßnahmen, damit die anwendbaren Regeln in Sachen Vertraulichkeit eingesetzt werden.

§ 2. Für die Erfassung der Mess- bzw. Zählraten darf der «GRD» nur Personen heranziehen, die weder Erzeuger, noch Inhaber einer Versorgungslizenz, noch Zwischenhändler sind; mit diesen Personen verbundene Unternehmen dürfen auch nicht herangezogen werden.

**Art. 134** - § 1. Der «URD» muss auf Antrag über die Verwendung der ihn betreffenden Daten informiert werden.

§ 2. Zu jeder Zeit hat der «URD» das Recht, alle Mess- bzw. Zählraten in Bezug auf seine Zugangsstelle, die im Raum der Zählvorrichtung verfügbar sind, einzusehen (passives Lesen ohne jegliche andere Handhabung). Falls die Zählvorrichtung sich aus von beiden Parteien angenommenen technischen Gründen an einem anderen, dem «URD» nicht direkt zugänglichen Ort befindet, wendet sich der «URD» an den «GRD», der ihm den Zugang innerhalb einer vernünftigen Frist ermöglichen wird.

§ 3. Zu jeder Zeit erlaubt der «GRD» dem «URD», der dies beantragt, über alle Mess- und Zähl­daten in Bezug auf seine Zugangs­stelle gemäß einem zwischen den Parteien zu vereinbarenden Informationsübertragungssystem zu verfügen.

§ 4. Auf Antrag des «URD» übermittelt der «GRD» die für die Auslegung der Mess- bzw. Zähl­daten und für die Kontrolle der Energieströme notwendigen Informationen.

#### KAPITEL II — Bestimmungen bezüglich der Zähl­vorrichtungen

##### Abschnitt 2.1 — Allgemeine technische Vorschriften

**Art. 135** - Die in der Zähl­vorrichtung verwendeten Messinstrumente sowie deren Einsetzung müssen den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften, einschließlich der von der Dienst­stelle für Messtechnik des föderalen Ministeriums für Wirtschaftsangelegenheiten stammenden Rundschreiben, und den Anforderungen der auf die Zähl­vorrichtungen oder deren Bestandteile anwendbaren geltenden Normen genügen.

**Art. 136** - Eine so wie in Artikel 2, 17<sup>o</sup> bestimmte Zähl­vorrichtung kann zusätzliche, integrierte oder nicht integrierte Ausrüstungen wie Datenerfassungssysteme, Kommunikationsausrüstungen, Drucker, usw. enthalten.

**Art. 137** - Der «URD» und der «GRD» sind berechtigt, alle Ausrüstungen, die sie als nützlich betrachten, um der in Artikel 144 erwähnten Genauigkeit der Zähl­vorrichtung zu entsprechen, in ihren Anlagen auf ihre Kosten zu installieren. Eine solche Mess­vorrichtung, die eventuell dem «GRD» gehört, muss den Vorschriften der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung genügen.

**Art. 138** - § 1. Wenn ein «URD», insbesondere um den besonderen Anforderungen in Sachen Genauigkeit in Bezug auf das Verfahren zur Erteilung von grünen Bescheinigungen zu genügen, zusätzliche Mess­vorrichtungen in die mit seiner Zugangs­stelle verbundene Zähl­vorrichtung integrieren möchte, muss er sich an den «GRD» wenden. Auf der Grundlage von objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien wird der «GRD» beschließen, ob diese Anbringung durchgeführt werden kann, ohne dass die korrekte Durchführung seiner Aufgabe als «GRD» beeinträchtigt wird. Ist die Bewertung positiv, so wird der «GRD» die Anbringung durchführen. Diese Ausrüstungen müssen den Vorschriften der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung genügen und dürfen den hauptsächlichen Messvorgang nicht beeinflussen.

§ 2. Alle mit diesen zusätzlichen Ausrüstungen verbundenen Kosten werden vom «URD» getragen, der sie beantragt hat.

**Art. 139** - Der «GRD» ist berechtigt, der Messausrüstung jedes Gerät, das er für die Durchführung seiner Aufgabe als nützlich betrachtet, u.a. im Hinblick auf die Messung von einwandfreien Indikatoren, beizufügen.

##### Abschnitt 2.2 — Standort der Zähl­vorrichtung

**Art. 140** - Die Zähl­vorrichtung wird in unmittelbarer Nähe der Zugangs­stelle installiert.

**Art. 141** - Der «URD» sorgt dafür, dass die Zähl­vorrichtung keinen Stößen, Vibrationen, extremen Temperaturen, keiner übermäßigen Temperatur und im Allgemeinen nichts, was sie beschädigen oder stören kann, unterzogen wird.

##### Abschnitt 2.3 — Siegel

**Art. 142** - Der für die Messtechnik verwendete Teil der Zähl­vorrichtung wird von der gesetzlich zuständigen Behörde versiegelt.

**Art. 143** - § 1. Die Verbindung der Zähl­vorrichtung mit dem Anschluss wird vom «GRD» versiegelt.

§ 2. Die Siegel dürfen nur vom «GRD» oder nach vorheriger schriftlicher Zustimmung des «GRD» gebrochen bzw. entfernt werden.

##### Abschnitt 2.4 — Anforderungen in Sachen Genauigkeit

**Art. 144** - Die Anforderungen in Sachen Genauigkeit der Zähl­vorrichtung genügen der geltenden Gesetzgebung, unter der insbesondere der königliche Erlass vom 20. Dezember 1972 über die Gaszähler und seine aufeinanderfolgenden Abänderungen stehen.

##### Abschnitt 2.5 — Pannen und Fehler

**Art. 145** - § 1. Unter Vorbehalt anderer Vereinbarungen im Anschlussvertrag sorgt der «GRD» dafür, dass eine Panne der Zähl­vorrichtung (mit Ausnahme der Datenübertragung) so schnell wie möglich behoben wird.

§ 2. Wenn der Gasstrom infolge einer Panne der Zähl­vorrichtung unterbrochen wird, setzt der «GRD» alle möglichen Mittel ein, um ihn wiederherzustellen.

§ 3. Wenn die Panne aufgrund höherer Gewalt nicht schnell behoben werden kann, trifft der «GRD» alle notwendigen Maßnahmen, um den Verlust der Mess- bzw. Zähl­daten zu begrenzen, und teilt dem «URD» die mögliche Dauer der Panne mit.

§ 4. Die eine für die Erteilung von grünen Bescheinigungen verwendete Zähl­vorrichtung betreffenden Pannen werden so schnell wie möglich vom «GRD» der CWaPE gemeldet.

**Art. 146** - Ein Fehler in einer Mess- bzw. Zähl­angabe wird als bedeutsam betrachtet, wenn er bedeutsamer ist als das, was aufgrund der in Artikel 144 erwähnten Anforderungen in Sachen Genauigkeit erlaubt ist.

**Art. 147** - § 1. Ein «URD» oder ein Lieferant, der einen bedeutsamen Fehler in den Mess- bzw. Zähl­daten vermutet, informiert unverzüglich den «GRD» und kann diesen schriftlich um eine Kontrolle der Zähl­vorrichtung bitten. Der «GRD» plant dann so schnell wie möglich die Durchführung eines Testprogramms.

§ 2. Wenn ein bedeutsamer Fehler, der insbesondere auf einen Defekt oder eine Ungenauigkeit der Zähl­vorrichtung zurückzuführen ist, festgestellt wird, sucht der «GRD» nach dessen Ursache und behebt diesen Fehler so schnell wie möglich. Notfalls nimmt er eine Eichung vor.

§ 3. Der «GRD» trägt die mit den im vorliegenden Artikel erwähnten Aktionen verbundenen Kosten, wenn ein bedeutsamer Fehler festgestellt werden kann. Im gegenteiligen Fall gehen sie zu Lasten des Antragstellers gemäß einem Tarif, von dem er zuvor in Kenntnis gesetzt wird.

##### Abschnitt 2.6 — Wartung und technische Kontrollen

**Art. 148** - Der «GRD» wartet die Zähl­vorrichtung so, dass sie den Anforderungen der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung und der geltenden Gesetzgebung genügt.

**Art. 149** - Die technische Kontrolle der Zählvorrichtung genügt den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften, einschließlich der von der Dienststelle für Messtechnik des föderalen Ministeriums für Wirtschaftsangelegenheiten stammenden Rundschreiben.

*Abschnitt 2.7* — Administrative Verwaltung der technischen Angaben, die keine Mess- bzw. Zählraten sind

**Art. 150** - § 1. Der «GRD» ist für die weitere Bearbeitung und die Archivierung der administrativen Daten verantwortlich, die für eine gute Verwaltung der Messvorrichtungen erforderlich sind, und der geltenden gesetzlichen Kontrollen (u.a.: Personalien des Herstellers, Typ, Herstellungsnummer, Baujahr).

§ 2. Der «URD», der die seine Zugangsstelle betreffende Zählvorrichtung im Rahmen eines Verfahrens zur Erteilung von grünen Bescheinigungen benutzen möchte, informiert den «GRD» davon. Der «GRD» registriert diese Information, so dass den diesbezüglichen Bestimmungen der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung genügt werden kann.

### KAPITEL III — Bestimmungen in Bezug auf die Mess- bzw. Zählraten

#### *Abschnitt 3.1* — Gemessene und berechnete Benutzungsprofile

**Art. 151** - § 1. Es werden zwei Arten von Benutzungsprofilen unterschieden:

— gemessene Benutzungsprofile: sie werden auf der Grundlage der Erfassung durch die Zählvorrichtung der entnommenen bzw. eingespeisten Gasmenge für jede Grundperiode erstellt.

— berechnete Benutzungsprofile: sie werden auf der Grundlage der Erfassung von periodischen Messungen der Zählvorrichtung, von Temperaturdaten und von der Anwendung eines für jede Zugangsstelle erteilten synthetischen Benutzungsprofils erstellt.

§ 2. Für alle Zugangsstellen, wo ein gemessenes Benutzungsprofil per Fernablesen erfasst wird, dient dieses als Grundlage für das in Abschnitt 3.6 des vorliegenden Titels erwähnte Zuteilungs- bzw. Ausgleichungsverfahren.

§ 3. Wenn die gemessenen Benutzungsprofile nicht verfügbar sind, sind die berechneten Benutzungsprofile anwendbar.

**Art. 152** - Für die Kunden, deren Verbrauch mittels berechneter Benutzungsprofile geschätzt wird, organisiert der Lieferant die Gaseinspeisung, die dem Verbrauch entspricht, der sich aus der relevanten Benutzung der verfügbaren berechneten Benutzungsprofile ergibt. So erfüllt er, was dieses Segment seiner Kundschaft betrifft, seine Verpflichtungen in Sachen Gleichgewicht der Netze.

#### *Abschnitt 3.2* — Sonderbestimmungen in Bezug auf das gemessene Benutzungsprofil

**Art. 153** - Für die Zählvorrichtungen, die Zugangsstellen von bestehenden Anschlüssen betreffen, deren jährliche Benutzung über eine Million  $m^3(n)$  beträgt, und unter Berücksichtigung der in Artikel 180 erwähnten Übergangsbestimmungen muss das Benutzungsprofil per Fernablesen registriert werden. Für kleinere Verwendungen betreffende Zählvorrichtungen, kann der «GRD» auf Antrag des «URD» oder des Lieferanten und gemäß zu vereinbarenden Modalitäten die Erfassung per Fernablesen installieren.

**Art. 154** - Für die Einrichtung neuer Anschlussvorrichtungen mit einer jährlichen Benutzung über 1 Million  $m^3(n)$  oder für deren Anpassung installiert der «GRD» an der Zugangsstelle eine Zählvorrichtung mit einer Erfassung per Fernablesen.

**Art. 155** - Falls der «URD» mehrere Lieferanten zugleich auswählt, muss sein Benutzungsprofil per Fernablesen registriert werden.

**Art. 156** - § 1. Die Erfassung der Mess- bzw. Zählraten erfolgt in Übereinstimmung mit dem vom «GRD» erstellten Kommunikationsprotokoll.

§ 2. Eine wie in Artikel 131 definierte Grundperiode wird mit dem Gastag verbunden. Die erste Grundperiode eines Tages fängt daher um 6 Uhr Lokalzeit an.

§ 3. Der absolut betrachtete Zeitunterschied, der zwischen dem Anfang (oder dem Ende) einer Grundperiode, so wie sie durch die Zählvorrichtung geachtet wird, und dem Anfang (oder dem Ende) dieser selben Periode, die ab der verwendeten Referenz der absoluten Zeit gezählt wird, gemessen wird, darf 10 Sekunden nicht überschreiten.

**Art. 157** - Unter Einhaltung der Bestimmungen des Anschlussvertrags registriert die Zählvorrichtung die folgenden Daten je Messperiode:

- die Identifizierung der Messperiode
- die entnommene und/oder eingespeiste Gasmenge.

**Art. 158** - Um das Fernablesen der Zählvorrichtung möglich zu machen, sorgt der «GRD» auf der Grundlage von technischen und wirtschaftlichen Kriterien für die Durchführung der geeignetsten Telekommunikationsverbindung.

#### *Abschnitt 3.3* — Sonderbestimmungen in Bezug auf das berechnete Benutzungsprofil

**Art. 159** - § 1. Die synthetischen Benutzungsprofile teilen eine Fraktion der jährlichen Entnahme bzw. Einspeisung jeder so wie in Artikel 131 bestimmten Grundperiode auf der Grundlage von statistischen Daten zu. Unbeschadet der Zuständigkeiten der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission wird ihre Erstellung von der Figaz je nach dem Typ der Zugangsstelle vorgenommen. Sie werden in genügender Anzahl definiert, um eine korrekte Bewertung der Gasströme zu ermöglichen. Diese Profile werden der CWaPE, die deren Verbreitung sichert, vorgelegt.

§ 2. Auf der Grundlage der periodischen Erfassung der Mess- und Zählraten werden die synthetischen Benutzungsprofile angepasst.

§ 3. Die Einsetzung der synthetischen Benutzungsprofile für die Gewährung der berechneten Benutzungsprofile wird im Handbuch des Protokolls, das vom «GRD» erstellt wird, beschrieben.

#### *Abschnitt 3.4* — Verarbeitung der Mess- und Zählraten

**Art. 160** - Insbesondere auf der Grundlage der von den Transportunternehmen erhaltenen Daten bestimmt der «GRD» die Umsetzung der Gasmenge in Energie (kWh) mit dem durch die geltenden Regelungen und Normen erforderten Genauigkeitsgrad.



**Art. 161** - Der «GRD» setzt die in Artikel 157 erwähnten Daten in elektronische Form um und fügt ihnen die folgenden Daten bei:

- die Identifizierung der Zugangsstelle;
- der Standort der Zählvorrichtung;
- die Identifizierung des Lieferanten und gegebenenfalls des Benutzers des Transportnetzes.

**Art. 162** - Die Verarbeitung der Daten muss so erfolgen, dass der in Artikel 160 erwähnte Genauigkeitsgrad dieser Daten nicht beeinträchtigt wird.

#### *Abschnitt 3.5 — Unverfügbare oder unzuverlässige Daten*

**Art. 163** - § 1. Wenn der «GRD» nicht über richtige Mess- bzw. Zähldaten verfügen kann oder wenn er der Meinung ist, dass die verfügbaren Ergebnisse fehlerhaft oder unzuverlässig sind, werden die betroffenen Mess- bzw. Zählergebnisse im Validationsverfahren durch Werte ersetzt, die er auf der Grundlage von objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien als angemessen betrachtet.

Wenn sie eine für die Erteilung von grünen Bescheinigungen verwendete Zählvorrichtung betreffen, begründet der «GRD» diese Werte, die er dem «URD» und der CWaPE übermittelt.

§ 2. Die unzuverlässigen oder fehlerhaften Daten werden auf der Grundlage einer oder mehrerer Schätzungsverfahren korrigiert, wie z.B.:

- die redundanten Daten;
- die anderen Daten, die der betroffenen «URD» zur Verfügung hat;
- der Vergleich mit Daten von einer als vergleichbar betrachteten Periode.

§ 3. Wenn bei der Validation der Mess- bzw. Zähldaten hervorgeht, dass eine zusätzliche physische Zählererfassung von Nöten ist, sind die in den Abschnitten 3.7 und 3.8 der vorliegenden Ordnung erwähnten und die Übertragung der für gültig erklärten Daten betreffenden Fristen ab dem Tag dieser zusätzlichen Erfassung anwendbar.

**Art. 164** - Nach Anwendung der Bestimmungen von Artikel 163 kann der «GRD» gegebenenfalls die Mess- und Zähldaten jeder Form von Kontrolle, die er als nützlich betrachtet, im Hinblick auf deren tatsächliche Validation unterziehen.

#### *Abschnitt 3.6 — Zuteilung und Ausgleichung*

**Art. 165** - § 1. Je zugelassene Empfangsstation und je Grundperiode wird eine rückständige Gasmenge (weiter unten «Rückstand») berechnet, die als die Differenz zwischen der in das Versorgungsnetz eingespeisten gemessenen Gasmenge und der Schätzung der Menge, die beim Addieren der sich aus den gemessenen und berechneten Benutzungsprofilen ergebenden Mengen erhalten wird, definiert wird. Dieser Rückstand wird je zugelassene Empfangsstation und je Grundperiode den Lieferanten im Verhältnis zu der Summe der berechneten Benutzungsprofile ihrer jeweiligen «URD» gemäß der von der CWaPE angenommenen Zuteilungsmethodologie zugeteilt.

§ 2. Unter Berücksichtigung der Ergebnisse der Zuteilung des Rückstands teilt der «GRD» jedem Lieferanten je zugelassene Empfangsstation und je Grundperiode die seinen «URD» gelieferte Energie zu.

**Art. 166** - Die in Artikel 165 erwähnte Zuteilung der Energie unter die Lieferanten muss monatlich auf der Grundlage der während dieses Monats an den Zugangsstellen erfassten tatsächlichen Benutzungen korrigiert werden, dies gemäß der von der CWaPE angenommenen Methodologie der monatlichen Ausgleichung.

**Art. 167** - Die endgültige Ausgleichung eines Monats erfolgt je zugelassene Empfangsstation spätestens fünfzehn Monate nach diesem Monat. Zu dieser Gelegenheit wird der endgültige Rückstand dieses Monats gemäß der von der CWaPE angenommenen Methodologie der endgültigen Ausgleichung bestimmt. Dieser endgültige Rückstand geht zu Lasten der betroffenen «GRD».

#### *Abschnitt 3.7 — Mess- bzw. Zähldaten, die im Falle von gemessenen Benutzungsprofilen zur Verfügung zu stellen sind*

**Art. 168** - § 1. Ab dem 1. November 2004 stellt der «GRD» jedem Lieferanten für alle ihn betreffenden Zugangsstellen so schnell wie möglich und spätestens innerhalb einer Stunde nach der Grundperiode der Entnahme bzw. Einspeisung die nicht für gültig erklärten Mess- bzw. Zähldaten in Bezug auf die betroffene Grundperiode je Zugangsstelle zur Verfügung.

§ 2. Der «GRD» stellt monatlich jedem Lieferanten die für gültig erklärten Mess- bzw. Zähldaten je Grundperiode für alle ihn betreffenden Zugangsstellen spätestens am 20. Werktag nach dem betroffenen Monat zur Verfügung.

**Art. 169** - § 1. Ab dem 1. November 2004 stellt der «GRD» den Benutzern des Transportnetzes so schnell wie möglich und spätestens innerhalb einer Stunde nach der Grundperiode der Entnahme bzw. Einspeisung die nicht für gültig erklärten Mess- bzw. Zähldaten, je Grundperiode und nach Lieferanten und zugelassener Empfangsstation gruppiert, zur Verfügung. Der «GRD» stellt dem betroffenen Transportunternehmen so schnell wie möglich und spätestens innerhalb einer Stunde nach der Grundperiode der Entnahme bzw. Einspeisung die nicht für gültig erklärten Mess- bzw. Zähldaten je Grundperiode mit der Angabe der betroffenen Benutzer des Transportnetzes zur Verfügung.

§ 2. Jeden Monat stellt der «GRD» den Benutzern des Transportnetzes die nach Lieferanten und zugelassener Empfangsstation gruppierten und für gültig erklärten Mess- bzw. Zähldaten mit der Angabe der betroffenen Benutzer des Transportnetzes spätestens am 20. Werktag des folgenden Monats zur Verfügung. Jeden Monat stellt der «GRD» dem betroffenen Transportunternehmen die für gültig erklärten Mess- bzw. Zähldaten des vorigen Monats je Grundperiode und Zugangsstelle spätestens am 20. Werktag des folgenden Monats zur Verfügung.

§ 3. In Abweichung von § 2 stellt der «GRD», der nicht für die Verwaltung einer zugelassenen Empfangsstation verantwortlich ist, dem für die Verwaltung der zugelassenen Empfangsstation verantwortlichen «GRD» die in § 2 erwähnten Daten zur Verfügung. Die betroffenen «GRD» bestimmen im Einvernehmen und mit der Zustimmung des betroffenen Transportunternehmens das Verfahren bezüglich des Informationsaustausches, dies unter Berücksichtigung der in § 2 erwähnten Fristen.

*Abschnitt 3.8 — Mess- bzw. Zählzeiten, Zuteilungs- und Ausgleichungsdaten, die im Falle von berechneten Verbrauchsprofilen zur Verfügung zu stellen sind*

**Art. 170 - § 1.** Der «GRD» stellt jedem Lieferanten für gültig erklärte Mess- bzw. Zählzeiten für alle ihn betreffenden Zugangsstellen, die monatlich erfasst werden, spätestens am 20. Werktag nach dem Datum der Erfassung zur Verfügung. Der «GRD» muss immer das Datum der Erfassung angeben.

§ 2. Der «GRD» stellt jedem Lieferanten für gültig erklärte Mess- bzw. Zählzeiten für alle ihn betreffenden Zugangsstellen, die jährlich erfasst werden, spätestens am 20. Werktag nach dem Datum der Erfassung zur Verfügung. Der «GRD» muss immer das Datum der Erfassung angeben.

**Art. 171 -** Spätestens am 20. Werktag des folgenden Monats stellt der «GRD» dem Lieferanten die in Artikel 165 erwähnten Zuteilungsdaten je Grundperiode für die ihn betreffenden Zugangsstellen zur Verfügung.

**Art. 172 - § 1.** Spätestens am 20. Werktag des folgenden Monats stellt der «GRD» den Benutzern der Transportnetze die Zuteilungsdaten des vorigen Monats je Grundperiode, nach Lieferanten und nach sie betreffender zugelassener Empfangsstation gruppiert, zur Verfügung. Der «GRD» stellt ebenfalls dem betroffenen Transportunternehmen spätestens am 20. Werktag des folgenden Monats die Zuteilungsdaten des Monats je Grundperiode, nach Lieferanten des Transportnetzes und nach zugelassener Empfangsstation gruppiert, zur Verfügung.

§ 2. In Abweichung von § 1 stellt der «GRD», der nicht für die Verwaltung einer zugelassenen Empfangsstation verantwortlich ist, dem für die Verwaltung der zugelassenen Empfangsstation verantwortlichen «GRD» die in § 1 erwähnten Daten zur Verfügung. Die betroffenen «GRD» bestimmen im Einvernehmen und mit der Zustimmung des betroffenen Transportunternehmens das Verfahren bezüglich des Informationsaustausches, dies unter Berücksichtigung der in § 1 erwähnten Fristen.

**Art. 173 -** Ab dem 1. November 2004 stellt der für die Verwaltung der zugelassenen Empfangsstation verantwortliche «GRD» dem Lieferanten spätestens am 30. Werktag nach einem bestimmten Monat die Ausgleichungsdaten je zugelassene Empfangsstation für die ihn betreffenden Zugangsstellen, die im Laufe dieses Monats erfasst worden sind, zur Verfügung. Er stellt diese Informationen ebenfalls den in dieser Ausgleichung einbezogenen Parteien zur Verfügung.

**Art. 174 -** Die Ergebnisse der in Artikel 167 erwähnten endgültigen Ausgleichung eines Monats, die mindestens die gesamte in das Versorgungsnetz eingespeiste Energiemenge, die gesamte verbrauchte Energiemenge und den endgültigen Rückstand des betroffenen Monats enthalten, werden der CWaPE vor dem Ende des fünfzehnten Monats nach dem betroffenen Monat zusammen mit einer erklärenden synthetischen Note übermittelt.

*Abschnitt 3.9 — Speicherung, Archivierung und Absicherung der Daten*

**Art. 175 -** Der «GRD» trägt so wohl die nicht verarbeiteten als auch die eventuell abgeänderten Mess- bzw. Zählzeiten auf einem nachhaltigen Datenträger zusammen.

**Art. 176 -** Der «GRD» speichert die in Artikel 175 erwähnten Daten während mindestens fünf Jahren.

**Art. 177 -** Die vom «GRD» zentral verwalteten Mess- bzw. Zählzeiten werden gemäß den diesbezüglich anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen gegen die Einsichtnahme durch Dritte abgesichert.

*Abschnitt 3.10 — Beschwerden und Berichtigungen*

**Art. 178 -** Die Mess- bzw. Zählzeiten können nur von den direkt betroffenen Parteien sowie von der CWaPE angefochten werden, insbesondere im Rahmen des Verfahrens im Hinblick auf die Erteilung der grünen Bescheinigungen. Eine eventuelle Beschwerde ist nur dann zulässig, wenn der «GRD» spätestens einen Monat, nachdem die Daten gemäß den Abschnitten 3.7 und 3.8 der vorliegenden Ordnung dem Einsprucherhebenden zur Verfügung gestellt worden sind, schriftlich darüber informiert worden ist.

**Art. 179 -** Außer bei Unaufrichtigkeit kann sich eine Berichtigung der Mess- bzw. Zählzeiten (und der sich daraus ergebenden Rechnung) nur auf einen Zeitraum von über 24 Monaten vor der letzten Erfassung der Zähler beziehen.

*KAPITEL IV — Übergangsbestimmungen*

**Art. 180 - § 1.** Die bestehenden Zählvorrichtungen, die den in Artikel 153 definierten Anforderungen in Sachen Registrierung des Benutzungsprofils nicht genügen, können während einer Übergangsperiode, die sich bis zum 1. November 2004 erstreckt, weiter benutzt werden.

§ 2. Während der Periode, in der die gemessenen Benutzungsprofile nicht verfügbar sind, werden die Zuteilungen und Ausgleichungen auf der Grundlage der berechneten Benutzungsprofile, die im Einvernehmen zwischen den Parteien erstellt werden, vorgenommen.

**Art. 181 -** Wenn der «GRD» oder der Lieferant wünscht, dass die in Artikel 180 erwähnte Nichtübereinstimmung innerhalb einer kürzeren Frist aufgehoben wird, muss er sich an den «GRD» wenden. Dieser wird auf der Grundlage von objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien entscheiden, ob die beantragte Anpassung erfolgen kann und unter welchen Bedingungen. Im Falle einer positiven Bewertung wird der «GRD» die Anpassung vornehmen.

*TITEL VI — Zusammenarbeitsordnung*

*KAPITEL I — Allgemeines*

**Art. 182 -** Unbeschadet anderer gesetzlicher oder ordnungsmäßiger Bestimmungen und insbesondere der Zuständigkeiten der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission ist die Zusammenarbeitsordnung auf die Beziehungen von jedem «GRD» mit den Benutzern seines Versorgungsnetzes anwendbar, die durch die Anschlussordnung nicht betroffen sind, d. h. die «GRD», die selbst «GRD» oder Transportunternehmen sind, mit der Ausnahme derjenigen, die Endkunden, Erzeuger oder Lagerungseinrichtungen sind.

KAPITEL II — *Anschluss eines Versorgungsnetzes an ein Transportnetz*

**Art. 183** - Ein Versorgungsnetz wird an ein Transportnetz an einer Zugangsstelle, wo eine Empfangsstation eingerichtet ist, angeschlossen. Jede Empfangsstation ist Gegenstand einer Vereinbarung zwischen dem «GRD» und dem betroffenen Transportunternehmen. Diese Vereinbarung enthält mindestens die folgenden Elemente:

- die Angabe des Eigentümers der Station;
- den technischen Betreiber der Station;
- die installierte Leistung und die Modalitäten zu deren Anpassung;
- die vom Transportunternehmen zur Verfügung gestellte Leistung sowie den minimalen und maximalen Druck und die minimale und maximale Temperaturen des gelieferten Gases;
- die Grenzen, die Art und die Austauschfrequenz des Energieinhaltes pro Volumeneinheit;
- die Informationsströme zwischen den Parteien und ihre Frequenz;
- die von den Parteien zu leistenden Dienste.

**Art. 184** - Der «GRD» schließt mit dem Transportunternehmen, an welches sein Netz angeschlossen ist, ein Zusammenarbeitsabkommen, in dem u.a. die jeweiligen Rechte, Verpflichtungen und Verantwortungen sowie die Verfahren im Hinblick auf alle Aspekte der Bewirtschaftung bestimmt werden, die einen Einfluss auf die Sicherheit, die Zuverlässigkeit und die Wirksamkeit der Netze oder der Anschlussvorrichtungen, der Anlagen der betroffenen «URD» oder die Vertraulichkeit der ausgetauschten Daten haben können. Das bzw. die in Artikel 186 erwähnte(n) Abkommen sind ein integrierender Bestandteil des Zusammenarbeitsabkommens.

**Art. 185** - Jede Verstärkung bzw. jede Erweiterung einer bestehenden Empfangsstation wird gemeinsam vom «GRD» und vom Transportunternehmen, an welches sein Netz angeschlossen ist, auf der Grundlage von technischen/wirtschaftlichen Kriterien und im Bestreben nach einer optimalen Entwicklung der betroffenen Netze beschlossen.

**Art. 186** - § 1. Auf Antrag des «GRD» oder eines Transportunternehmens können mehrere Empfangsstationen, die ein oder mehrere Versorgungsnetze versorgen, nach einer Konzertierung und einem Abkommen zwischen den «GRD» und dem betroffenen Transportunternehmen zu einer fiktiven Empfangsstation gruppiert werden, die «zugelassene Empfangsstation» genannt wird.

§ 2. Wenn eine zugelassene Empfangsstation mehrere Versorgungsnetze versorgt, bezeichnen die betroffenen «GRD» im Einvernehmen und mit der Zustimmung des betroffenen Transportunternehmens den «GRD», der deren Verwaltung koordinieren wird.

§ 3. Jeder «GRD» ist für die Übertragung der wie in der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung definierten und die Zählung betreffenden Information an die Lieferanten, die an den Zugangsstellen in seinem Versorgungsnetz aktiv sind, verantwortlich.

§ 4. Die «GRD» deren Netz oder Netzteil durch eine in § 2 erwähnte zugelassene Empfangsstation versorgt wird, übermitteln rechtzeitig mindestens die in der vorliegenden «R.T.GAZ»-Regelung definierten Informationen dem «GRD», der die Verwaltung dieser zugelassenen Empfangsstation koordiniert; sie bleiben für die Qualität der übermittelten Informationen verantwortlich. Der «GRD», der die Verwaltung der zugelassenen Station koordiniert, wird dem Transportunternehmen die Informationen, die er von jedem der durch dieses versorgten «GRD» erhalten hat, übermitteln.

**Art. 187** - Die «GRD» und die Transportunternehmen bestimmen im Einvernehmen die Art und die Frequenz, gemäß welcher die Informationen insbesondere bezüglich des Energieinhaltes des Gases pro Volumeneinheit und bezüglich der Entnahmeprognozen in Bezug auf die zugelassenen oder nicht zugelassenen Empfangsstationen ausgetauscht werden; sie erwähnen dies im Zusammenarbeitsabkommen.

**Art. 188** - Es wird davon ausgegangen, dass die Entnahmen bzw. Einspeisungen der «URD» auf stündlicher Basis zum selben Zeitpunkt an der Empfangsstation erfolgen.

KAPITEL III — *Verbundschaltungen der Versorgungsnetze*

**Art. 189** - § 1. Wenn die «GRD» ihre Netze miteinanderschalten, müssen die Anlagen an den Verbundschaltstellen:

- den gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen genügen, die auf die Rohrleitungen für die Erdgasversorgung anwendbar sind;
- mit den Sperrvorrichtungen und den notwendigen Ausrüstungen versehen sein, damit die Ströme unter allen Umständen in jedem der Netze verwaltet werden können;

§ 2. Für jede Verbundschaltstelle wird ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen den betroffenen «GRD» abgeschlossen, in dem alle operativen Bestimmungen enthalten sind.

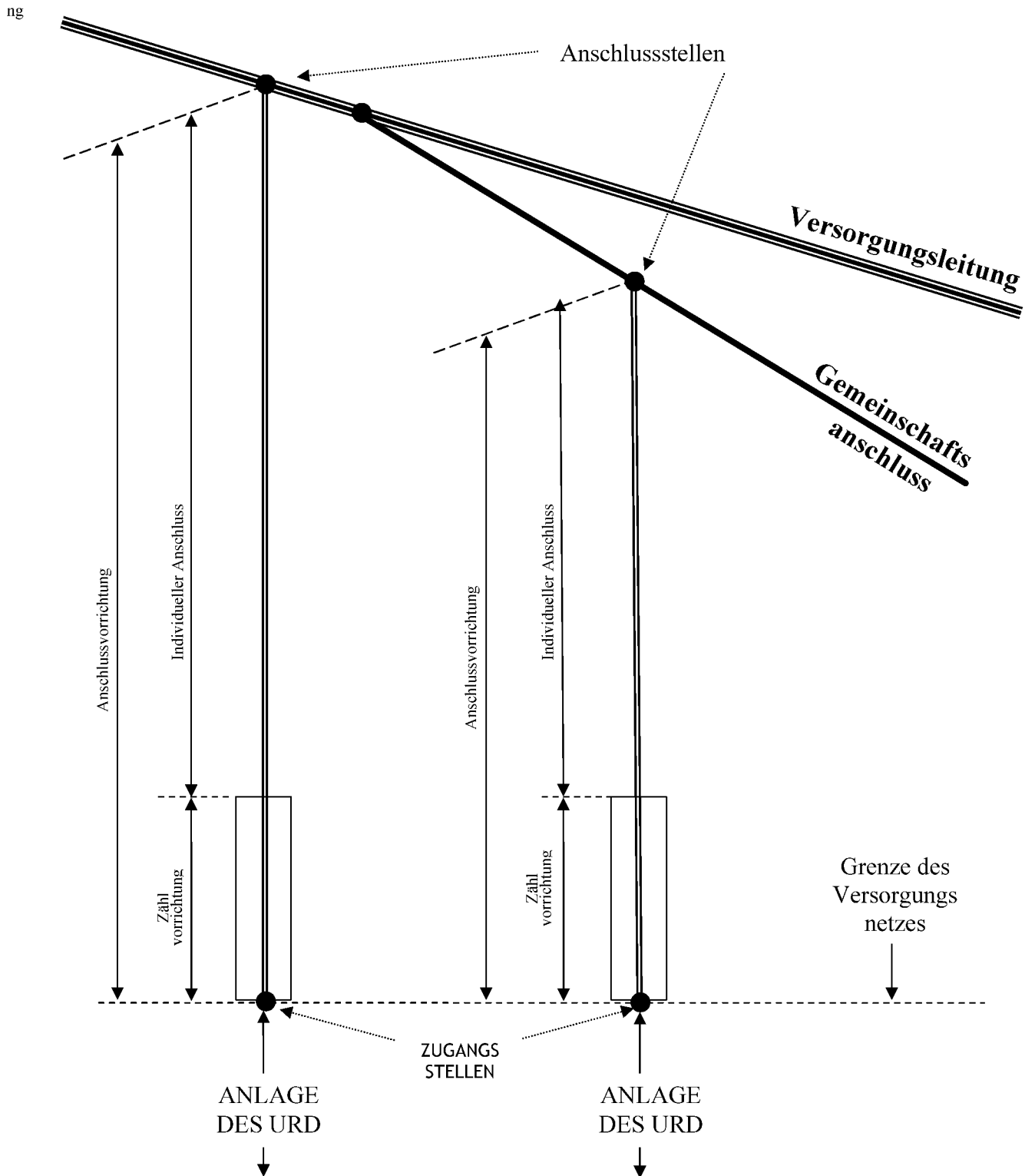
**Art. 190** - In Abweichung von Artikel 129 befinden die miteinander verbundenen «GRD» im Einvernehmen über die Notwendigkeit der Einrichtung einer Zählvorrichtung an der Verbundschaltstelle sowie über die Art und Weise, wie die Energiemengen ab den Erdgasströmen zu bestimmen sind und wie diese Daten zur Verfügung zu stellen sind.

Namur, den 18. November 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

ANLAGE I: Schema einer Anschlussvorrichtung



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4531

[2004/203525]

**18 NOVEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het technisch reglement voor het beheer van de gasdistributienetten en de toegang daartoe**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 14, 16, 17 en 29;

Gelet op de aanneming op 3 juni 2004 door de Waalse Regering van het ontwerp van besluit betreffende het technisch reglement voor het beheer van gasdistributienetten en de toegang daartoe;

Gelet op het omstandige advies (SG(2004) D/51632) uitgebracht op 8 augustus 2004 door de Europese Commissie tegen het ontwerp van technisch reglement en het antwoord op dat advies overgemaakt op 10 november 2004 door de Belgische overheid aan de Commissie;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL I. — Algemene bepalingen****HOOFDSTUK I. — Algemeen****Afdeling 1.1. — Wettelijk kader en definities**

**Artikel 1.** Het technisch reglement voor gasdistributie in het Waalse Gewest (afgekort : « T.R.GAS ») wordt opgemaakt overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt en bevat de voorschriften en regels betreffende het beheer van het distributienet en de toegang daartoe.

**Art. 2.** De definities opgenomen in artikel 2 van voornoemd decreet alsook die bedoeld in artikel 1, 4° tot 8°, van het koninklijk besluit van 28 juni 1971 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasdistributie door middel van leidingen, zijn toepasselijk op dit T.R.GAS; bovendien, voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

- |                                |  |
|--------------------------------|--|
| 1° toegang :                   | het recht om op één of meerdere toegangspunten gas te injecteren of af te nemen  |
| 2° transmissieovereenkomst :   | akkoord voor gastransmissie op het transmissienet gesloten tussen een transmissienetgebruiker en een transmissiebedrijf  |
| 3° volumeherleidingsapparaat : | apparaat dat de volumens gemeten door de gasmeter in zijn werkingssomstandigheden herleidt tot overeenstemmende volumens in normale druk- en temperaturomstandigheden  |
| 4° KVBG :                      | afkorting voor « Koninklijke Vereniging van Belgische Gasvaklieden »   |
| 5° collectieve aansluiting :   | leiding die de distributieleiding verbindt met verschillende individuele aansluitingen   |
| 6° individuele aansluiting :   | leiding die de distributieleiding of de collectieve aansluiting verbindt met het meetapparaat van een toegangspunt   |
| 7° distributieleiding :        | elke leiding van het distributienet bestemd voor gastransmissie in dat net en waarmee de individuele en collectieve aansluitingen verbonden zijn   |
| 8° aansluitingscapaciteit :    | de in het aansluitingscontract vermelde en in m <sup>3</sup> uitgedrukt maximale capaciteit waarover de netgebruiker beschikt  |
| 9° onderschreven capaciteit :  | voor telegemeten netgebruikers, het in het toegangscontract vermelde uurvermogen; voor niet-telegemeten netgebruikers, het uurvermogen dat voortvloeit uit het verbruiksprofiel en dat in het toegangscontract toegekend wordt   |
| 10° meting :                   | opneming d.m.v. een meetapparaat van de tijdens een welbepaalde duur geïnjecteerde of afgenomen gashoeveelheid   |
| 11° toegangscontract :         | het contract gesloten overeenkomstig dit T.R.GAS tussen een leverancier en de netbeheerder en waarbij hun respectieve rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden alsook de voorwaarden voor de toegang tot het distributienet worden vastgesteld                           |
| 12° aansluitingscontract :     | het contract gesloten overeenkomstig dit T.R.GAS tussen de netgebruiker en de netbeheerder en waarbij de respectieve rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden alsook de belangrijke technische informatie betreffende een welbepaald aansluitingswerk worden vastgesteld |
| 13° decreet :                  | het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt   |

14° toegangsaanvraag :	aanvraag om toegang tot een distributienet overeenkomstig dit T.R.GAS
15° EAN-GLN :	European Article Number/Global Location Number (uniek numeriek veld van 13 posities voor de eenduidige identificatie van een marktdeelnemer)
16° EAN-GSRN :	European Article Number/Global Service Related Number (uniek numeriek veld van 18 posities voor de eenduidige identificatie van een toegangspunt)
17° meetapparaat :	het geheel van de apparaten bestemd voor het meten en/of het tellen van een gashoeveelheid op een welbepaald toegangspunt; het bevat de meters en eventueel de meet- en volumeherleidingsapparaten
18° FIGAS :	afkorting voor het « Verbond der Gasnijverheid »
19° netbeheerder :	beheerder van het gasdistributienet zoals bepaald in artikel 2 van het decreet
20° injectie :	de gasvoorziening van een gasnet
21° gehabiteerd installateur :	de installateur die gehabiteerd is overeenkomstig het reglement opgemaakt door de Raad voor de Habilitatie, samengesteld uit vertegenwoordigers van Belgische beroepsorganisaties, namelijk de installateurs van aardgasinstallaties, de v.z.w. FIGAS en Ministers of Staatssecretarissen bevoegd voor energie en verbruikersbescherming
22° installatie van de netbeheerder :	de leidingen, toebehoren en apparaten voor de toepassingen van aardgas aangesloten stroomafwaarts van het afnemingspunt of stroomopwaarts van het injectiepunt van de netgebruiker
23° installatie die functioneel deel uitmaakt van het distributienet :	elke uitrusting die geen deel uitmaakt van het distributienet maar waarvan het gebruik een aanzienlijke invloed heeft op de functionaliteit van het distributienet of de installaties van één of meerdere andere netgebruiker(s)
24° werkdag :	elke weekdag, met uitzondering van zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen
25° gasdag :	een periode van 24 uur die ingaat om 6 uur op de overeenstemmende kalenderdag en eindigt om 6u. op de volgende kalenderdag
26° erkende controleinstelling :	controleinstelling erkend overeenkomstig artikel 8 van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gastransmissie door middel van leidingen en erkend door de Raad voor de Habilitatie. Vanaf 15 oktober wordt de erkenning overeenkomstig het koninklijk besluit van 11 maart 1966 vervangen door een BELTEST/BELAC-accreditatie, een accreditatiesysteem ingesteld bij het koninklijk besluit van 22 december 1992 voor de controle op binneninstallaties voor aardgas
27° aansluitingswerk :	geheel van de uitrustingen die de aansluiting en het meetapparaat vormen waarbij een netgebruiker en het distributienet met elkaar zijn verbonden
28° toegangspunt :	injectie- of afnamepunt
29° meetpunt :	de fysieke plaats van het punt waar het meetapparaat verbonden is met de gasleiding van het KVBG
30° injectiepunt :	de fysieke plaats van het punt waar het gas geïnjecteerd wordt in het distributienet bij de ingang van de gasmeter
31° afnamepunt :	de fysieke plaats van het punt waar het gas afgenomen wordt uit het distributienet bij de uitgang van de gasmeter
32° aansluitingspunt :	de fysieke plaats van het punt waar de individuele aansluiting verbonden is met de distributieleiding of de collectieve aansluiting
33° afname :	gas afnemen uit een gasnet
34° jaarlijks verbruiksprofiel :	reeks gegevens waarvan elk betrekking heeft op een elementaire periode en waarbij de desbetreffende afgenomen of geïnjecteerde gashoeveelheid wordt gemeten of geraamd
35° aansluiting :	de aanleg van een aansluitingswerk
36° aanbevelingen van de KVBG :	de voorschriften vastgesteld door de Koninklijke Vereniging van Belgische Gasvaklieden volgens de regels der kunst

37° toegangsregister :	door de netbeheerder opgemaakt en beheerd register van de toegangspunten tot het distributienet waarin ten minste de bij dit T.R.GAS vereiste kenmerken worden aangewezen per toegangspunt
38° onderling verbonden net :	geheel van met elkaar verbonden netten
39° ontvangstation :	station voor de injectie van aardgas in een distributienet vanuit een transmissienet
40° erkend ontvangstation :	een fictief ontvangstation dat de functie van verschillende fysieke ontvangstations hergroepeert
41° UN/EDIFACT :	afkorting voor « United Nations/Electronic Data Interchange For Administration, Commerce and Trading »
42° productie-eenheid :	fysieke eenheid voor gasproductie
43° netgebruiker :	de in artikel 2 van het decreet beschreven gebruiker van het distributienet

**Art. 3.** Bij gebrek aan andersluidende bepaling lopen de in dit T.R.GAS vermelde termijnen van middernacht tot middernacht. Ze gaan in op de werkdag die volgt op de dag van de officiële notificatie of bij gebrek aan dergelijke notificatie, van de kennisneming van de gebeurtenis die daartoe aanleiding geeft.

#### *Afdeling 1.21. — Opdrachten en verplichtingen van de netbeheerder*

**Art. 4. § 1.** In het gebied waarvoor hij aangewezen is, voert de netbeheerder de taken en verplichtingen uit die hem worden opgedragen krachtens het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten.

Hij zorgt voor de distributie van gas, de controle en het behoud van zijn distributienet en zonodig herstelt de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie daarvan. Hij is de enige persoon die ertoe gemachtigd wordt om eventueel d.m.v. een onderaannemer en onder zijn volledige verantwoordelijkheid zijn distributienet en met name de daarin bevatte aansluitingswerken aan te leggen, uit te breiden, te wijzigen, te versterken, buiten dienst te stellen, te verwijderen, te verplaatsen, te herstellen, te onderhouden en te exploiteren.

§ 2. De netbeheerder bepaalt vooraf de gepaste middelen die noodzakelijk zijn voor de goede uitvoering van zijn opdrachten en stelt alles in het werk om effectief daarover te beschikken.

Die middelen worden voor het eerst bepaald bij het opmaken van de in de artikelen 16 en 71 van het decreet bedoelde aanpassings- en uitbreidingsplannen. Zonodig worden ze geactualiseerd bij de opeenvolgende herzieningen van dat plan.

Bij de uitvoering van zijn opdrachten gebruikt de netbeheerder alle gepaste middelen die de netgebruikers kunnen verwachten en die, rekening houdend met de bijzondere situatie, redelijkerwijs kunnen verkregen worden.

§ 3. Bij niet-geplande onderbreking van het distributienet, moet de netbeheerder ter plaatse zijn met de gepaste middelen om de herstellingswerken te starten binnen twee uur volgend op de oproep van de netgebruiker of op de kennisneming van het probleem. Die werken worden zo spoedig mogelijk voortgezet totdat het gebrek verwijderd wordt.

§ 4. De netbeheerder organiseert een waakdienst 24 uur op 24 die ermee belast is dringende verzoeken te ontvangen en efficiënt te behandelen. In het bijzonder, zodra de netbeheerder verwittigd wordt van een ernstig risico, een gasgeur of een opgespoorde lekkage, moet hij zich zo spoedig mogelijk ter plaatse begeven teneinde alle maatregelen te treffen voor de instandhouding of het herstel van de veiligheid van personen en goederen. Daartoe werkt hij samen met de andere betrokken spoeddiensten.

§ 5. Onverminderd de wettelijke voorschriften en de bepalingen van dit T.R.GAS worden de in de aanbevelingen van de KVBC opgenomen voorschriften of elke gelijkwaardige bepaling nagekomen en uitgevoerd door de netbeheerder.

**Art. 5.** Dit verslag beschrijft :

— de kwaliteit van de verstrekte diensten en in voorkomend geval het niet-nakomen van de verplichtingen voortvloeiend uit dit T.R.GAS en de redenen daarom

— de frequentie, de plaatsbepaling en de gemiddelde duur van de onderbrekingen van de toegang tot zijn distributienet evenals de totale jaarlijkse onderbrekingsduur gedurende het betrokken jaar

— statistieken betreffende :

\* lekkages : het aantal door de netbeheerder of derden opgespoorde lekkages verdeeld per maand, leiding of aansluiting, materiaal, type en plaats van gebrek...

\* de stand van het net : kilometer leidingen per leeftijdscategorie...

\* ongevallen en incidenten die zich hebben voorgedaan op het distributienet

\* defecten van meters : onbeschikbaarheid van meetgegevens, precieze informatie betreffende de meters die in aanmerking worden genomen voor de toekenning van groene certificaten.

§ 3. De CWaPE kan een verslagmodel opmaken en het gebruik ervan opleggen.

### HOOFDSTUK II. — Informatie-uitwisseling en vertrouwelijkheid

#### *Afdeling 2.1. — Informatie-uitwisseling*

**Art. 6. § 1.** Elke kennisgeving of mededeling gedaan ter uitvoering van dit T.R.GAS dient schriftelijk te gebeuren overeenkomstig de vormen en voorwaarden bedoeld in artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek, met een duidelijke identificatie van de afzender en de geadresseerde. Behoudens andersluidende bepaling kan de netbeheerder, nadat de « CWaPE » hierover vooraf wordt geïnformeerd, de vorm van de documenten bepalen waarin die gegevens moeten worden uitgewisseld.

§ 2. In noodgeval mogen gegevens mondeling worden uitgewisseld. In elk geval dienen dergelijke gegevens zo spoedig mogelijk overeenkomstig § 1 van dit artikel te worden bevestigd.

**Art. 7. § 1.** Onverminderd § 2 en in afwijking van artikel 6 zullen de commerciële gegevens die tussen de verschillende betrokken partijen worden uitgewisseld, worden geleverd via elektronische post (die toelaat het bewijs van de verzending te leveren), volgens een protocol conform aan de UN/EDIFACT-communicatiestandaard en gedetailleerd beschreven in een Message Implementation Guide (MIG). Deze MIG wordt gemeenschappelijk gedefinieerd door de netbeheerders, die de « CWaPE » daarover informeren. Bij gebrek aan overeenstemming mag de « CWaPE » een MIG opleggen.

§ 2. Het in § 1 bedoelde protocol is niet verplicht van toepassing voor de informatie-uitwisselingen tussen :

44° de netbeheerder en een netgebruiker indien het gesloten aansluitingscontract bestaat in een eenvoudig aansluitingscontract in de zin van artikel 84;

45° de netbeheerder en een netgebruiker indien een ander protocol in onderlinge overeenstemming is overeengekomen in een volledig aansluitingscontract of in aan aanhangsel daarbij;

46° tussen de transmissienetbeheerder en een andere netgebruiker indien een ander protocol in onderlinge overeenstemming uitdrukkelijk is overeengekomen, met informatie aan de CWaPE.

**Art. 8.** Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen mag de netbeheerder, nadat hij de « CWaPE » daarover heeft geïnformeerd, technische en organisationele maatregelen aannemen met betrekking tot de uit te wisselen gegevens teneinde de vertrouwelijkheid zoals bepaald in de artikelen 12 en 13 te waarborgen. Hij verwittigt vooraf de CWaPE daarvan.

**Art. 9. § 1.** Naast de bij dit T.R.GAS voorziene informatiestromen kan de netbeheerder op elk moment aanvullende gegevens aanvragen die hij nodig acht met het oog op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het distributienet.

§ 2. De netgebruiker brengt de netbeheerder onverwijld op de hoogte van elke wijziging van zijn installaties in zoverre zij een aanpassing van de eerder meegedeelde gegevens vereist.

**Art. 10.** Bij afwezigheid van uitdrukkelijke bepalingen daaromtrent in dit T.R.GAS zetten alle betrokken partijen zich in om zo spoedig mogelijk de noodzakelijke informatie overeenkomstig de andere bepalingen van dit reglement uit te wisselen.

**Art. 11.** Wanneer een partij, overeenkomstig dit T.R.GAS of de contracten gesloten krachtens dit reglement, een andere partij eigen informatie moet bezorgen, neemt zij de noodzakelijke maatregelen om de geadresseerde ervan te verzekeren dat de inhoud van die gegevens behoorlijk is geverifieerd.

#### *Afdeling 2.2. — Vertrouwelijkheid*

**Art. 12.** Diegene die informatie meedeelt bepaalt de vertrouwelijkheidsgraad ervan. De mededeling aan derden van commercieel gevoelige en/of vertrouwelijke informatie door de bestemming van deze informatie is niet toegelaten, behalve wanneer aan minstens één van de volgende voorwaarden voldaan is :

1. De mededeling is vereist in het kader van een gerechtspedure of opgelegd door de overheid.
2. De wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de organisatie van de gasmarkt leggen de bekendmaking of mededeling van de desbetreffende gegevens op.
3. Er is een voorafgaand schriftelijk akkoord van diegene van wie de vertrouwelijke en/of commercieel gevoelige informatie uitgaat.
4. Het beheer van het distributienet of het overleg met andere netbeheerders vereist de mededeling door de netbeheerder.
5. De informatie is gewoon toegankelijk of publiek beschikbaar.

**Art. 13.** Wanneer de mededeling aan derden gebeurt op grond van de voorwaarden bedoeld in punten 2, 3 en 4 van artikel 12, dient de bestemming van de informatie er zich toe te verbinden aan deze informatie dezelfde graad van vertrouwelijkheid te geven als deze gegeven bij de aanvankelijke mededeling.

#### *HOOFDSTUK III. — Bekendmaking van de algemene voorwaarden en informaties en van de procedures en formulieren*

**Art. 14.** De netbeheerder stelt de volgende informaties ter beschikking van het publiek :

1. de algemene voorwaarden van de krachtens dit T.R.GAS af te sluiten contracten;
2. de procedures die van toepassing zijn en waarnaar in dit T.R.GAS wordt verwezen;
3. de formulieren vereist voor de gegevensuitwisseling overeenkomstig dit T.R.GAS;
4. de tarieven voor toegang tot zijn distributienet;
5. de tarieven voor de uitvoering van oriëntatie- of gedetailleerde onderzoeken met het oog op aansluitingen;
6. een beschrijving van zijn net met minstens de plaatsbepaling van de gasdistributiegebieden alsook van de geplande werken die een invloed kunnen hebben op het beschikbare vermogen, hun datum en vermoedelijke duur;
7. de geprogrammeerde netuitbreidingen en hun geplande indienststeldatum;
8. het geheel van de door de netbeheerder aangeboden diensten.

De netbeheerder deelt onverwijld die informaties mee aan de CWaPE en uiterlijk zestig dagen voor hun inwerkingtreding. De netbeheerder maakt die informaties bekend, met name op een via Internet toegankelijke server, uiterlijk vijftig dagen voor hun inwerkingtreding.

#### *HOOFDSTUK IV. — Toegankelijkheid van de installaties*

##### *Afdeling 4.1. — Voorschriften betreffende de veiligheid van personen en goederen*

**Art. 15.** De toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de veiligheid van personen en goederen, zoals het ARAB (Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming), de Codex over het welzijn op het werk en het AREI (Algemeen reglement op de elektrische installaties), alsook de aanbevelingen van de KVVBG en de eventuele latere wijzigingen zijn van toepassing op iedere persoon die op het distributienet tussenkomt, met inbegrip van de netbeheerders, de netgebruikers, de leveranciers, de transmissienetgebruikers, de andere netbeheerders en hun respectievelijk personeel, evenals derden die in opdracht van voormelde partijen tussenkomen op het distributienet.



*Afdeling 4.2. — Toegankelijkheid van de installaties van de netbeheerder*

**Art. 16.** § 1. De toegang tot elk roerend of onroerend goed waarvan de netbeheerder het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, gebeurt te allen tijde overeenkomstig de toegangsprocedures en veiligheidsvoorschriften van de netbeheerder en met zijn voorafgaandelijke uitdrukkelijke akkoord.

§ 2. De netbeheerder heeft het recht op toegang tot alle installaties waarvan hij het eigendoms- of gebruiksrecht heeft en die zich bevinden op de site van de netgebruiker. De netgebruiker zorgt voor een permanente toegang voor de netbeheerder of verschaft hem die onmiddellijk en te allen tijde op eenvoudig mondeling verzoek van een gehabiteerd gemachtigde van de netbeheerder.

§ 3. Indien de toegang tot een roerend of onroerend goed van de netgebruiker onderworpen is aan specifieke toegangsprocedures en veiligheidsvoorschriften van de netgebruiker, dient laatstgenoemde deze vooraf schriftelijk mee te delen aan de netbeheerder die deze moet nakomen. Zoniet volgt de netbeheerder zijn eigen veiligheidsvoorschriften.

*Afdeling 4.3. — Bijzondere modaliteiten betreffende de installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet*

**Art. 17.** Wanneer de netbeheerder acht dat sommige installaties van een netgebruiker die geen distributie- of transmissienet is, functioneel deel uitmaken van het distributienet, deelt hij het mee met verantwoording aan de netgebruiker en aan de « CWaPE ».

Een geschreven overeenkomst wordt gesloten tussen de netbeheerder en de betrokken netgebruiker; zij bevat de lijst van betrokken installaties alsook de verantwoordelijkheden inzake bediening, beheer en onderhoud van die installaties.

Wat betreft de installaties die reeds bestonden bij de inwerkingtreding van dit T.R.GAS, waarborgt die overeenkomst de inachtneming van alle vorige verbintenissen aan de netgebruiker, met inbegrip van hete onderschreven vermogen, behalve andersluidend geschreven akkoord van de netgebruiker en met een gepaste vergoeding van die laatste. Die overeenkomst bepaalt ook de financiële modaliteiten voor de tenlasteneming door de netbeheerder van alle kosten voortvloeiend uit die wijziging van het statuut van het aansluitingswerk, met inbegrip van de vergoeding van de eigenaar van de installaties. Die overeenkomst wordt in voorkomend geval gevoegd bij de nieuwe aansluitingscontracten.

De CWaPE wordt op de hoogte gebracht van de lijst van de betrokken installaties.

**Art. 18.** § 1. De netbeheerder heeft het recht op toegang tot de aansluitingswerken en de installaties bedoeld in artikel 17 teneinde er inspecties, testen en/of proeven alsook de tussenkomsten voorzien in de in artikel 17 bedoelde overeenkomst uit te voeren. De betrokken netgebruiker en de netbeheerder plegen overleg daarover.

§ 2. Voorafgaand aan elke uitvoering van de inspecties, testen en/of proeven bedoeld in § 1, dient de betrokken netgebruiker de netbeheerder schriftelijk op de hoogte te stellen van de toepasselijke veiligheidsvoorschriften. Zoniet volgt de netbeheerder zijn eigen veiligheidsvoorschriften.

§ 3. De bij de bepalingen van de artikelen 17 en 18, § 1 en 2 betrokken netgebruiker die zijn eigen testen wenst uit te voeren of te laten uitvoeren op zijn installaties wanneer ze functioneel deel uitmaken van het distributienet, moet eerst de geschreven goedkeuring van de netbeheerder ontvangen. Elke aanvraag moet gemotiveerd zijn en vermelden welke installaties betrokken zijn bij de testen alsook de aard en de technische gegevens daarvan, de procedure (o.a. wie de testen uitvoert) en de planning.

Op grond van de gegevens die deze aanvraag bevat, beslist de netbeheerder over de geschiktheid daarvan en geeft in voorkomend geval zijn goedkeuring over de aangevraagde testen, hun procedure en planning; hij verwittigt de partijen die volgens hem betrokken zijn bij die testen.

*Afdeling 4.4. — Toegankelijkheid van de installaties van de netgebruiker*

**Art. 19.** § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 23, wanneer de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net een aanpassing van de installaties van de netgebruiker vereist, pleegt de netgebruiker overleg met de netbeheerder teneinde de noodzakelijke werken en hun uitvoeringstermijn te bepalen. De netbeheerder neemt de door die werken veroorzaakte kosten ten laste behalve indien ze voortvloeien uit gebreken in hoofde van de netgebruiker.

§ 2. Wanneer de veiligheid en de betrouwbaarheid van het net een snelle tussenkomst vereisen, heeft de netbeheerder het recht om de netgebruiker bij aangetekend schrijven in gebreke te stellen de noodzakelijke aanpassingswerken en hun uitvoeringstermijn te aanvaarden.

§ 3. De netgebruiker erkent het recht van de netbeheerder om toegang te krijgen tot zijn installaties zelfs tijdens hun gebruik wanneer de veiligheid, de exploitatie of het beheer van het net het vereist.

§ 4. Bij duidelijke weigering van de netgebruiker om zich te schikken naar de bepalingen van §§ 2 en 3 kan de netbeheerder de toegang tot zijn net onderbreken overeenkomstig de bepalingen van artikel 126 van dit T.R.GAS.

**Art. 20.** De werken, met inbegrip van de inspecties, testen en/of proeven bedoeld in de artikelen 17 en 18, moeten worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen en contracten gesloten krachtens dit T.R.GAS alsook overeenkomstig de regelingen waarnaar het verwijst.

*HOOFDSTUK V. — Noodsituatie en overmacht*

**Art. 21.** Voor de toepassing van dit T.R.GAS worden de volgende situaties in ieder geval als overmacht beschouwd voor de netbeheerder, voor zover ze onvoorzienbaar en onweerstaanbaar zijn :

1° natuurrampen, met inbegrip van aardbevingen, overstromingen, stormen, cyclonen of andere uitzonderlijke klimatologische omstandigheden;

2° een nucleaire of chemische explosie of lekkage en de gevolgen ervan;

3° niet-geprogrammeerde onbeschikbaarheden van de installaties, met inbegrip van een computervirus en een computercrash, om redenen andere dan ouderdom of het gebrek aan onderhoud van de installaties of de kwalificatie van de operatoren;

4° de tijdelijke of voortdurende technische onmogelijkheid om via het distributienet gas uit te wisselen omwille van een plots gebrek aan gasinjectie uit het transmissienet en niet compenseerbaar met andere middelen;

5° brand, explosie, sabotage, terroristische daden, daden van vandalisme, schade veroorzaakt door criminele daden, en bedreigingen van dezelfde aard;

6° de oorlog, al dan niet verklaard, het dreigend oorlogsgevaar, de invasie, het gewapend conflict, het embargo, de revolutie, de opstand;

7° een maatregel van hogerhand, waaronder onder meer de situaties die de overheid als dusdanig beschouwt en waarvoor zij de netbeheerders of netgebruikers uitzonderlijke en tijdige maatregelen oplegt teneinde de veilige en betrouwbare werking van het geheel van de netten te vrijwaren of herstellen.

**Art. 22.** In dit T.R.GAS wordt noodsituatie beschouwd als zijnde :

— de situatie die volgt op overmacht en waarin maatregelen dienen te worden genomen die uitzonderlijk en tijdelijk zijn om aan de gevolgen van de overmacht het hoofd te kunnen bieden teneinde de veilige en betrouwbare werking van het distributienet te kunnen vrijwaren of herstellen;

— een situatie die volgt op een gebeurtenis die, alhoewel zij volgens de huidige stand van rechtspraak en rechtsleer niet als overmacht kan worden aangeduid, naar het inzicht van een overheid, een reguleringsinstantie, de justitie, de netbeheerder, een netgebruiker of een leverancier, een dringend en gericht optreden van de netbeheerder vereist teneinde de veilige en betrouwbare werking van het distributienet te kunnen vrijwaren of herstellen, of verdere schade te voorkomen. De netbeheerder verantwoordt dat optreden zo spoedig mogelijk bij de gebruikers en de « CWaPE ».

**Art. 23.** § 1. De netbeheerder is bevoegd alle handelingen te stellen die hij nodig acht met het oog op de veiligheid en de betrouwbaarheid van het distributienet wanneer de noodsituatie wordt ingeroepen door de netbeheerder of een andere netbeheerder, een netgebruiker, een leverancier of enige andere betrokken persoon met inbegrip van de overheid.

§ 2. De netbeheerder neemt alle preventieve handelingen teneinde de schadelijke gevolgen van de aangekondigde of redelijkerwijs voorzienbare uitzonderlijke gebeurtenissen te beperken.

De handelingen die de netbeheerder stelt in het kader van dit artikel kunnen worden ingeroepen tegen alle betrokken personen.

§ 3. In het geval een noodsituatie gelijktijdig betrekking heeft op het transmissienet alsook op één of meerdere distributienetten, dienen de maatregelen gecoördineerd te worden tussen alle betrokken netbeheerders.

**Art. 24.** In geval van noodsituatie wordt de uitvoering van de taken en verplichtingen, met uitzondering van die van administratieve of financiële aard, geheel of gedeeltelijk opgeschort, maar enkel voor de duur van de noodsituatie.

**Art. 25.** § 1. De partij die zich op de noodsituatie beroept, doet alle redelijke inspanningen om de gevolgen van de opschorting van haar verplichtingen te beperken en om haar opgeschorte verplichtingen zo snel mogelijk opnieuw te vervullen.

§ 2. De partij die haar verplichtingen opschort, brengt zo snel mogelijk alle betrokken partijen op de hoogte van de redenen waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk opschort en welke de voorzienbare termijn van de noodsituatie zal zijn. In afwijking van afdeling 2.1. van deze algemene voorwaarden kan die mededeling ook worden uitgevoerd d.m.v. aanplakking, informatie via de radio of TV, informatiebrochures en huis-aan-huis nieuwsbladen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Minimale technische vereisten voor de inrichting van netinfrastructuren*

**Art. 26.** § 1. De netbeheerder vervult alle verplichtingen die hem opgelegd zijn krachtens de toepasselijke wetgevingen en regelgevingen, in het bijzonder die betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en exploitatie van installaties voor gasdistributie d.m.v. leidingen. Met het oog op de veiligheid van de distributie van aardgas zorgt de netbeheerder o.a. voor een permanente en daartoe voldoende gasdruk onder normale exploitatieomstandigheden.

§ 2. De netbeheerder verbindt zich ertoe alle bepalingen te treffen die men van hem redelijkerwijs kan verwachten opdat de gasdruk op elk toegangspunt voldoet aan het in de aansluitings- of toegangscontracten voorziene drukpeil.

§ 3. De netbeheerder leeft met name de minimale technische vereisten na voor de aansluiting op het net van installaties voor productie, gewone aansluiting of interconnectie alsook voor de aanleg van de infrastructuur van het net en voor leidingen. Hij neemt ook de operationele regels in acht die betrekking hebben op het technische beheer van de injecties en afnamen en die betreffende de maatregelen die hij moet treffen om het hoofd te bieden aan problemen die de veiligheid en de continuïteit van de toevoer op de helling kunnen zetten. Hij treft de maatregelen die een optimale technische veiligheid waarborgen ten einde gaslekages en ontploffingen te voorkomen, zoals die voortvloeien uit de toepasselijke wetgevingen en reglementen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Directe leidingen*

**Art. 27.** Alle directe leidingen, zoals omschreven in artikel 2, 13°, van het decreet, zijn onderworpen aan de toepasselijke voorschriften van dit T.R.GAS, onverminderd de andere vigerende wettelijke en reglementaire voorschriften.

**Art. 28.** Opdat de « CWaPE » haar advies over de vergunning van de aanleg van een nieuwe directe lijn zou kunnen geven aan de Minister, dient de netgebruiker, die aanvrager is, een uitvoerig bewijsdossier in bij de « CWaPE », in twee exemplaren en bij aangetekende brief of een brief overhandigd tegen ontvangstbewijs.

**Art. 29.** Na ontvangst van een aanvraag zoals beschreven in artikel 28 gaat de « CWaPE » na of ze beschikt over alle documenten noodzakelijk voor het onderzoek van de aanvraag.

Indien zij acht dat de aanvraag dient aangevuld te worden, stelt zij de aanvrager bij aangetekende brief in kennis daarvan binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van de aanvraag. Zij bepaalt de gewenste aanvullende informatie en legt een termijn vast die niet hoger mag zijn dan één maand, voorgeschreven op straffe van verval van de aanvraag, waarbinnen de aanvrager zijn aanvraag moet aanvullen.

**Art. 30.** De « CWaPE » gaat na, met behulp van elk document waarover zij beschikt, of de aanvraag verantwoord is en of er geen ander technisch en economisch geldig alternatief bestaat. Tot dit einde raadpleegt ze de betrokken netbeheerder(s).

Wanneer de « CWaPE » acht dat de aanvraag niet verantwoord is, stelt zij de aanvrager bij aangetekende brief in kennis daarvan binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, vanaf de ontvangst van de aanvullende informatie verkregen overeenkomstig artikel 29.

Zij verklaart de redenen waarom ze acht dat de aanvraag niet verantwoord is en legt een termijn van hoogstens één maand vast, voorgeschreven op straffe van verval van de aanvraag, waarbinnen de aanvrager zijn opmerkingen, verantwoordingen of elke aanvullende informatie kan bezorgen. De « CWaPE » is gehouden de aanvrager te horen die erom verzoekt.

**Art. 31.** Binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van de aanvraag en, in voorkomend geval, van de aanvullende informatie, opmerkingen en verantwoordingen bedoeld in de artikelen 29 en 30, maakt de « CWaPE » de tekst van de aanvraag, de bijlagen daarbij alsook haar met redenen omklede advies over aan de Minister.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Gas uit hernieuwbare bronnen en fataal gas*

**Art. 32.** Wat betreft de aanvragen om aansluiting, om oriëntatie- of uitvoerige onderzoeken alsook om toegang tot zijn net, geeft de netbeheerder de voorrang aan die betreffende de injecties of afnamen van fataal gas en/of van gas uit hernieuwbare bronnen voor zover die gassen compatibel zijn met het gas van het bestaande net.

**Art. 33.** De netbeheerder informeert de CWaPE over elke aanvraag betreffende fataal gas en/of gas uit hernieuwbare bronnen alsook over haar beslissing daarover.

**Art. 34.** De netbeheerder stelt technische oplossingen voor om voor zover mogelijk rekening te houden met de in de artikelen 32 en 33 bedoelde aanvragen, met inbegrip in geval van fataal gas en/of van gas uit hernieuwbare bronnen dat niet compatibel is met het gas van zijn net in de zin van artikel 11 van het decreet.

**Art. 35.** De netbeheerder houdt rekening met de mogelijke ontwikkelingen inzake fataal gas en/of gas uit hernieuwbare bronnen bij de programmering van de netaanpassingen en -uitbreidingen.

#### TITEL II. — *Planningscode*

##### HOOFDSTUK I. — *Gegevens met het oog op het opmaken van het aanpassings- en uitbreidingsplan*

**Art. 36.** In het kader van de operationele regels voor het technisch beheer van gasstromen, leggen de netbeheerders en de « CWaPE » de praktische overlegmodaliteiten vast met het oog op het opmaken van het aanpassings- en -uitbreidingsplan van hun net op grond van de in deze Code bedoelde informatie.

**Art. 37.** § 1. Het opmaken van een aanpassings- en uitbreidingsplan van het distributienet bevat de volgende fasen :

- een uitvoerige raming van de behoeften aan distributiecapaciteit;
- de analyse van de middelen noodzakelijke om op die behoeften in te spelen;
- de vergelijking van de noodzakelijke middelen met de bestaande middelen;
- het programma van de geplande werken en investeringen :
- \* over een duur van vijf jaar voor de aanpassing van het distributienet;
- \* over een duur van drie jaar voor de uitbreiding van het distributienet.

Na het tweede jaar en voor beide plannen mag dit programma minder uitvoerig zijn en enkel de best mogelijke ramingen bevatten.

§ 2. Tot dat einde, worden de volgende handelingen verricht :

1° elke netbeheerder deelt vóór 31 maart de informatie bedoeld in het eerste lid mee aan de « CWaPE » (of bewijst schriftelijk dat het/de plan(nen) dat/die het vorige jaar door de Waalse Regering goedgekeurd werd(en), geen enkele aanpassing vereist(en));

2° de netbeheerder spreekt met de « CWaPE » een datum in april af voor het voorleggen van zijn plannen;

3° de « CWaPE » gaat dan over tot het onderzoek van de plannen en kan vereisen dat de netbeheerder de informatie en verantwoordingen meedeelt die zij nodig acht. Ze brengt hem op de hoogte van haar advies uiterlijk 15 mei;

4° het netbeheerder past eventueel zijn plannen aan en maakt uiterlijk 15 juni de definitieve versie van zijn plan over aan de « CWaPE » in twee exemplaren;

5° de « CWaPE » maakt onverwijld één exemplaar over aan de Minister. Zonodig maakt zij binnen 30 dagen haar voorbehouden aan de Regering d.m.v. een van overheidswege uitgebracht advies indien ze acht dat de inhoud van één of meerdere plannen nog ontoereikend is;

6° na goedkeuring door de Regering, worden de plannen toegepast vanaf 1 januari van het volgende jaar.

##### HOOFDSTUK II. — *Informatie-uitwisseling betreffende de planning tussen netbeheerder en netgebruiker*

###### *Afdeling 2.1. — Algemeen*

**Art. 38.** De netgebruiker of in voorkomend geval de leverancier moet de planningsgegevens betreffende deze Planningscode overmaken aan de netbeheerder volgens zijn beste raming en overeenkomstig de in onderlinge overeenstemming door de netbeheerders vastgestelde procedure onverminderd de artikelen 39 tot 41.

###### *Afdeling 2.2. — Kennisgeving*

**Art. 39.** De netgebruiker met een onderschreven vermogen hoger dan 250 m<sup>3</sup>(n)/uur maakt de netbeheerder voor 31 december van elk jaar en per toegangspunt de planningsgegevens betreffende de vijf volgende jaren over. Na het tweede jaar komen de partijen overeen dat die gegevens enkel de best mogelijke ramingen vormen. Die gegevens bevatten :

1. de vooruitzichten betreffende de afgenomen gashoeveelheid in m<sup>3</sup>(n) op jaarlijkse basis met vermelding van het maximumdebiet per uur voor gelijkwaardige klimatische temperaturen van + 10, 0 en - 10 °C en voorzienbare schommelingen en onderbrekingen;

2. de geplande jaarlijkse verbruiksprofielen.

**Art. 40.** De netgebruiker waarvan de installaties productie-eenheden omvatten of zullen omvatten, stelt elk jaar vóór 31 december de netbeheerder in kennis van de volgende planningsgegevens die betrekking hebben op de vijf komende jaren. Na het tweede jaar komen de partijen overeen dat die gegevens enkel de best mogelijke ramingen vormen. Die gegevens bevatten :

1. het maximumdebiet, de geraamde jaarlijkse productie, de beschrijving van het verwachte verbruiksprofiel en de technische gegevens betreffende de kwaliteit van het gas uit de verschillende in dienst zijnde productie-eenheden;
2. het maximumdebiet, de geraamde jaarlijkse productie, de beschrijving van het verwachte verbruiksprofiel en de technische gegevens betreffende de kwaliteit van het gas uit de verschillende productie-eenheden die in dienst moeten worden gesteld;
3. de productie-eenheden die buiten dienst zullen worden gesteld en de voorziene datum van hun buitendienststelling.

**Art. 41.** Wat betreft de netgebruikers die geen distributie of -transmissienet zijn en die niet behoren tot de in de artikelen 39 en 40 bedoelde categorieën, met wie een contract werd gesloten, maakt de leverancier vóór 31 december van elk jaar de in de artikelen 39 en 40 aangevraagde gegevens over aan de netbeheerder.

**Art. 42.** De netgebruiker of in voorkomend geval de leverancier moet de netbeheerder in kennis stellen van alle andere nuttige informatie die niet opgenomen is de artikelen 39 en 40 en die nuttig kan zijn voor het opmaken van de planning.

**Art. 43.** De plicht tot kennisgeving van de planningsgegevens bedoeld in de artikelen 39 en 40 geldt eveneens voor de toekomstige netgebruikers bij het indienen van hun aanvraag tot aansluiting.

**Art. 44.** § 1. In geval de netbeheerder van oordeel is dat de kennisgeving van de planningsgegevens onvolledig, onnauwkeurig of onredelijk is, maakt de netgebruiker of de leverancier, op aanvraag van de netbeheerder, alle verbeteringen of bijkomende gegevens over die deze laatste nuttig acht.

§ 2. De netbeheerder kan, indien hij dit nodig acht om zijn opdracht tot een goed einde te brengen en mits motivering, bijkomende gegevens, niet voorzien in dit T.R.GAS, opvragen bij de netgebruiker of de leverancier.

§ 3. Na raadpleging van de netgebruiker of de leverancier bepaalt de netbeheerder de redelijke termijn waarbinnen de gegevens bedoeld in §§ 1 en 2 overgemaakt moeten worden door de netgebruiker of de leverancier aan de netbeheerder.

**Art. 45.** De netbeheerders en de transmissiebedrijven komen minstens jaarlijks de vorm en de inhoud overeen van de gegevens die zij wederzijds moeten uitwisselen voor het opstellen van het aanpassings- en uitbreidingsplan, evenals de te respecteren termijnen.

**Art. 46.** De netbeheerder zorgt voor de volledige en geloofwaardige aard van de gegevens meegegeeld door de netgebruikers, de andere netbeheerders of de leveranciers.

### TITEL III. — *Aansluitingscode*

#### HOOFDSTUK I. — *Technische voorschriften voor aansluitingswerken*

##### *Afdeling 1.1. — Algemeen*

**Art. 47.** Deze aansluitingscode bevat de voorschriften betreffende de aansluiting van de netgebruikers gelegen op het distributienet en die geen distributie- of transmissienet zijn, d.w.z. de producenten, opslagbedrijven of eindafnemers (de gelijkwaardige voorschriften betreffende de netgebruiker die een distributie- of transmissienet zijn, worden opgenomen in de samenwerkingscode). Deze voorschriften hebben betrekking op de aansluitingswerken alsook op de installaties van de netgebruiker die functioneel deel uitmaken van het distributienet.

**Art. 48.** § 1. Afbeeldingen van de aansluitingswerken en hun bestanddelen worden opgenomen in bijlage I.

§ 2. De installaties van het meetapparaat maken het voorwerp uit van de meet- en tellingscode wat betreft hun technische voorschriften, gebruik, onderhoud en de verwerking van meet- of tellingsgegevens.

##### *Afdeling 1.2. — Aansluitingssoorten*

**Art. 49.** De gewone aansluiting stemt overeen met de volledige aanleg van een aansluitingswerk dat voldoet aan het geheel van volgende voorwaarden :

1. het aangevraagde toegangspunt bevindt zich op dezelfde kant van het wegennet als een distributieleiding of een collectieve aansluiting met een druk lager dan 4.90 bar;
2. de distributieleiding bevindt zich niet onder het berijdbare deel van het wegennet;
3. de lengte van de aansluiting tussen het aansluitingspunt en het toegangspunt is lager of gelijk aan 15 meter;
4. het aangevraagde aansluitingsvermogen is lager of gelijk aan 10 m<sup>3</sup>(n)/u.;
5. de aangevraagde leveringsdruk is begrepen tussen 21 en 25 mbar.

**Art. 50.** De in artikel 32, 3<sup>o</sup>, c van het decreet bedoelde standaardaansluiting stemt overeen met de volledige aanleg van een aansluitingswerk dat voldoet aan volgende voorwaarden :

1. de afstand tussen het aangevraagde toegangspunt van de netgebruiker en het aansluitingspunt is gelijk aan maximum 8 meter;
2. het aangevraagde aansluitingsvermogen is lager of gelijk aan 10 m<sup>3</sup>(n)/u.;
3. de aangevraagde leveringsdruk is begrepen tussen 21 en 25 mbar.

**Art. 51.** De aansluiting met onderzoek is een aansluiting die niet voldoet aan de criteria van artikel 49. Het gaat hetzij om een « oriëntatieonderzoek » (afdeling 2.3. van deze Titel) hetzij om een « uitvoerig onderzoek » (afdeling 2.4. van deze Titel). In beide gevallen moet een onderscheid worden gemaakt tussen het gedeelte van de individuele aansluiting dat overeenkomt met een standaard aansluitingswerk en een eventueel bijkomend individueel aansluitingsgedeelte.

##### *Afdeling 1.3. — Algemene technische voorwaarden*

**Art. 52.** Elk aansluitingswerk moet voldoen aan de desbetreffende normen, regelingen en voorschriften inzake gasinstallaties.

**Art. 53.** § 1. De installatie van de netgebruiker, de gebruiksapparaten alsook de aanleg en aansluiting van die apparaten zijn onderworpen aan de wettelijke bepalingen en de regelingen die geldig zijn bij de aanleg of aansluiting.

**Art. 54.** § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 17 worden de installaties waarvan de netgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, door de netgebruiker of een gemachtigde derde beheerd en onderhouden, dit voor rekening van die gebruiker. Genoemde gebruiker zorgt voor de goede werking en het onderhoud van zijn installaties.

§ 2. De eigendomsgrenzen van de installaties worden opgenomen in het aansluitingscontract.

**Art. 55.** § 1. Enkel de netbeheerder wordt ertoe gemachtigd om tussenkomsten en/of handelingen uit te voeren op het aansluitingswerk.

§ 2. Onder voorbehoud van wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de verplichtingen van openbaar nut, indien de tussenkomsten en/of handelingen (o.a. bij een in- of buitendienststelling) worden verricht op aanvraag van de netgebruiker, kunnen de desbetreffende kosten ten laste zijn van laatstgenoemde.

§ 3. In afwijking van § 1 mag de netgebruiker of de door hem daartoe gemachtigde persoon, met inachtneming van alle aangevraagde veiligheidsmaatregelen, de kraan gelegen onmiddellijk stroomopwaarts van zijn toegangspunt echter bedienen behalve als die verzegeld is of tenzij een andersluidende aanwijzing is gegeven door de netbeheerder. Het aansluitingscontract opgemaakt op grond van dit T.R.GAS kan bijzondere bepalingen die afwijken van dit artikel bevatten.

§ 4. Indien een onderbreking van de aardgasvoorziening zich opdoet als gevolg van een incident of noodgeval of door de werking van een veiligheidsapparaat op het net, mag genoemde voorziening enkel door de netbeheerder worden hersteld.

**Art. 56.** § 1. De netgebruiker zorgt ervoor dat zijn installaties bij de netbeheerder of bij derden geen risico's, schade of hinder veroorzaken boven de normen die gewoonlijk worden aangenomen.

§ 2. De netgebruiker dient de netbeheerder onmiddellijk op de hoogte te stellen van elke beschadiging, overtreding of niet-conformiteit met de wettelijke of reglementaire voorschriften die hij redelijkerwijze kan vaststellen.

§ 3. Indien de netbeheerder vaststelt of ervan verwittigd wordt dat de installaties van een netgebruiker of de werking ervan het distributienet verstoren, pleegt hij overleg met de netgebruiker om de wijzigingen die strikt noodzakelijk zijn, eraan aan te brengen en om de termijnen daarvoor vast te stellen.

**Art. 57.** § 1. Wanneer gedeelten van het distributienet kunnen worden beschadigd of geïmpacteerd door werken uitgevoerd nabij de aansluiting door de netgebruiker of de eigenaar van het gebouw, moet die gebruiker of eigenaar vooraf overleg plegen met de netbeheerder.

§ 2. De netgebruiker of de eigenaar is verplicht de derden die hij belast met de uitvoering van werken voor zijn eigen rekening in de omgeving van de aansluiting te informeren over het bestaan daarvan en hen de verplichtingen die hijzelf moet naleven op te leggen.

**Art. 58.** De installaties van één of meerdere netgebruikers gevoed via onderscheiden aansluitingen mogen niet onderling verbonden worden tenzij mits voorafgaand schriftelijk akkoord van de netbeheerder.

**Art. 59.** De netbeheerder voorbehoudt zich het recht een cathodische bescherming aan te leggen op de door hem aangewezen netgedeelten.

#### *Afdeling 1.4. — Omgeving van de installaties*

**Art. 60.** Alle elektrische installaties verbonden met een aansluitingswerk of gelegen in lokalen of ruimten die genoemd werk bevatten, moeten conform zijn met het AREI. De uitvoering van de verplichtingen voorzien bij de regelgeving inzake periodieke conformiteitscontroles over die installaties en de daaruit voortvloeiende kosten zijn ten laste van de netgebruiker.

**Art. 61.** § 1. Teneinde het meetapparaat en eventueel andere apparaten verbonden met het aansluitingswerk aan te leggen, stelt de netgebruiker een muurgedeelte of een ruimte (eventueel een terrein) met gepaste afmetingen ter beschikking van de netbeheerder. De omvang en de plaats van die ruimte worden in overleg vastgesteld met inachtneming van het voordeel van een kosteloze standaardaansluiting voor de netgebruiker.

§ 2. De netgebruiker zorgt ervoor dat de water- en gasdichtheid van de muren waardoor het aansluitingswerk heen gaat, met uitzondering van deur-, raam-, kelderraam- en verluchtingsopeningen, altijd conform is met de regels der kunst.

**Art. 62.** Als voor het voeden van een verkaveling een nieuwe klanten- of distributiecabine nodig is, stelt de verkavelaar gratis een terrein met gepaste afmetingen ter beschikking van de netbeheerder. De omvang en de plaats van dat terrein worden in overleg vastgesteld met inachtneming van de vigerende stedenbouwkundige voorschriften.

#### *HOOFDSTUK II. — Nieuwe aansluiting op het distributienet*

##### *Afdeling 2.1. — Indiening van een aansluitingsaanvraag*

**Art. 63.** Elke nieuwe aansluiting moet voorafgegaan worden door een aansluitingsaanvraag.

**Art. 64.** § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon kan een aansluitingsaanvraag indienen.

§ 2. Die aanvraag bevat met name :

- de identiteit van de aanvrager en zijn rechtstoestand t.a.v. het betrokken gebouw;
- de contactgegevens van de aanvrager;
- de plannen van de afname- of injectieplaats, de algemene technische gegevens en de gewenste plaats van het toegangspunt;
- de noodzakelijke gegevens voor de vaststelling van het injectie- of afnamepunt waaronder het aangevraagde aansluitingsvermogen en de voorziene afname- of injectiewijze.

**Art. 65.** § 1. Een aanvraag om aansluiting met een drukpeil op het afname/injectiepunt hoger dan 14.70 bar moet worden ingediend bij een transmissiebedrijf volgens de bij dat bedrijf vigerende procedure.

§ 2. Onverminderd de behandelingsprocedure voor de in artikel 70 bedoelde aanvraag moet een aanvraag om aansluiting met een drukpeil op het afname/injectiepunt lager of gelijk aan 14.71 bar en met een verwachte jaarlijkse afname/injectie lager of gelijk aan vijf miljoen m<sup>3</sup>(n) worden ingediend bij de netbeheerder aangewezen voor de geografische zone waar het bij die aanvraag betrokken toegangspunt gelegen moet zijn. Die aanvraag wordt ingediend volgens de door de netbeheerder bekendgemaakte procedure.

§ 3. Een aanvraag om aansluiting met een drukpeil op het afname/injectiepunt lager of gelijk aan 14.71 bar en met een verwachte jaarlijkse afname/injectie hoger dan vijf miljoen m<sup>3</sup>(n) moet worden ingediend bij een transmissiebedrijf.

**Art. 66.** De aanvraag om aansluiting in een gemeente zonder distributie van aardgas wordt niet ingediend bij de netbeheerder of een transmissiebedrijf maar bij de gemeente; die onderzoekt of aan de aanvraag kan worden voldaan, met name op wettelijk vlak, hetzij door haar grondgebied (of een gedeelte daarvan) toe te voegen aan de geografische zone van een bestaande netbeheerder of door het dossier over te maken aan een transmissiebedrijf. Een afschrift van de aanvraag en van de daaruit voortvloeiende latere stukken wordt overgemaakt aan de CWaPE door de verschillende partijen. Onverminderd de eventuele andere beroepsmiddelen die wettelijk georganiseerd zijn, kan de afgewezen aanvrager de tussenkomst van de CWaPE aanvragen.

**Art. 67.** Indien een aansluitingsaanvraag bedoeld in artikel 65, § 2, niet voldoet aan de criteria van artikel 49, vermeldt de aanvrager of hij een oriëntatieonderzoek zoals bedoeld in hiernavolgende afdeling 2.3. wenst of een uitvoerig onderzoek zoals bedoeld in afdeling 2.4.

#### *Afdeling 2.2. — Behandeling van een aansluitingsaanvraag door de netbeheerder*

**Art. 68.** § 1. De netbeheerder oordeelt op grond van technische en economische argumenten op welk gedeelte van het bestaande of ontworpen distributienet de aansluiting zal gebeuren volgens o.a. het aangevraagde aansluitingsvermogen, het drukpeil en de geologische of geografische toevalligheden. De aansluiting zal worden uitgevoerd op de leiding met het laagste drukpeil en die de aangevraagde druk en aansluitingsvermogen kan leveren, met inachtneming van de noodzaak om de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net te handhaven.

§ 2. De netbeheerder kan beslissen een aansluitingsmethode aan te nemen die afwijkt van die omschreven in § 1 volgens de kenmerken van het plaatselijke distributienet of een aansluiting op het net « gemiddelde druk categorie C » te weigeren op grond van objectieve en niet-discriminerende criteria. In dergelijke gevallen notificeert de netbeheerder zijn gemotiveerde beslissing aan de netgebruiker en stuurt een afschrift ervan aan de CWaPE.

**Art. 69.** § 1. Bij het onderzoek van de aansluitingsaanvraag alsook bij elke daaruit voortvloeiende latere stap handelt de netbeheerder altijd met het oog op het technische en economische belang van de aanvrager onverminderd het belang van de andere netgebruikers.

§ 2. Ter uitvoering van § 1 neemt de netbeheerder contact op met de andere betrokken netbeheerders indien hij niet alleen kan voldoen aan de aansluitingsaanvraag. Indien de netbeheerder vaststelt dat een aansluiting op een ander distributienet of op het transmissienet meer gepast zou zijn, maakt hij onverwijld het geheel van het dossier over aan de betrokken netbeheerder na overleg met deze en betaalt de eventueel geïnde rechten terug. De netbeheerder notificeert zijn gemotiveerde beslissing aan de netgebruiker en stuurt een afschrift ervan aan de CWaPE.

**Art. 70.** § 1. Wanneer de in artikel 65, § 2, bedoelde aanvraag betrekking heeft op een drukpeil op het afname/injectiepunt lager dan 14.71 bar en op een verwachte afname/injectie hoger dan één miljoen m<sup>3</sup>(n), verbindt de netbeheerder zich ertoe de aanvraagdossiers over te maken aan het(de) transmissiebedrijf(ven).

§ 2. De netbeheerder en het(de) transmissiebedrijf(ven) onderzoeken het aanvraagdossier en plegen overleg over de fysieke aansluitingsmodaliteiten; minstens één aanbod wordt voorgesteld op grond van objectieve technische en/of economische criteria.

Indien zowel de netbeheerder als een transmissiebedrijf een interessante oplossing kunnen voorstellen, zullen beiden een aanbod doen (voor de aansluiting en de toegang tot hun net) op grond van de voordeligste mogelijkheid en van het beschikbare vermogen voor de levering van het aangevraagde uurdebiet. Beide aanboden worden voorgesteld aan de aanvrager. De kosten gedaan door de partij wiens aanbod niet gekozen is, blijven voor haar rekening.

**Art. 71.** § 1. Elke netbeheerder die een aanvraag heeft ontvangen, informeert de aanvrager over zijn beslissing op grond van objectieve technische en/of economische criteria.

§ 2. De netbeheerder antwoordt op een aanvraag om gewone aansluiting binnen vijf werkdagen na ontvangst van een volledige aanvraag hetzij door een voorstel met een duidelijke raming van de door de netgebruiker te dragen kosten en de uitvoeringstermijn, hetzij door een met redenen omkleed antwoord waarin wordt vermeld dat de aangevraagde aansluiting niet overeenstemt met de definitie van een aanvraag om gewone aansluiting en dat die eventueel het voorwerp moet uitmaken van een aanvraag om aansluiting met onderzoek.

#### *Afdeling 2.3. — Aanvraag om oriëntatieonderzoek en voorproject van aansluiting*

**Art. 72.** De doelstelling van een oriëntatieonderzoek is het verkrijgen van een voorafgaande raming betreffende een voorproject van aansluiting. De indiening van een aanvraag om oriëntatieonderzoek is facultatief.

**Art. 73.** Elke natuurlijke of rechtspersoon kan bij de netbeheerder een aanvraag om oriëntatieonderzoek indienen met betrekking tot een nieuwe aansluiting.

**Art. 74.** Elke netgebruiker kan bij de netbeheerder een aanvraag om oriëntatieonderzoek indienen met betrekking tot een aanpassing van zijn bestaande aansluiting, van installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet of van hun respectievelijke exploitatiewijze.

**Art. 75.** De aanvrager dient bij de netbeheerder een schriftelijke aanvraag in met o.a. de in artikel 64, § 2, bedoelde elementen om over te gaan tot het oriëntatieonderzoek volgens de door de netbeheerder bekendgemaakte procedure.

**Art. 76.** De kosten voor een oriëntatieonderzoek worden door de aanvrager gedragen volgens het door de CREG goedgekeurde toepasselijke tarief. Indien het oriëntatieonderzoek alleen noodzakelijk is wegens de onmogelijkheid om over te gaan tot een gewone aansluiting in de zin van artikel 49 als gevolg van configuratieproblemen m.b.t. het wegennet in verhouding tot het distributienet, worden geen kosten aan de aanvrager aangerekend voor genoemd onderzoek.

**Art. 77.** Tijdens de uitvoering van het oriëntatieonderzoek werken de netbeheerder en de aanvrager te goeder trouw samen. De netbeheerder kan op elk moment bij de aanvrager bijkomende informatie opvragen die noodzakelijk is om het voorproject van aansluiting voor te bereiden.

**Art. 78.** § 1. Binnen een termijn van vijftien werkdagen na ontvangst van een volledige aanvraag om oriëntatieonderzoek, maakt de netbeheerder zijn conclusies aan de aanvrager over :

1° hetzij een voorproject van aansluiting met minstens een voldoende uitvoerige kostenraming, een technische beschrijving en de mogelijke aansluitingstermijnen waarbij de aanvrager het aanbod kan ramen en een oriëntatie kan geven aan het vervolg van zijn aansluitingsaanvraag;

2° hetzij de onontbeerlijke aard van de verlenging van het oriëntatieonderzoek door een uitvoerig onderzoek;

3° hetzij de weigering tot aansluiting. In dit laatste geval notificeert de netbeheerder de gemotiveerde weigering en maakt hij een afschrift ervan aan de CWaPE.

§ 2. Wat betreft de aanvragen die ingediend zijn tussen 15 juni en 15 augustus, wordt de in § 1 bedoelde termijn gebracht op 20 werkdagen.

§ 3. De netbeheerder bepaalt de geldigheidsduur van de conclusies van het oriëntatieonderzoek. Ze mag niet lager zijn dan 6 maanden. Op grond van dat onderzoek en tot het einde van die geldigheidsduur kan de aanvrager de voortzetting van de aansluitingsprocedure vereisen. Indien de aanvrager zich niet uitspreekt binnen die termijn, wordt hij geacht af te zien van genoemde procedure.

#### *Afdeling 2.4. — Aanvraag om uitvoerig onderzoek en aansluitingsproject*

**Art. 79.** § 1. De doelstelling van het uitvoerig onderzoek is het opmaken van een aansluitingsproject.

§ 2. Indien hij het wenst, hetzij zonder oriëntatieonderzoek, hetzij als gevolg van de in artikel 78, § 1, 2°, bedoelde conclusies van de netbeheerder, vraagt de aansluitingsaanvrager de netbeheerder schriftelijk aan een uitvoerig onderzoek uit te voeren d.m.v. het door de netbeheerder bekendgemaakte formulier overeenkomstig artikel 14.

§ 3. Wanneer het aangevraagde onderschreven vermogen hoger is dan  $250 \text{ m}^3(\text{n})/\text{u.}$ , kan de netbeheerder het beroep op een uitvoerig onderzoek opleggen.

**Art. 80.** § 1. De aansluitingsaanvraag met uitvoerig onderzoek bevat o.a., naast de in artikel 64, § 2, bedoelde elementen, het gewenste aansluitingsvermogen, het verwachte verbruiksprofiel en de technische kenmerken van de op het distributienet aan te sluiten installaties, die vermeld staan op het aansluitingsformulier.

§ 2. Wanneer de aanvraag om uitvoerig onderzoek volgt op een oriëntatieonderzoek, moet de aanvrager het al ingediende aanvraagdossier enkel aanvullen voor zover de in artikel 78, § 3, bedoelde geldigheidsduur niet verstreken is.

**Art. 81.** Na ontvangst van een aansluitingsaanvraag met uitvoerig onderzoek, niet voorafgegaan door een oriëntatieonderzoek, onderzoekt de netbeheerder de ontvankelijkheid van de aanvraag. Hij informeert de aanvrager binnen tien werkdagen schriftelijk over het resultaat van het onderzoek naar de ontvankelijkheid en bepaalt de bijkomende gegevens die de aanvrager eventueel moet meedelen met het oog op de voorbereiding van het aansluitingsproject.

**Art. 82.** § 1. Binnen een maximumtermijn van twintig werkdagen na de ontvangst van een volledige aanvraag om uitvoerig onderzoek maakt de netbeheerder een aansluitingsaanbod aan de aanvrager over; het bestaat uit :

1° een aansluitingsproject met eventueel verschillende technische varianten;

2° een relevant prijsaanbod voor elke technische variant;

3° een volledig project van aansluitingscontract.

§ 2. Voor de aanvragen die ingediend zijn tussen 15 juni en 15 augustus wordt de in § 1 bedoelde termijn gebracht op 30 werkdagen.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde termijnen kunnen in onderlinge overeenstemming worden verlengd.

§ 4. De netbeheerder bepaalt de geldigheidsduur van zijn aanbod. Ze mag niet lager zijn dan zes maanden.

§ 5. Op grond van dit aanbod en tot het einde van zijn geldigheidsduur kan de aanvrager één van de door de netbeheerder voorgestelde varianten vrij kiezen, eventuele tegenvoorstellen onderwerpen aan de netbeheerder of afzien van zijn aansluitingsaanvraag zonder bijkomende kosten. De aanvrager informeert de netbeheerder schriftelijk over zijn beslissing. Indien hij zich niet uitspreekt voor het einde van de geldigheidsduur van het aanbod, wordt hij geacht af te zien van de voortzetting van de aansluitingsprocedure.

**Art. 83.** De door de netbeheerder gedane kosten voor het opmaken van het uitvoerig onderzoek zijn ten laste van de aanvrager en bepaald in het door de CREG goedgekeurde toepasselijke tarief. Indien het uitvoerig onderzoek alleen noodzakelijk is wegens de onmogelijkheid om een gewone aansluiting uit te voeren in de zin van artikel 49 als gevolg van configuratieproblemen betreffende het wegennet in verhouding tot het distributienet, worden geen kosten aan de aanvrager aangerekend voor genoemd onderzoek.

#### *Afdeling 2.5. — Gewoon aansluitingscontract*

**Art. 84.** Het gewone aansluitingscontract is van toepassing wanneer het aangevraagde vermogen lager of gelijk is aan  $250 \text{ m}^3(\text{n})/\text{uur}$  en met name wanneer de aansluiting voldoet aan de in artikel 49 bedoelde criteria voor een gewone aansluiting of aan die voor een standaardaansluiting zoals bedoeld in artikel 50 onder voorbehoud van de toepassing van artikel 88.

**Art. 85.** De installatie van elke nieuwe aansluiting voortvloeiend uit een in artikel 84 bedoelde aansluiting moet voorafgegaan worden door een gewoon aansluitingscontract dat met de netbeheerder moet worden gesloten volgens de door laatstgenoemde bekendgemaakte procedure.

**Art. 86.** Het gewone aansluitingscontract bevat ten minste de volgende elementen :

- de identiteit van de partijen;
- de vermelding van de contactpersonen;
- de aanvaarding door de netbeheerder van de aansluitingsaanvraag die door de netgebruiker of voor zijn rekening is gemaakt overeenkomstig dit T.R.GAS;
- de algemene, o.a. tarifaire voorwaarden bedoeld in artikel 14;
- de eigendomsgrenzen van de netgebruiker en het overeenstemmende toegangspunt;
- de uitvoeringsmodaliteiten en -termijnen van de aansluiting;
- zonodig een schorsende voorwaarde verbonden met het verkrijgen van de verloven of vergunningen betreffende de installaties waarvoor de administratieve procedure lopend is;
- indien de netbeheerder een dergelijke schorsende voorwaarde weigert, motiveert hij zijn beslissing aan de aanvrager en de CWaPE;
- de kostenbeschrijving en de betalingsmodaliteiten (behalve in geval van een kosteloze standaardaansluiting);
- de handtekening van beide partijen.

**Art. 87.** § 1. Binnen drie werkdagen na een aansluitingsaanvraag door de netgebruiker die vooraf één van de in de artikelen 71 en 78, § 1, 1<sup>o</sup>, bedoelde voorstellen heeft gekregen, stelt de netbeheerder een gewoon aansluitingscontract voor.

§ 2. Indien een aansluitingsaanvraag het sluiten van een gewoon aansluitingscontract niet met zich meebrengt binnen een termijn van 40 werkdagen na de kennisgeving van het voorstel van aansluitingscontract, kan de procedure van aansluitingsaanvraag beschouwd worden als nietig door de netbeheerder.

#### *Afdeling 2.6. — Volledig aansluitingscontract*

**Art. 88.** § 1. Het volledige aansluitingscontract is van toepassing wanneer het onderschreven vermogen hoger is dan 250 m<sup>3</sup>(n)/u.

§ 2. Elke partij mag echter eisen, zonder dat een uitvoerig onderzoek noodzakelijkerwijs wordt uitgevoerd, dat een volledig aansluitingscontract wordt gesloten voor een toegangspunt met een lager onderschreven vermogen behalve als het betrekking heeft op een gewone aansluiting. Zelfs bij gebrek aan uitvoerig onderzoek zijn de in artikel 92 bedoelde termijnen van toepassing.

**Art. 89.** Elke nieuwe aansluiting bedoeld in artikel 88 moet worden voorafgegaan door een volledig aansluitingscontract dat met de netbeheerder moet worden gesloten volgens de door laatstgenoemde bekendgemaakte procedure. Het document waarin de procedure wordt beschreven ligt ter inzage bij de netbeheerder.

**Art. 90.** § 1. Het volledige aansluitingscontract bevat ten minste de volgende elementen :

1. de bestanddelen van het gewone aansluitingscontract;
2. de voorschriften betreffende de duur en het einde van het contract;
3. het drukpeil op de aansluitings- en toegangspunten;
4. de beschrijving van de aansluiting en van haar tracé alsook de plaats van het toegangspunt;
5. de eenduidige identificatie van het toegangspunt d.m.v. het EAN-nummer;
6. de voorschriften inzake de toegankelijkheid van de aansluitingswerken;
7. de beschrijving van de installaties van de netgebruiker (met inbegrip van degene die functioneel deel uitmaken van het net) en in het bijzonder de aangesloten productie-eenheden;
8. de specifieke technische voorwaarden en voorschriften, o.a. het onderschreven vermogen, de nodige technische kenmerken van de aansluiting en van de installaties van de netgebruiker, het in het aansluitingswerk te integreren meetapparaat, de exploitatie, het onderhoud, de bewakings- en veiligheidsvoorschriften;
9. de uitvoeringsmodaliteiten en de realisatie- of wijzigingstermijnen van de nieuwe of te wijzigen aansluiting, met vermelding van de onderliggende hypothesen;
10. de bepalingen betreffende respectievelijk de wederzijdse verantwoordelijkheden en de vertrouwelijkheid;
11. de vermelding van de betalingskosten en -modaliteiten;
12. de bijkomende maatregelen die moeten worden getroffen bij overschrijding van het aansluitingsvermogen;
13. de modaliteiten inzake onverbreekbaarheid en uitwissen.

**Art. 91.** De technische oplossingen en parameters die deel uitmaken van een aansluitingscontract kunnen worden herzien op gemotiveerde aanvraag van de netbeheerder of van de netgebruiker met de overeenstemming van de andere partij.

**Art. 92.** § 1. Bij akkoord van de netgebruiker over een in artikel 82 bedoeld voorstel wordt het voorstel van volledig eindaansluitingscontract door de netbeheerder opgesteld en genotificeerd aan de netgebruiker binnen 20 werkdagen na het akkoord.

§ 2. Indien een aansluitingsaanvraag het sluiten van een aansluitingscontract niet met zich meebrengt binnen 40 werkdagen na het overmaken van een voorstel van aansluitingscontract, wordt de aansluitingsprocedure beschouwd als nietig. De netbeheerder informeert de CWaPE over die nietigheid.

#### *Afdeling 2.7. — Uitvoering van het aansluitingswerk*

**Art. 93.** § 1. De aansluitingswerken worden uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de netbeheerder in overleg met de netgebruiker. Evenwel mag het geheel of een gedeelte van de voorbereidende werken of afwerkingen op een privé terrein uitgevoerd worden door de netbeheerder met uitzondering van de uitvoering van de aansluiting.

§ 2. De netgebruiker schikt zich naar de door de netbeheerder aanbevolen veiligheidsmaatregelen.

§ 3. De voorwaarden voor de toegang tot de installaties, conform met de artikelen 16 en 18, zijn van toepassing bij de uitvoering van de aansluiting.



§ 4. De netbeheerder bepaalt het tracé van het aansluitingswerk alsook de aard en de kenmerken van zijn bestanddelen teneinde de algemene veiligheid en de betrouwbaarheid van de aansluiting te waarborgen en de verbruiksoverzichten, de controle en het onderhoud te vergemakkelijken.

**Art. 94.** De termijnen voor de uitvoering van de aansluiting, vermeld in het aansluitingscontract, houden rekening met de eventuele versterkingen of uitbreidingen die moeten worden aangebracht aan het distributienet.

**Art. 95.** § 1. De vergunningsaanvragen worden ingediend bij de bevoegde overheden binnen een met het aansluitingsplan overeenstemmende termijn, rekening houdend met de gewone termijnen die geldig zijn bij de bevoegde overheden.

§ 2. De netbeheerder is niet verantwoordelijk voor de gevolgen van een eventuele vertraging of weigering van de bevoegde overheid om de noodzakelijke vergunningen af te geven.

#### *Afdeling 2.8. — Indienstelling van een toegangspunt*

**Art. 96.** § 1. Een toegangspunt wordt in dienst gesteld binnen drie werkdagen na de aanvraag om dienststelling van de netgebruiker die voldoet aan de voorschriften van de artikelen 97 en 98.

§ 2. De kosten voor de indienstelling van het toegangspunt zijn ten laste van de netbeheerder.

§ 3. Wanneer de netgebruiker zijn aanvraag indient, zorgt hij ervoor dat aan alle voorwaarden voor de wezenlijke indienstelling van het toegangspunt is voldaan. Elke nutteloze verplaatsing van de diensten van de netbeheerder kan ter rekening van de netgebruiker worden gebracht indien een gebrek in hoofde van laatstgenoemde is vastgesteld.

**Art. 97.** Een toegangspunt wordt pas in dienst gesteld nadat de leverancier(s) of de afnemer van de netgebruiker voor dat toegangspunt is (zijn) geregistreerd in het toegangsregister van de netbeheerder en de voorschriften van deze Code zijn nageleefd.

**Art. 98.** § 1. Vóór de indienstelling van een toegangspunt kan de netbeheerder de netgebruiker erom verzoeken dat hij het bewijs levert dat zijn installaties voldoen aan de vigerende wettelijke en reglementaire bepalingen.

§ 2. Bij de opening van de gasmeter vergewist de verdeler er zich van dat de binneninstallatie gasdicht is op de verdelingsdruk volgens de vigerende procedure.

§ 3. In geval van een nieuwe installatie of installatiegedeelte is de installateur er toe gehouden aan de netbeheerder een bewijs af te leveren waaruit blijkt dat de installatie beantwoordt aan de voorschriften van de overeenkomende vigerende NBN-normen. Dit bewijs bestaat uit een verklaring in deze zin van de installateur, te weten diegene die de installatie geplaatst heeft, vergezeld van een principeschema van de door hem geplaatste installatie. Het attest moet worden gevalideerd na een controle ter plaatse door een verslag van een « erkend controle-organisme ». Indien degene die de installatie geplaatst heeft een « gehabiteerd installateur » is, wordt de installatie geacht in overeenstemming te zijn met de voorschriften van de overeenkomende vigerende NBN-normen, en zal de validering van het attest door een « erkend controle-organisme » niet door de netbeheerder geëist worden.

### *HOOFDSTUK III. — Wijziging van het statuut of van de configuratie van bestaande aansluitingswerken*

#### *Afdeling 3.1. — Overgangperiode en regularisatie*

**Art. 99.** § 1. Een installatie van een netgebruiker die al bestond bij de inwerkingtreding van dit T.R.GAS en die niet voldoet aan zijn voorschriften kan worden gebruikt in haar oorspronkelijke staat op voorwaarde dat ze geen probleem voor de veiligheid veroorzaakt ou zou kunnen veroorzaken en voor zover deze niet-conformiteit de installaties van de netbeheerder of de installaties en/of de kwaliteit van de aardgaslevering bij een andere netgebruiker niet effectief in gevaar brengt.

§ 2. De netbeheerder is niet verantwoordelijk voor schade bij de netgebruiker veroorzaakt door de slechte werking van de installaties van laatstgenoemde indien ze niet conform zijn met dit T.R.GAS of het voorwerp uitmaken van on gepaste bedieningen door de netgebruiker of derden.

**Art. 100.** § 1. Elke installatie van de netgebruiker die niet conform is met de voorschriften van dit T.R.GAS en waarvan de niet-conformiteit schade of hinder veroorzaakt aan de installaties van de netbeheerder of van één of meerdere netgebruikers, moet in conformiteit worden gesteld binnen een termijn vastgesteld door de netbeheerder volgens de aard en de omvang van de schade of hinder.

Benadeelde netgebruikers kunnen de netbeheerder erom verzoeken die termijn te verkorten. De betrokken partijen onderhandelen te goeder trouw over een redelijke termijn.

§ 2. Tijdens die termijn is de netbeheerder niet verantwoordelijk voor eventuele schade aangebracht aan de netgebruikers indien hij kan vaststellen dat ze rechtstreeks voortvloeien uit de niet-conformiteit van de installaties van een netgebruiker met dit T.R.GAS.

§ 3. De in dit artikel bedoelde aanpassingen zijn ten laste van de netgebruiker indien het aangetoond is dat zijn installaties de rechtstreekse oorzaak zijn van de schade of hinder.

§ 4. Indien de netgebruiker de in dit artikel bedoelde aanpassingen niet heeft uitgevoerd binnen de gestelde termijn, wordt hij bij aangetekende brief aangemaand door de netbeheerder.

§ 5. Onder voorbehoud van andere akkoorden tussen de betrokken partijen heeft de netbeheerder het recht de toegang te onderbreken indien de aanpassingen niet uitgevoerd zijn binnen tien werkdagen na de kennisgeving van die aanmaning.

**Art. 101.** In afwachting van nieuwe aansluitingscontracten tussen de netbeheerder en de netgebruiker mogen hun eventuele overeenkomsten die al bestonden voor de inwerkingtreding van dit T.R.GAS, geldig blijven voor zover hun eventuele onverenigbaarheid met dit T.R.GAS geen risico vormt voor de veiligheid of de continuïteit van de werking van het distributienet. In het tegenovergestelde geval plegen de partijen overleg teneinde die zo spoedig mogelijk aan te passen aan de voorschriften van dit T.R.GAS.

*Afdeling 3.2. — Aanpassing van een aansluitingswerk*

**Art. 102.** Elke aanpassing van een bestaand aanpassingswerk bedoeld in artikel 88 of van een werk dat tot deze categorie behoort door die aanpassing of de aanpassing van zijn exploitatiewijze, moet worden voorafgegaan door een volledig aansluitingswerk dat moet worden gesloten met de netbeheerder volgens de procedure van laatstgenoemde.

**Art. 103.** De netbeheerder kan een aansluitingsaanvraag opleggen en het aansluitingswerk wijzigen in geval van belangrijke wijzigingen in het injectie- of afnameprofiel van de netgebruiker in verhouding tot de voorwaarden die van toepassing waren bij de aansluitingsaanvraag of in geval van aanpassingen aan installaties van de netgebruiker die functioneel deel uitmaken van het net.

**Art. 104.** § 1. Elke netgebruiker kan bij de netbeheerder een aansluitingsaanvraag indienen of laten indienen die betrekking heeft op een aanpassing van het bestaande aansluitingswerk, van de installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet of van hun respectieve exploitatiewijze. Die aanvraag bevat eveneens de in artikel 64 vermelde informatie.

§ 2. Op aanvraag van de netgebruiker kan de netbeheerder aanvaarden dat een in artikel 102 bedoelde wijziging wordt beschouwd als van secundair belang. Die wijziging zal het voorwerp uitmaken van een aanhangsel bij het aansluitingscontract zonder bijkomend onderzoek.

**Art. 105.** Elke wijziging in of aan het lokaal waar de aansluiting of een gedeelte ervan zich bevindt, die een impact heeft op de toegankelijkheid of de zichtbaarheid van de aansluiting, mag enkel worden uitgevoerd in overleg met de netbeheerder. Toezicht moet altijd kunnen worden gehouden op de aansluiting.

*Afdeling 3.3. — Wegname van een aansluitingswerk*

**Art. 106.** § 1. Elk aansluitingswerk kan worden weggenomen op geschreven verzoek van de eigenaar van het betrokken goed en op voorwaarde dat geen enkele netgebruiker er nog gebruik van maakt.

§ 2. De kosten voor de wegname van een aansluitingswerk, evenals die voor het terug in oorspronkelijke staat brengen van lokalen, privé toegangswegen en terreinen, zijn ten laste van de eigenaar van het betrokken goed.

**Art. 107.** De netbeheerder heeft het recht, onder de in artikel 14 bedoelde algemene voorwaarden en mits de eigenaar van het betrokken goed voorafgaandelijk te verwittigen, elk aansluitingswerk dat meer dan een jaar niet meer gebruikt werd weg te nemen of af te koppelen.

Indien de netgebruiker wenst die aansluiting te behouden voor de uitvoering van onderzochte projecten, draagt hij bij in de onderhoudskosten volgens met de netbeheerder overeen te komen modaliteiten.

*Afdeling 3.4. — Eigendoms- of gebruiksoverdracht*

**Art. 108.** § 1. In geval van eigendoms- of gebruiksoverdracht van roerende of onroerende goederen waarvoor het aansluitingswerk in dienst is, sluit de overnemer onmiddellijk een nieuw aansluitingscontract met de netbeheerder zonder buitendienststelling om deze enige reden. Het bestaande aansluitingscontract is geldig zolang genoemde overdracht niet genotificeerd is aan de netbeheerder.

§ 2. In geval van een dergelijke overdracht mag een buitendienststelling pas worden uitgevoerd door de netbeheerder na een gemotiveerde aanmaning met een redelijke regularisatietermijn.

**TITEL IV. — Toegangscode****HOOFDSTUK I. — Aanwijzing van de leverancier**

**Art. 109.** Het toepassingsgebied van deze Code wordt beperkt tot de netgebruikers die producent, opslagonderneming of eindafnemer zijn. Hij is niet van toepassing op de netgebruikers die een distributie- of transmissienet zijn (de desbetreffende gelijkwaardige voorschriften maken het voorwerp uit van de Samenwerkingscode).

**Art. 110.** § 1. De in artikel 109 bedoelde netgebruiker kiest voor elk toegangspunt en voor een periode van minstens één maand een leverancier (of meerdere leveranciers indien hij voldoet aan het in artikel 155 bedoelde criterium) die houder is van een geldige voorzieningsvergunning, met wie hij een contract sluit.

Als de netgebruiker gelijktijdig meerdere leveranciers kiest, dient hij zelf de toegangsaanvraag in behalve als hij met één van de leveranciers de nodige akkoorden sluit opdat laatstgenoemde de enige gesprekspartner van de netbeheerder zou zijn teneinde de nodige informatie voor de goede toepassing van dit T.R.GAS uit te wisselen. Die leverancier wordt « de leverancier » genoemd in het vervolg van dit T.R.GAS.

§ 2. Als de netgebruiker zelf de toegangsaanvraag indient ter uitvoering van § 1, zijn de relevante voorschriften die in dit kader opgelegd zijn aan de leveranciers bij dit T.R.GAS, van toepassing op die netgebruiker.

**Art. 111.** De netbeheerder houdt een toegangsregister bij waarin per toegangspunt, gekenmerkt door één EAN-nummer, de leverancier, de transmissienetgebruiker en de netgebruiker staan vermeld.

**Art. 112.** § 1. Elke wijziging van leverancier dient minstens één maand op voorhand gemeld te worden aan de netbeheerder door de nieuwe leverancier. De vorige leverancier wordt van deze wijziging verwittigd door de netbeheerder. De betrokken leveranciers bevestigen die wijziging aan hun respectieve transmissienetgebruikers.

§ 2. Elke wijziging van transmissienetgebruiker dient te worden gemeld aan de netbeheerder ten minste één maand op voorhand door de betrokken leverancier.

§ 3. Wanneer een leverancier en/of een transmissienetgebruiker zijn activiteit stopzet, moet de betrokken leverancier het melden aan de netbeheerder ten minste één maand op voorhand. De betrokken leveranciers bevestigen die stopzetting aan hun respectieve transmissienetgebruikers.

**Art. 113.** Het bij het UN/EDIFACT-protocol gevoegde gebruikershandboek beschrijft de reeks berichten voor elk wijzigingsproces, de vorm en inhoud van de berichten alsook de modaliteiten voor de annulering van een geplande wijziging.

**HOOFDSTUK II. — Toegangsprocedure***Afdeling 2.1. — Toegangsaanvraag aan de netbeheerder*

**Art. 114.** § 1. Toegang tot het distributienet kan pas verkregen worden na het afsluiten van een toegangscontract tussen de leverancier en de netbeheerder. Elk toegangscontract dient voorafgegaan te worden door een door de netbeheerder goed te keuren toegangsaanvraag.

§ 2. De in artikel 109 bedoelde netgebruikers kunnen enkel toegang verkrijgen tot het distributienet van de netbeheerder (en dus opgenomen worden in het toegangsregister met vermelding van hun respectieve leverancier) indien :

- die netgebruikers, wanneer ze eindafnemer zijn, in aanmerking komende verbruiker zijn;
- een aansluitingscontract is gesloten met de netbeheerder voor elke betrokken aansluiting;
- een toegangscontract is gesloten tussen de netbeheerder en de leverancier van elke netgebruiker;
- hun respectieve leverancier beschikt over een transmissieovereenkomst voor het betrokken transmissienet of een overeenkomst met een transmissienetgebruiker.

**Art. 115.** Elke leverancier mag een toegangsaanvraag voor één of meerdere toegangspunten indienen bij de netbeheerder.

**Art. 116.** Elke toegangsaanvraag wordt ingediend overeenkomstig de procedure van de netbeheerder. Onverminderd artikel 117 specificeert die procedure de voorwaarden waaraan een toegangsaanvraag moet voldoen om ontvankelijk te zijn door de netbeheerder.

**Art. 117.** Een toegangsaanvraag bevat o.a. de volgende elementen :

- 1° de identiteit van de leverancier (naam, adres, BTW-nummer, nummer van het handelsregister, EAN-GLN-nummer...);
- 2° de aangevraagde aanvangsdatum en duur van de toegang tot het net van de netbeheerder;
- 3° de aard van het gasgebruik en het verbruiksprofiel;
- 4° de aangesloten productie-eenheden met hun voornaamste kenmerken;
- 5° de transmissienetgebruiker met wie de leverancier samenwerkt en het bewijs dat hij voldoet aan de criteria om in aanmerking te komen.

**Art. 118.** Voordat hij een toegangsaanvraag goedkeurt, onderzoekt de netbeheerder of aan volgende voorwaarden is voldaan :

- de leverancier heeft een geldige voorzieningsaanvraag;
- de toegangsaanvraag is ontvankelijk;
- het gewenste vermogen is verenigbaar met het beschikbare vermogen op het betrokken toegangspunt;
- de transmissienetgebruiker is opgenomen in het register van de netgebruikers van het transmissiebedrijf.

Elke leverancier mag een toegangscontract sluiten met de netbeheerder indien zijn toegangsaanvraag goedgekeurd wordt.

#### *Afdeling 2.2. — Toegangscontract met de netbeheerder*

**Art. 119. § 1.** Het toegangscontract is een kadercontract dat naast algemene voorschriften waarvoor wordt verwezen naar dit T.R.GAS, de volgende elementen bevat :

- 1° de identiteit van de betrokken partijen (naam, adres, identificatienummers (BTW, handelsregister), EAN-GLN-nummer,...);
- 2° de contactpersonen;
- 3° de bepalingen met betrekking tot de vertrouwelijkheid, de wederzijdse aansprakelijkheden;
- 4° de inwerkingtredingsdatum van het toegangscontract en de duur van dat contract;
- 5° de modaliteiten m.b.t. de eventuele wijzigingen van het onderschreven vermogen;
- 6° de betalingsmodaliteiten en de eventuele financiële waarborgen.

§ 2. Evolutive bijlagen worden gevoegd bij het kadercontract. Ze hebben o.a. betrekking op :

- 1° de modaliteiten inzake onverbreekbaarheid of uitwissen die op elk toegangspunt eventueel overeengekomen zijn;
- 2° de lijst van de toegangspunten (EAN-GSRN-nummers) met vermelding van het onderschreven vermogen en de toegangsperiode daarvoor;
- 3° de aangesloten productie-eenheden per toegangspunt (met vermelding van het maximale productiedebiet per uur en de verwachte productieduur); indien in een bepaald toegangspunt, ten gevolge van de aangesloten productie-eenheden, er zich zowel een vermogeninjectie als -afname kan voordoen, dient voor de beschouwde periode zowel een onderschreven vermogen voor de vermogeninjectie als voor de -afname bepaald te worden;
- 4° de jaarlijkse verbruiksprofielen die door de netbeheerder toegekend zijn op grond van de informatie van de netgebruikers;
- 5° per toegangspunt, de transmissienetgebruiker(s) met wie de leverancier samenwerkt.

Die bijlagen worden gericht geamendeerd d.m.v. aanhangsels volgens de ontwikkeling van de daarin vermelde gegevens.

#### *Afdeling 2.3. — Verklaringen en waarborgen van de leverancier*

**Art. 120. § 1.** Om het evenwicht van het distributienet te handhaven, moet elke leverancier tijdens de in artikel 131 bepaalde elementaire periode, via het transmissienet, het of de op elkaar aangesloten distributienet(ten) (in voorkomend geval) en de ontvangststations, zoveel gas injecteren als wordt geleverd aan de netgebruikers met wie hij toegangscontracten heeft gesloten.

§ 2. Indien de leverancier samenwerkt met een transmissienetgebruiker, sluit hij met laatstgenoemde een samenwerkingscontract waarin alle wederzijdse aansprakelijkheden duidelijk en nauwkeurig afgebakend en beschreven zijn.

**Art. 121.** De leverancier verklaart en verzekert de netbeheerder dat vanaf de inwerkingtredingsdatum van het toegangscontract en voor de hele duur daarvan alle door hem geplande afnamen of injecties worden of zullen worden gedekt door een voorzieningscontract.

**Art. 122.** De leverancier verklaart en verzekert de netbeheerder dat wat betreft de toegang tot andere distributienetten en tot het transmissienet, hij alle contracten zal sluiten die noodzakelijk zijn om de toegang te dekken voor al zijn injecties en afnamen. Zodoende stelt hij de netbeheerder vrij van alle desbetreffende aansprakelijkheden.

**Art. 123.** De leverancier verwittigt onmiddellijk de netbeheerder indien één of meerdere van bovenvermelde verklaringen of waarborgen verstrijken.

#### HOOFDSTUK III. — *Onderbreking of weigering van de toegang tot het distributienet*

##### *Afdeling 3.1. — Geplande onderbreking van de toegang*

**Art. 124.** § 1. De netbeheerder heeft het recht, na overleg met de betrokken netgebruiker, de toegang tot het distributienet te onderbreken wanneer de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het distributienet of de aansluiting werkzaamheden vereisen aan genoemd net of werken.

§ 2. Behalve in spoedgeval informeert de netbeheerder de aangesloten netgebruiker alsook zijn leverancier minstens vijf werkdagen vooraf over de geplande aanvang en duur van een onderbreking.

##### *Afdeling 3.2. — Niet-geplande onderbreking van de toegang*

**Art. 125.** Onverminderd de voorschriften van Titel I, hoofdstuk 5 van dit T.R.GAS, in geval van niet-geplande onderbreking van de toegang tot het distributienet :

— informeert de netbeheerder de netgebruiker of zijn leverancier zo spoedig mogelijk over het probleem en de vermoedelijke duur ervan;

— maakt de netbeheerder binnen tien werkdagen een omstandige verklaring betreffende die onderbreking op aanvraag van netgebruiker of van zijn leverancier;

— kan de CWaPE elke bijkomende informatie vereisen.

##### *Afdeling 3.3. — Weigering van toegang*

**Art. 126.** Onder voorbehoud van de toepassing van wettelijke of reglementaire bepalingen die o.a. toepasselijk zijn inzake verplichtingen van openbare dienst, heeft de netbeheerder het recht om de toegang tot zijn distributienet geheel of gedeeltelijk te weigeren :

— in spoedgeval;

— indien een netgebruiker zijn financiële verplichtingen t.a.v. de netbeheerder niet vervult;

— indien de leverancier van een niet-residentiële netgebruiker zijn financiële verplichtingen verzuimt;

— indien voor een gegeven periode geen leverancier wordt aangewezen door de netgebruiker;

— indien de netbeheerder oordeelt dat een ernstig risico bestaat voor de goede werking van het distributienet en/of voor de veiligheid van de personen of van het materieel;

— indien de contractueel overeengekomen grenzen van het onderschreven vermogen herhaaldelijk en aanzienlijk zijn overschreden of indien de ontoereikendheid tussen injectie van de leverancier en afname van de netgebruiker gebreken aan evenwicht veroorzaken.

#### HOOFDSTUK IV. — *Injectie/afnameprogramma*

**Art. 127.** § 1. Indien de netbeheerder het nodig acht, kan hij op bepaalde toegangspunten (volgens de grootte van het afgenomen en/of geïnjecteerd vermogen en/of op basis van andere objectieve en niet-discriminerende criteria) dagelijks een toegangsprogramma eisen van de partij die het toegangscontract afsluit, vooraleer toegang tot het distributienet te verlenen. Voor die toegangspunten kan hij ook jaarlijks vooruitzichten eisen van de toegangshouder.

§ 2. Indien de partij die het toegangscontract afsluit voorziet dat het werkelijk afname- of injectieprofiel zal afwijken van voornoemd injectie- of afnameprogramma of van meegeedeelde vooruitzichten, stelt hij de netbeheerder onverwijld op de hoogte hiervan.

#### TITEL V. — *Meet- en tellingscode*

##### *HOOFDSTUK I. — Algemeen*

**Art. 128.** De meet- en tellingscode beschrijft de rechten en plichten van de netbeheerder en de andere betrokken partijen met betrekking tot enerzijds het ter beschikking stellen, de aanleg, het gebruik en onderhoud van de meet- of tellingsinrichtingen en anderzijds de uitlezing, de verwerking en het ter beschikking stellen van de meet- of tellingsgegevens.

**Art. 129.** Behoudens uitzondering bedoeld in artikel 190 bevat elk toegangspunt van het distributienet een meetinrichting teneinde de gasinjectie of -afname op dat punt te bepalen in verhouding tot het distributienet.

**Art. 130.** § 1. De meetinrichtingen en de meet- of tellingsgegevens hebben als doel de facturering van de hoeveelheden uitgewisselde energie alsook de verrekeningen tussen marktactoren gebaseerd op de geïnjecteerde en/of afgenomen hoeveelheden uit te voeren.

Ze dienen eveneens als basis voor een goed beheer van het distributienet.

§ 2. De in § 1 bedoelde verrekeningen zijn gebaseerd op metingen betreffende elementaire periodes. Afhankelijk van de aard van de aansluiting zijn die metingen rechtstreeks betrokken uit de meetinrichting of zijn het resultaat van de toepassing van typeprofielen op die meet- of tellingsgegevens.

**Art. 131.** De in artikel 130, § 2, bedoelde elementaire periode bedraagt één uur.

**Art. 132.** § 1. De netbeheerder is, voor het distributienet waarvoor hij als beheerder aangesteld is, als enige gemachtigd om de meetinrichting ter beschikking te stellen, te plaatsen, uit te breiden, te onderhouden en uit te baten op zijn distributienet.

§ 2. Behoudens andersluidende overeenkomst tussen de partijen is de netbeheerder eigenaar van de meetinrichting.

**Art. 133.** De netbeheerder is verantwoordelijk voor het verzamelen, valideren, ter beschikking stellen en archiveren van de meet- of tellingsgegevens. In de uitvoering van die taak maakt hij gebruik van objectieve en niet-discriminerende criteria. De betrokken partijen nemen bovendien de noodzakelijke maatregelen voor de uitvoering van de toepasselijke vertrouwelijkheidsregels.

§ 2. De netbeheerder mag voor het verzamelen van de meet- of tellingsgegevens geen beroep doen op producenten, houders van een voorzieningsvergunning, tussenpersonen noch op met deze personen verbonden bedrijven.

**Art. 134.** § 1. De netgebruiker moet op aanvraag geïnformeerd worden over het gebruik van de gegevens die hem betreffen.

§ 2. De netgebruiker heeft altijd het recht om via een passieve uitlezing zonder andere tussenkomst alle meet- of tellingsgegevens betreffende zijn toegangspunt en die beschikbaar zijn in het lokaal van de meetinrichting te raadplegen. Indien de meetinrichting zich bevindt in een voor de netgebruiker niet rechtstreeks toegankelijke plaats wegens door beide partijen aanvaarde technische redenen, richt hij zich tot de netbeheerder die hem toegang zal verlenen binnen een redelijke termijn.

§ 3. De netbeheerder stelt elk ogenblik alle meet- en tellingsgegevens betreffende zijn toegangspunt ter beschikking van de netgebruiker die het schriftelijk heeft aangevraagd, volgens een tussen de partijen overeen te komen transmissiewijze.

§ 4. Op verzoek van de netgebruiker bezorgt de netbeheerder de noodzakelijke inlichtingen voor de interpretatie van de meet- of tellingsgegevens en voor het beheersing van energiestromen.

#### HOOFDSTUK II. — Voorschriften betreffende de meetapparaten

##### Afdeling 2.1. — Algemene technische voorschriften

**Art. 135.** De in de meetinrichting gebruikte meetinstrumenten alsook hun installatie moeten voldoen aan de toepasselijke wettelijke voorschriften met inbegrip van omzendbrieven uit de Dienst Metrologie van het Federale Ministerie van Economische Zaken en aan de vigerende normen van toepassing op de meetinrichtingen of hun bestanddelen.

**Art. 136.** Een meetinrichting, zoals bedoeld in artikel 2, 17°, kan al dan niet geïntegreerde bijkomende uitrustingen bevatten waaronder dataloggers, communicatie-uitrustingen, printers, enz.

**Art. 137.** De netgebruiker en de netbeheerder hebben het recht om in hun installaties op eigen kosten alle uitrustingen te plaatsen die zij nuttig achten om de nauwkeurigheid na te gaan van de in artikel 144 bedoelde meetinrichting. Een dergelijk meetapparaat, dat eventueel toebehoort aan de netgebruiker, moet voldoen aan de voorschriften van dit T.R.GAS.

**Art. 138.** § 1. Indien, met name om te voldoen aan bijzondere nauwkeurigheidsvereisten betreffende de toekenningsprocedure voor groene certificaten, de netgebruiker extra meetuitrustingen wenst te integreren in het meetapparaat dat betrekking heeft op zijn toegangspunt, zal hij zich hiertoe richten tot de netbeheerder. Die zal op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria oordelen of die aanleg kan uitgevoerd worden zonder de correcte uitvoering van zijn taak als netbeheerder in het gedrang te brengen. Bij een positieve evaluatie zal de netbeheerder de aanleg uitvoeren. Deze uitrustingen moeten voldoen aan de voorschriften van dit T.R.GAS en mogen de hoofdmeting niet beïnvloeden.

§ 2. Alle kosten met betrekking tot deze bijkomende uitrustingen worden gedragen door de netgebruiker die het heeft aangevraagd.

**Art. 139.** De netbeheerder heeft het recht om aan de meetuitrusting alle bijkomende apparatuur toe te voegen die hij nuttig acht voor de uitvoering van zijn taak, onder meer met het oog op het meten van kwaliteitsindicatoren.

##### Afdeling 2.2. — Lokatie van de meetinrichting

**Art. 140.** De meetinrichting wordt geplaatst ter hoogte van het toegangspunt.

**Art. 141.** De netgebruiker ziet erop toe dat de meetinrichting wordt gevrijwaard van schokken, trillingen, extreme temperaturen, een bovenmatige vochtigheid en in het algemeen van al wat schade kan berokkenen of verstoring kan veroorzaken.

##### Afdeling 2.3. — Verzegeling

**Art. 142.** Het metrologische gedeelte van de meetinrichting wordt verzegeld door de netbeheerder.

**Art. 143.** § 1. De aansluiting van de meetinrichting op de aansluiting wordt verzegeld door de netbeheerder.

§ 2. De zegels mogen alleen verbroken of verwijderd worden door de netbeheerder of na voorafgaandelijk, schriftelijk akkoord van deze.

##### Afdeling 2.4. — Nauwkeurigheidsvereisten

**Art. 144.** De nauwkeurigheidsvereisten van de meetinrichting voldoen aan de vigerende wetgeving en met name het koninklijk besluit van 20 december 1972 betreffende de gasmeters en de opeenvolgende wijzigingen daarvan.

##### Afdeling 2.5. — Storingen en fouten

**Art. 145.** § 1. Behoudens andere afspraken in het aansluitingscontract zorgt de netbeheerder ervoor dat een storing in de meetinrichting, met uitzondering van de gegevensoverdracht, zo spoedig mogelijk verholpen wordt.

§ 2. Indien als gevolg van de storing van de meetinrichting de gasstroom onderbroken wordt, stelt de netbeheerder alles in het werk om die te herstellen.

§ 3. Indien als gevolg van overmacht de storing niet snel kan worden verholpen, neemt de netbeheerder alle noodzakelijke maatregelen teneinde het verlies van meet- of tellingsgegevens te beperken en deelt hij de vermoedelijke duur van de storing aan de leverancier.

§ 4. De storingen die een meetinrichting gebruikt voor de toekenning van groene certificaten treffen, worden zo spoedig mogelijk genotificeerd aan de CWaPE door de netbeheerder.

**Art. 146.** Een fout in een meetgegeven wordt als significant beschouwd indien deze groter is dan toegelaten krachtens de precisieklasse bedoeld in artikel 144.

**Art. 147.** § 1. Een netgebruiker of leverancier die in de meet- of tellingsgegevens een significante fout vermoedt, brengt onverwijld de netbeheerder hiervan op de hoogte en kan de netbeheerder schriftelijk een controle van de meetinrichting aanvragen. De netbeheerder voorziet dan zo snel mogelijk in de uitvoering van een testprogramma.

§ 2. Indien de controle uitwijst dat een gebrek aan nauwkeurigheid van de meetinrichting vermoedelijk de oorzaak is van een significante fout, zoekt de netbeheerder de oorzaak ervan en verhelpt die zo spoedig mogelijk. Zonodig voert hij een ijking uit.

§ 3. De netbeheerder draagt de kosten verbonden aan de in dit artikel genoemde acties indien een significante fout kan worden vastgesteld. In het tegenovergestelde geval worden ze gedragen door de aanvrager volgens een tarief dat hem op voorhand werd meegedeeld.

#### *Afdeling 2.6. — Onderhoud en technische controles*

**Art. 148.** De netbeheerder onderhoudt de meetinrichting zodanig dat zij aan de in dit T.R.GAS opgenomen eisen aan de vigerende wetgeving voldoet.

**Art. 149.** De technische controle van de meetinrichting voldoet aan de toepasselijke wettelijke voorschriften met inbegrip van de omzendbrieven van de Dienst Metrologie van het Federale Ministerie van Sociale Zaken.

#### *Afdeling 2.7. — Administratief beheer van andere technische gegevens dan meet- of tellingsgegevens*

**Art. 150.** 1. De netbeheerder is verantwoordelijk voor het bijhouden en archiveren van de administratieve gegevens die vereist zijn voor een goed beheer van de meetinrichtingen en de vigerende wettelijke controles (onder meer fabrikant, type, fabrieksnummer, bouwjaar).

§ 2. De netbeheerder die de meetinrichting betreffende zijn toegangspunt wenst te gebruiken in het kader van het proces van toekenning van groene certificaten, deelt het mee aan de netbeheerder. Laatstgenoemde registreert die informatie om te kunnen voldoen aan de desbetreffende bepalingen van dit T.R.GAS.

### HOOFDSTUK III. — Voorschriften betreffende de meet- of tellingsgegevens

#### *Afdeling 3.1. — Gemeten en berekende verbruiksprofielen*

**Art. 151.** § 1. Een onderscheid wordt gemaakt tussen twee soorten verbruiksprofielen :

— gemeten verbruiksprofielen : ze worden vastgesteld op grond van de door de meetinrichting afgelezen gashoeveelheid die afgenomen of geïnjecteerd is voor elke elementaire periode;

— berekende verbruiksprofielen : ze worden vastgesteld op grond van de door de meetinrichting afgelezen periodieke temperatuurgegevens en van de toepassing van een synthetisch verbruiksprofiel toegekend voor elk toegangspunt.

§ 2. Voor alle toegangspunten waar een gemeten verbruiksprofiel wordt telegelezen, dient dit profiel als basis voor het in afdeling 3.6 van deze Titel bedoelde allocatie/reconciliatieproces.

§ 3. Wanneer de gemeten verbruiksprofielen niet beschikbaar zijn, zijn de berekende verbruiksprofielen van toepassing.

**Art. 152.** Voor de afnemers wier verbruik geraamd wordt op grond van berekende verbruiksprofielen, organiseert de leverancier de gasinjectie die overeenstemt met het verbruik voortvloeiend uit het gepaste gebruik van de berekende beschikbare verbruiksprofielen. Zo vervult hij, wat betreft deze afnemers, zijn verplichtingen inzake het evenwicht van de netten.

#### *Afdeling 3.2. — Bijzondere voorschriften betreffende het gemeten verbruiksprofiel*

**Art. 153.** Wat betreft de meetinrichtingen betreffende de toegangspunten van bestaande aansluitingen met een jaarlijks gebruik hoger dan één miljoen m<sup>3</sup>(n) en rekening houdend met de in artikel 180 bedoelde overgangsbepalingen, wordt het verbruiksprofiel geregistreerd door tele-opname. Wat betreft meetinrichtingen betreffende lagere gebruiken voorziet de netbeheerder op aanvraag van de netgebruiker of van de leverancier en volgens overeen te komen modaliteiten in de registratie door tele-opname.

**Art. 154.** Voor toegangspunten van nieuwe aansluitingen of aansluitingen die aangepast worden, met een geschat jaarverbruik groter dan één miljoen m<sup>3</sup>(n) plaatst de distributienetbeheerder op het toegangspunt een meetinrichting met registratie door tele-opname.

**Art. 155.** Als de netgebruiker verschillende leveranciers gelijktijdig kiest, wordt zijn verbruiksprofiel geregistreerd door tele-opname.

**Art. 156.** § 1. De verzameling van de meet- of tellingsgegevens wordt uitgevoerd in conformiteit met het door de netbeheerder vastgestelde communicatieprotocol.

§ 2. Een elementaire periode zoals bepaald in artikel 131 is verbonden met de gasdag. De eerste periode van een dag gaat dus in om 6 uur, lokaal uur.

§ 3. Het tijdsinterval in absolute waarde gemeten tussen het begin (of het einde) van een elementaire periode zoals beschouwd door de meetinrichting en het begin (of einde) van dezelfde elementaire periode berekend op grond van een absolute tijdsreferentie mag niet hoger zijn dan 10 seconden.

**Art. 157.** Met inachtneming van de bepalingen van het aansluitingscontract registreert de meetinrichting de volgende gegevens per meetperiode :

— de identificatie van de meetperiode;

— de afgenomen en/of geïnjecteerde gashoeveelheid.

**Art. 158.** Met het oog op de tele-opname van de meetinrichting zorgt de netbeheerder voor de uitvoering van de meest gepaste telecommunicatieverbinding op grond van technisch-economische criteria.

*Afdeling 3.3. — Bijzondere bepalingen betreffende het berekende verbruiksprofiel*

**Art. 159.** § 1. Op grond van statistische gegevens wordt voor elke elementaire periode zoals bepaald in artikel 131 een deel van de jaarlijkse afname/injectie toegekend door de synthetische verbruiksprofielen. Onverminderd de bevoegdheden van de CREG worden ze vastgesteld door FIGAZ volgens het type toegangspunt. Hun aantal moet voldoende zijn om een nauwkeurige evaluatie van de gastromen uit te voeren. Die profielen zijn onderworpen aan de CWaPE die zorgt voor hun verspreiding.

§ 2. Op grond van de afgelezen periodieke meet- of tellingsgegevens worden de synthetische verbruiksprofielen aangepast.

§ 3. De uitvoering van de synthetische verbruiksprofielen voor het verkrijgen van de berekende verbruiksprofielen wordt beschreven in het door de netbeheerder vastgestelde gebruikershandboek van het protocol.

*Afdeling 3.4. — Verwerking van de meet- of tellingsgegevens*

**Art. 160.** Op grond o.a. van de gegevens uit de transmissiebedrijven bepaalt de netbeheerder de omzetting van gas in energie (kWh) met de nauwkeurigheidsgraad vereist in de vigerende regelingen en normen.

**Art. 161.** De in artikel 157 bedoelde gegevens worden in elektronische vorm omgezet door de netbeheerder en de volgende gegevens worden eraan toegevoegd :

- de identificatie van het toegangspunt;
- de plaatsbepaling van de meetinrichting;
- de identificatie van de leverancier en desgevallend van de transmissienetgebruiker.

**Art. 162.** De dataverwerking moet zodanig gebeuren dat de in artikel 160 bedoelde nauwkeurigheidsgraad van de data niet wordt aangetast.

*Afdeling 3.5. — Onbeschikbare of onbetrouwbare gegevens*

**Art. 163.** § 1. Indien de netbeheerder niet kan beschikken over de werkelijke meet- of tellingsgegevens of wanneer hij van oordeel is dat de beschikbare resultaten niet betrouwbaar of foutief zijn, worden de betrokken meet- of tellingsresultaten in het validatieproces vervangen door waarden die hij op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria billijk acht.

Wanneer ze betrekking hebben op een meetinrichting gebruikt voor de toekenning van groene certificaten, deelt de netbeheerder die waarden samen met de verantwoording met aan de netgebruiker en aan de CWaPE.

§ 2. De onbetrouwbare of foutieve gegevens worden gecorrigeerd op basis van één of meerdere schattingsprocedures zoals :

- 1° redundante metingen;
- 2° andere meetresultaten die de betrokken netgebruiker ter beschikking heeft;
- 3° vergelijking met de gegevens van een periode die als equivalent wordt beschouwd.

§ 3. Indien bij de validering van de meet- of tellingsgegevens blijkt dat een bijkomende fysieke meteraflezing noodzakelijk is, zijn de in de afdelingen 3.7 en 3.8 van deze Code bedoelde termijnen betreffende de gegevensoverdracht van toepassing vanaf de dag waarop die bijkomende aflezing wordt uitgevoerd.

**Art. 164.** In voorkomend geval na toepassing van de bepalingen van artikel 163 kan de netbeheerder elke vorm van controle uitvoeren op de meet- of tellingsgegevens die hij nuttig acht met het oog op hun effectieve validering.

*Afdeling 3.6. — Allocatie en reconciliatie*

**Art. 165.** § 1. Een overblijvende gashoeveelheid, hierna « residu » genoemd, omschreven als het verschil tussen de gemeten gashoeveelheid die geïnjecteerd wordt in het distributienet en de raming van de verkregen hoeveelheid, wordt berekend per erkend ontvangstation en per elementaire periode door de hoeveelheden voortvloeiend uit de gemeten en berekende verbruiksprofielen op te tellen. Dat residu wordt per erkend ontvangstation en per elementaire periode toegekend aan de leveranciers naar rata van de som van de berekende verbruiksprofielen van hun respectieve netgebruikers, overeenkomstig de door de CWaPE toegestane allocatiewijze.

§ 2. Rekening houdend met de resultaten van de allocatie van residu kent de netbeheerder elke leverancier per ontvangstation en per elementaire periode de aan zijn netgebruikers geleverde energie toe.

**Art. 166.** De in artikel 165 bedoelde allocatie van energie moet maandelijks worden verbeterd op grond van de echte verbruiken die tijdens die maand afgelezen zijn overeenkomstig de door de CWaPE toegestane maandelijks reconciliatiewijze.

**Art. 167.** De definitieve reconciliatie van een maand gebeurt per erkend ontvangstation uiterlijk vijftien maanden na die maand. Daarbij wordt het eindresidu van die maand vastgesteld overeenkomstig de door de CWaPE toegestane definitieve reconciliatiewijze. Dat eindresidu is ten laste van de betrokken netbeheerders.

*Afdeling 3.7. — Ter beschikking te stellen meet- of tellingsgegevens in geval van gemeten verbruiksprofielen*

**Art. 168.** Vanaf 1 november 2004 stelt de netbeheerder de niet-gevalideerde meet- of tellingsgegevens betreffende de betrokken elementaire periode, per toegangspunt, zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen het uur na de elementaire afname/injectieperiode ter beschikking van elke leverancier voor alle betrokken toegangspunten.

Elke maand stelt de netbeheerder de gevalideerde meet- of tellingsgegevens per elementaire periode en voor alle toegangspunten ter beschikking van elke leverancier uiterlijk op de twintigste werkdag na de betrokken maand.

**Art. 169.** § 1. Vanaf 1 november 2004 stelt de netbeheerder de niet-gevalideerde meet- of tellingsgegevens, per elementaire periode, gehergroepeerd per leverancier en per erkend ontvangstation zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen het uur na de elementaire afname/injectieperiode ter beschikking van de transmissienetgebruikers. De netbeheerder stelt de niet-gevalideerde meet- of tellingsgegevens met vermelding van de betrokken transmissienetgebruikers, per toegangspunt, zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen het uur na de elementaire afname/injectieperiode ter beschikking van het betrokken transmissiebedrijf.

§ 2. Elke maand stelt de netbeheerder elke maand de gevalideerde meet- of tellingsgegevens, gehegroepeerd per leverancier en per erkend ontvangstation met vermelding van de betrokken transmissiegebruikers ter beschikking van de transmissiegebruikers uiterlijk de twintigste werkdag van de volgende maand. Elke maand stelt de netbeheerder de gevalideerde meet- of tellingsgegevens van de vorige maand per elementaire periode en per toegangspunt ter beschikking van het betrokken transmissiebedrijf uiterlijk op de twintigste werkdag van de volgende maand.

§ 3. In afwijking van § 2 stelt de netbeheerder die niet verantwoordelijk is voor het beheer van een erkend ontvangstation, de in § 2 bedoelde gegevens ter beschikking van de netbeheerder verantwoordelijk voor het beheer van het erkende ontvangstation. De betrokken netbeheerders bepalen in onderling overleg en in overeenstemming met het betrokken transmissiebedrijf de procedure voor de informatie-uitwisseling met inachtneming van de in § 2 bedoelde termijnen.

*Afdeling 3.8. — Ter beschikking te stellen meet- of tellings-, allocatie- en reconciliatiegegevens in geval van berekende verbruiksprofielen*

**Art. 170.** § 1. De netbeheerder stelt maandelijks uitgelezen gevalideerde meet- of tellingsgegevens voor alle betrokken toegangspunten ter beschikking van elke leverancier uiterlijk op de twintigste werkdag na de uitlezing. De netbeheerder moet de uitlezingsdatum altijd vermelden.

§ 2. De netbeheerder stelt jaarlijks uitgelezen gevalideerde meet- of tellingsgegevens voor alle betrokken toegangspunten ter beschikking van elke leverancier uiterlijk op de twintigste werkdag na de uitlezing. De netbeheerder moet de uitlezingsdatum altijd vermelden.

**Art. 171.** Uiterlijk op de twintigste werkdag van de volgende maand stelt de netbeheerder de in artikel 165 bedoelde allocatiegegevens per elementaire periode ter beschikking van de leverancier voor de betrokken toegangspunten.

**Art. 172.** § 1. Uiterlijk op de twintigste werkdag van de volgende maand stelt de netbeheerder de allocatiegegevens van de afgelopen maand per elementaire periode en gehegroepeerd per betrokken leverancier en ontvangstation ter beschikking van de transmissiegebruikers. De netbeheerder stelt ook de allocatiegegevens van de maand per elementaire periode en gehegroepeerd per betrokken transmissiegebruiker en erkend ontvangstation ter beschikking van het betrokken transmissiebedrijf uiterlijk op de twintigste werkdag van de volgende maand.

§ 2. In afwijking van § 1 stelt de netbeheerder die niet verantwoordelijk is voor het beheer van een erkend ontvangstation de in § 1 bedoelde gegevens ter beschikking van de netbeheerder verantwoordelijk voor het beheer van het erkende ontvangstation. De betrokken netbeheerders bepalen in onderling overleg en in overeenstemming met het betrokken transmissiebedrijf de procedure voor de informatie-uitwisseling met inachtneming van de in § 1 bedoelde termijnen.

**Art. 173.** Vanaf 1 november 2004 en uiterlijk op de dertigste werkdag na een bepaalde maand stelt de netbeheerder verantwoordelijk voor het beheer van het erkende ontvangstation de reconciliatiegegevens per erkend ontvangstation voor de betrokken toegangspunten, die in de loop van die maand zijn uitgelezen ter beschikking van de leverancier. Hij stelt die gegevens ook ter beschikking van de bij die reconciliatie betrokken partijen.

**Art. 174.** De in artikel 167 bedoelde resultaten van de eindreconciliatie van één maand die ten minste het geheel van de in het distributienet geïnjecteerde energie, de totale hoeveelheid verbruikte energie en het eindresidu van de betrokken maand bevatten, worden samen met een synthetische toelichtingsnota overgemaakt aan de CWaPE voor het einde van de vijftiende maand na de betrokken maand.

*Afdeling 3.9. — Opslag, archivering en beveiliging van de data*

**Art. 175.** De netbeheerder slaat zowel de onbewerkte als de eventueel gewijzigde meet- of tellingsgegevens op een niet vluchtige informatiedrager op.

**Art. 176.** De netbeheerder archiveert de in artikel 175 vermelde gegevens gedurende een periode van minstens vijf jaar.

**Art. 177.** De door de netbeheerder centraal beheerde meet- of tellingsgegevens zijn, overeenkomstig de vigerende wettelijke bepalingen, beveiligd tegen kennisneming door derden.

*Afdeling 3.10. — Klachten en rechtzettingen*

**Art. 178.** De meet- of tellingsgegevens mogen enkel worden betwist door de rechtstreeks betrokken partijen alsook door de CWaPE, met name in het kader van de procedure voor de toekenning van groene certificaten. Een eventuele klacht is pas ontvankelijk als de netbeheerder daarvan op de hoogte werd gebracht ten minste één maand nadat de gegevens ter kennis van de aanklager zijn gesteld overeenkomstig de afdelingen 3.7 en 3.8 van deze Code.

**Art. 179.** Behoudens kwade trouw kan een eventuele rechtzetting van de meetgegevens en van de daaruit voortvloeiende facturatie slechts betrekking hebben op een periode van maximaal 24 maanden voorafgaand aan de laatste meteraflezing.

*HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen*

**Art. 180.** § 1. De bestaande meetinrichtingen die niet conform zijn met de in artikel 153 bedoelde vereisten m.b.t. de registratie van het verbruiksprofiel, kunnen als zodanig in dienst blijven tijdens een overgangsperiode die loopt tot 1 november 2004.

§ 2. Tijdens de periode waarin de gemeten verbruiksprofielen niet beschikbaar zijn, worden de allocaties en reconciliaties verricht op grond van de berekende verbruiksprofielen die in onderlinge overeenstemming tussen de partijen zijn vastgesteld.

**Art. 181.** Indien de netgebruiker of de leverancier een kortere termijn wenst voor de opheffing van de artikel 180 bedoelde niet-conformiteit, moet hij zich richten tot de netbeheerder. Die zal op grond van objectieve en niet-discriminerende criteria oordelen of de aangevraagde aanpassing kan worden uitgevoerd en onder welke voorwaarden. In geval van positieve evaluatie zal de netbeheerder de aanpassing uitvoeren.



**TITEL VI. — Samenwerkingscode****HOOFDSTUK I. — Algemeen**

**Art. 182.** Onverminderd andere wettelijke of reglementaire bepalingen en met name de bevoegdheden van de CREG is het Samenwerkingscode van toepassing op de verhoudingen van elke netbeheerder met de gebruikers van zijn distributienet die niet betrokken zijn bij de Aansluitingscode, d.w.z. de netgebruikers die zelf netbeheerder of transmissiebedrijf zijn met uitzondering van degenen die eindafnemer, producent of opslaginstallatie zijn.

**HOOFDSTUK II. — Aansluiting van een distributienet op een transmissienet**

**Art. 183.** Een distributienet is aangesloten op een transmissienet op een toegangspunt waar een ontvangstation is gevestigd.

Elk ontvangstation maakt het voorwerp uit van een overeenkomst tussen de netbeheerder en het betrokken transmissiebedrijf die ten minste de volgende elementen bevat :

- de naam van de eigenaar van het station;
- de technisch exploitant van het station;
- het geïnstalleerde vermogen en de aanpassingsmodaliteiten daarvan;
- het door het transmissiebedrijf ter beschikking gestelde vermogen alsook de minimum en maximum drukken en temperaturen van het geleverde gas;
- de uitwisselingsgrenzen, -wijze en -frequentie van de waarden van de energetische inhoud per volume-eenheid;
- de informatiestromen tussen de partijen en de frequentie daarvan;
- de door de partijen te verstrekken diensten.

**Art. 184.** De netbeheerder sluit met het transmissiebedrijf waarop zijn net aangesloten is, een samenwerkingsakkoord waarin o.a. de respectieve rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden zijn vastgesteld alsook de procedures in verband met alle aspecten van de exploitatie die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van de netten of van de aansluitingswerken of installaties van de betrokken netgebruikers of op de betrouwbaarheid van de uitgewisselde gegevens. Het of de in artikel 186 bedoelde akkoorden maken noodzakelijk deel uit van het samenwerkingsakkoord.

**Art. 185.** Elke versterking of uitbreiding van een bestaand ontvangstation worden samen beslist door de netbeheerder en het transmissiebedrijf waarop zijn net aangesloten is op grond van technisch-economische criteria en met het oog op een optimale ontwikkeling van de betrokken netten. Die versterkingen of uitbreidingen maken het voorwerp uit van aanhangsels bij het samenwerkingsakkoord.

**Art. 186.** § 1. Op aanvraag van een netbeheerder of van een transmissiebedrijf kunnen verschillende ontvangstations die één of meerdere distributienetten bevoorraden, na overleg en in overeenstemming met de netbeheerders en het betrokken transmissiebedrijf gehergroepeerd worden in één fictief "erkend ontvangstation".

§ 2. Wanneer een erkend ontvangstation meerdere distributienetten bevoorraadt, wordt de netbeheerder die het beheer daarvan coördineert, in onderlinge overeenstemming en in overeenstemming met het betrokken transmissiebedrijf aangewezen door de betrokken netbeheerders.

§ 3. Elke netbeheerder is verantwoordelijk voor de transmissie van de meetgegevens, zoals omschreven in dit T.R.GAS, aan de leveranciers die actief zijn op de toegangspunten van zijn distributienet.

§ 4. De netbeheerders wier net of netgedeelte wordt bevoorrad door een erkend ontvangstation bedoeld in § 2, bezorgen op tijd minstens de in dit T.R.GAS bepaalde informatie aan de netbeheerder die het beheer van dat erkende ontvangstation coördineert; ze blijven verantwoordelijk voor de kwaliteit van de bezorgde informatie. De netbeheerder die het beheer van het erkende station coördineert zal de informatie die hij heeft verkregen van de door het transmissiebedrijf bevoorrad netbeheerders overmaken aan genoemd bedrijf.

**Art. 187.** De netbeheerders en transmissiebedrijven bepalen in onderling overleg de uitwisselingswijze en -frequentie van de informatie over o.a. de energetische inhoud van het gas per volume-eenheid en de afnamevooruitzichten betreffende de al dan niet erkende ontvangstations; ze maken gewag daarvan in het samenwerkingsakkoord.

**Art. 188.** De afnamen of injecties op uurbasis van de netgebruikers worden geacht tegelijkertijd uitgevoerd te worden op het ontvangstation.

**HOOFDSTUK III. — Interconnecties van distributienetten**

**Art. 189.** § 1. Wanneer de netbeheerders sluiten hun netten aan op elkaar, moeten de installaties op het interconnectiepunt :

- voldoen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de leidingen voor aardgasdistributie;
- voorzien zijn van de noodzakelijke onderbrekingsinrichtingen en andere apparaten om in alle omstandigheden de stromen op elk net te kunnen beheren.

§ 2. Wat betreft elk interconnectiepunt wordt een samenwerkingsakkoord met alle operationele bepalingen gesloten tussen de betrokken netbeheerders.

**Art. 190.** In afwijking van artikel 129 beslissen de op elkaar aangesloten netbeheerders in onderlinge overeenstemming over de noodzaak om een meetapparaat op het interconnectiepunt aan te leggen alsook over de vaststelling van de energiehoeveelheden vanuit de aardgasstromen en over de terbeschikkingstelling van die gegevens.

Namen, 18 november 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

BIJLAGE I : Schema van een aansluitingswerk

